



More in
Common

LES FRANÇAIS ET LEURS PERCEPTIONS DE L'IMMIGRATION, DES RÉFUGIÉS ET DE L'IDENTITÉ



À propos de More in Common

La volonté de comprendre et d'agir face à la réticence de nos démocraties à offrir leur hospitalité aux réfugiés est à l'origine de l'initiative More in Common. Le projet More in Common a vu le jour en 2015 dans le cadre de travaux de recherche destinés à mieux comprendre les raisons expliquant cette réticence. Ces enquêtes dans plusieurs pays se sont penchées en particulier sur les dynamiques de l'opinion publique ainsi que sur les réponses de la société civile.

More in Common est une nouvelle initiative qui va concentrer son action sur 5 axes: enquêtes d'opinion sur les questions de l'immigration, de la diversité, de l'altérité, et du vivre ensemble, formation et diffusion des ces travaux auprès d'acteurs de la société civile, création de campagnes et de contenus visant à mobiliser le plus grand nombre, montage de nouvelles coalitions et création de nouveaux mouvements citoyens.

More in Common est une association à but non lucratif et incubée par Purpose Europe. Purpose met en place et soutient de nouveaux mouvements citoyens pour un monde plus ouvert, plus juste et plus durable. Ses co-fondateurs sont Mathieu Lefèvre (qui dirige More in Common France), Brendan Cox, Tim Dixon et Gemma Mortensen.

Pour plus de renseignements, contactez nous sur contact@moreincommon.com



E-mail: contact@moreincommon.com

Auteurs & Contributeurs

Jérôme Fourquet, IFOP
Anne-Laure Marchal, IFOP
Annick Beddiar, IFOP
Mathieu Lefevre, More in Common
Tim Dixon, More in Common
Stephen Hawkins, Purpose
Míriam Juan-Torres, More in Common
Vincent Wolff, Purpose

Remerciements

Purpose Europe et More in Common remercient la Social Change Initiative pour son soutien à ce travail de recherche.

Nous aimerions remercier Brendan Cox, Rob Ford, Eric Kaufmann, Avila Kilmurray, Nick Lowles, Gregory Maniatis, Cass Mudde, Martin O'Brien, Anthony Painter, Padraic Quirk, et Francois Xavier Demoures pour leurs commentaires et leur soutien lors de cette enquête.

Téléchargement

Ce document est disponible gratuitement en PDF sur: <http://www.moreincommon.com>

ISBN 978-1-9997788-3-5

© 2017 Purpose Europe Ltd | More in Common
This work is licensed under the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) to view a copy of this license visit <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>



Designed by La Capitainerie Studio

Sommaire

Résumé	4
1. Introduction	18
2. Méthodologie	19
3. Les Segments De Population	20
3.1. Les Multiculturalistes (30 pour cent)	21
3.2. Les Humanitaires (15 pour cent)	21
3.3. Les Inquiets Économiques (17 pour cent)	22
3.4. Les Laissés pour Compte (21 pour cent)	23
3.5. Les Nationalistes Identitaires (17 pour cent)	24
4. Le contexte : Un climat général peu propice à l'ouverture	25
4.1. Comment les Français voient la France	27
4.2. Pessimisme et inquiétudes concernant l'économie et l'avenir du pays	30
4.3. La capacité limitée de la France d'accueillir des immigrants et réfugiés	32
4.4. Un rapport difficile à la mondialisation	33
5. Les attitudes face à l'immigration et aux immigrés	38
5.1. Une immigration perçue à la fois comme néfaste et de plus en plus forte	38
5.2. Immigration, contribution à l'économie française	42
6. Les attitudes face aux réfugiés	49
6.1. Des réticences à l'accueil des réfugiés	50
6.2. La compréhension des définitions : réfugiés et immigrants	52
6.3. L'assimilation, condition sine qua non à l'accueil des réfugiés	56
6.4. L'accueil et l'aide aux réfugiés	58
7. Les attitudes face à l'Islam et aux musulmans	61
8. Les messages testés auprès des différents groupes	66
9. Conclusion et recommandations	70

RÉSUMÉ



La France baigne dans un sentiment de crise sociale et politique, nourri par une stagnation économique prolongée, des divisions sociales, une profonde méfiance envers la classe politique et un questionnement sur la place de la France dans le monde. Les attitudes envers les immigrants et les réfugiés doivent être entendues dans ce contexte de ressenti plus général, de pessimisme économique et de désillusion politique.

Ce rapport fait la lumière sur la perception des Français dans leur ensemble sur l'immigration, l'accueil des réfugiés et sur certains aspects fondamentaux de l'identité française. Les résultats sont aussi riches d'enseignements qu'inquiétants, notamment concernant la relation de la France avec l'altérité et sur la perception de l'Islam en France. Mais ce travail ouvre aussi des pistes de réflexion et d'actions intéressantes.

Cette étude identifie cinq segments de la population française, qui se distinguent par leurs attitudes spécifiques envers ces problématiques. Cette segmentation de la société française permet d'étudier les caractéristiques et attitudes de chaque groupe et de mieux comprendre ce qui motive et inquiète les individus qui les constituent. Cette enquête brosse un portrait certes inquiétant mais nuancé de l'opinion publique française sur ces questions et notamment quand on regarde de plus près les segments que nous appelons ceux du « milieu ambivalent ».

Méthodologie

Cette enquête a été menée pour More in Common par l'IFOP. La première phase a consisté à mener des entretiens par questionnaire auto-administré en ligne entre le 20 et le 27 septembre 2016, sur un échantillon de 2002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les participants ont dû répondre à des questions concernant leur sexe, leur âge, leur lieu de résidence, leur niveau d'éducation, leur salaire, leurs origines et culture, leur religion et leurs habitudes de consommation média. Le formulaire comportait également des questions concernant les thématiques qui les préoccupaient le plus, leurs opinions et affiliations politiques, leur familiarité avec les questions d'immigration, leur compréhension des termes liés au débat sur l'immigration, leur expérience personnelle par rapport à ces thématiques et leurs réactions face à différents messages politiques. La seconde phase s'est organisée autour de deux réunions de groupes en décembre 2016, afin d'approfondir l'analyse de deux segments spécifiques de la typologie et d'observer les réponses aux différents messages testés.

Un tableau croisé des résultats de l'enquête a permis d'identifier cinq segments au sein de l'opinion publique. Cette enquête révèle les liens qui existent entre les différents facteurs d'influence de l'opinion, qu'ils soient sociodémographiques ou rattachés à d'autres questions. Une méthodologie de recherche similaire avait été déjà utilisée pour les enquêtes de Fear and Hope au Royaume-Uni en 2011 et 2016 qui avaient permis de classer la population anglaise selon leurs attitudes envers l'immigration.

More in Common France

Ce rapport est le premier d'une série publiée par More in Common France, une nouvelle association qui entend apporter une analyse plus approfondie des attitudes sur l'identité, les immigrants et

les réfugiés. Ces travaux permettent d'identifier des points communs et des divergences entre les pays, à commencer par la France et l'Allemagne (nos prochains rapports porteront sur les États-Unis, les Pays-Bas, l'Italie et la Grèce). Au-delà d'une analyse sociologique, ces études pourront aider la société civile et les organisations qui contribuent aux débats nationaux, à promouvoir de manière plus efficace des valeurs d'ouverture et d'inclusion.

Les limites des enquêtes existantes

Ce rapport entend combler des lacunes sur la manière dont est aujourd'hui mesurée l'opinion publique sur ces questions. La plupart des sondages consistent à poser un nombre limité de questions courtes, ce qui limite la profondeur des analyses qui en découlent. Certaines études ont pu aller plus loin en faisant le lien entre les réponses à ces questions et d'autres problématiques socio-économiques, ou bien des facteurs démographiques et psychologiques, comme par exemple les valeurs exprimées par les sondés. Peu d'études ont tenté de construire un portrait plus complet des liens entre les attitudes envers l'identité, l'immigration et la réponse de la France à la crise des réfugiés.

Les médias se concentrent souvent sur les opinions à chaque extrême. D'un côté, ceux qui expriment des valeurs cosmopolites, sont plus bienveillants à l'égard des immigrants et célèbrent la diversité de la société française. De l'autre, ceux qui soutiennent que l'identité nationale française est menacée par les flux migratoires et l'impact de la mondialisation. Au final, on accorde peu d'attention à cette majorité de Français qui ont des opinions partagées quant à l'accueil des réfugiés, aux politiques migratoires et à la place de leur pays dans le monde. Notre étude suggère qu'une portion significative de la population appartient à ces groupes, qualifiés de « milieu ambivalent » ou de « milieu anxieux ».

Il est évident que de nombreuses personnes sont prêtes à changer leur points de vue si des arguments convaincants leur sont présentés. Néanmoins, les efforts de recherche précédents n'ont pas identifié quels segments de la population sont les plus réceptifs à ces arguments, ni quels arguments sont les plus persuasifs, ou quels messagers seraient les plus fiables. Ce rapport tente de répondre à ces questions.

Principaux enseignements

- L'état d'esprit des Français se caractérise par un **fort pessimisme**, puisqu'ils se déclarent en premier lieu inquiets (65 pour cent) et en colère (50 pour cent). **Les perspectives économiques sont particulièrement moroses** : un Français sur deux (51 pour cent) augure que la situation économique du pays va se dégrader au cours des douze prochains mois et un tiers (34 pour cent) qu'elle va rester inchangée. Rares sont ceux qui anticipent des lendemains meilleurs : seuls 9 pour cent des personnes interviewées ont le sentiment que le contexte économique du pays va s'éclaircir au cours de l'année qui vient. Il convient de noter que notre enquête a été menée avant l'élection présidentielle de 2017, sans précédent à plus d'un égard, et qu'un **certain optimisme traverse une partie de la population**, nous pensons que les fondamentaux décrits dans ce rapport sont des tendances longues qu'un cycle électoral ne pourra pas contredire rapidement.
- **La mondialisation est perçue comme une menace pour une majorité de Français.** 61 pour cent des sondés estiment que la France doit aujourd'hui davantage se protéger du reste du monde, ce qui fait écho à une angoisse très forte au sein de la population: la disparition de l'identité nationale, une réalité pour 6 Français sur 10 (59 pour cent).

- **Un nombre important de Français partage le sentiment d'être laissés pour compte dans le mouvement de la mondialisation**, et seule une petite partie de la population estime que l'ascenseur social fonctionne encore en France : une personne interrogée sur deux (52 pour cent) juge qu'il « est de plus en plus difficile pour une personne comme moi de réussir en France », contre seulement 14 pour cent qui ne partagent pas ce constat.
- **À la fin septembre 2016, le terrorisme était la première préoccupation des Français, détrônant la question du chômage qui dominait depuis plusieurs années.** La question du terrorisme est très fortement liée, via la question des frontières, à la thématique de l'accueil des réfugiés et des migrants. **La question de l'immigration se plaçait d'ailleurs, en septembre 2016, en troisième position dans la hiérarchie des préoccupations des Français.**
- **Une très large majorité de Français pense que le rythme de l'immigration s'est accéléré : 85 pour cent pensent que le nombre d'étrangers vivant en France a augmenté ces cinq dernières années (dont 62 pour cent qui jugent qu'il a beaucoup augmenté).** Il convient de noter ici que, dans les faits, tant le rythme de l'immigration et le solde migratoire de la France n'ont pas augmenté depuis plus d'une décennie.
- Autre constat frappant de notre étude, **seuls 16 pour cent des Français jugent que l'immigration a eu un impact positif sur la société française** et 56 pour cent portent un regard négatif sur l'immigration, dont près d'un quart (23 pour cent) juge même son impact « très négatif ». Ce fait est d'autant plus marquant quand on sait qu'un quart de la population française a au moins un grand parent immigré.
- **Les Français font partie des populations les plus réfractaires à l'accueil des réfugiés et immigrants en Europe occidentale.** Plusieurs raisons sont invoquées : le climat économique et l'emploi jugés trop dégradés pour pouvoir les accueillir, mais aussi des craintes en matière de sécurité partagées par une population très marquée par les attaques terroristes commises sur le sol français.
- **Près d'un sondé sur deux (45 pour cent) se prononce en faveur de la fermeture des frontières nationales aux immigrants, y compris aux réfugiés,** faute de pouvoir les accueillir. Seuls 21 pour cent des personnes interrogées souscrivent à l'idée selon laquelle « la plupart des réfugiés qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société », contre 46 pour cent qui pensent l'inverse. Pour les sondés, l'intégration passe avant tout par l'apprentissage de la langue française, condition *sine qua non* à l'acceptation de la présence de réfugiés sur le territoire.
- Les Français partagent largement **l'idée selon laquelle les immigrants perçoivent des aides et utilisent des services publics même s'ils n'ont apporté aucune contribution en retour** : les deux tiers approuvent cette affirmation, dont un tiers qui s'en montre convaincu. Même si 56 pour cent de la population reconnaît que les immigrés sont prêts à accepter des conditions de travail difficiles que les autres Français refusent, quatre Français sur dix souscrivent à l'idée selon laquelle les Français ont plus de difficultés à trouver du travail en raison des immigrants présents dans le pays. Le cadre de la **compétition entre les plus démunis** (qui oppose par exemple les réfugiés aux personnes sans domicile fixe déjà présentes sur le territoire) est très présent dans les esprits.
- Autre enseignement qui ressort, **l'attitude des Français à l'égard de l'Islam** révèle un niveau de méfiance élevée face aux populations de confession musulmane. La question de l'Islam, et plus largement la question culturelle, est un des principaux obstacles à l'accueil des réfugiés et migrants aujourd'hui représente une crispation bien réelle dans l'opinion.

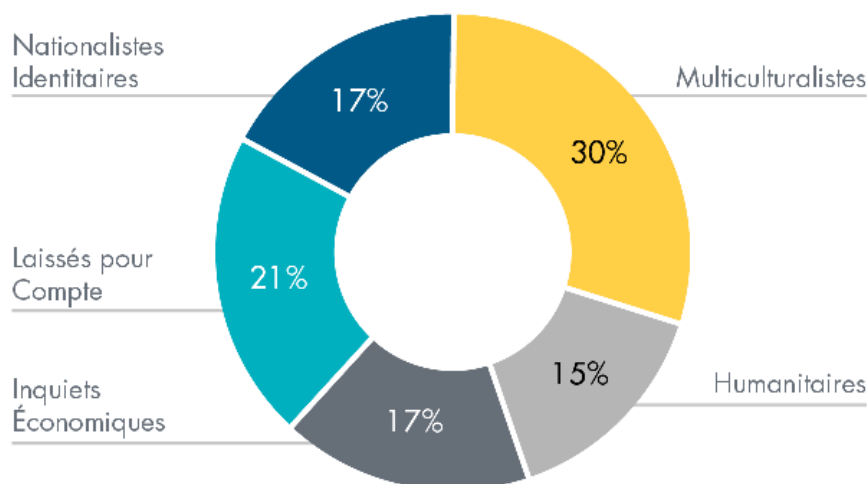
C'est un constat aussi clair qu'inquiétant. 38 pour cent des Français jugent l'Islam incompatible avec la société française.

- La majeure partie des Français (55 pour cent) reconnaît le statut particulier des réfugiés dans les flux migratoires et 41 pour cent estiment **que « nous devrions accepter les réfugiés en France car l'accueil des personnes fuyant la guerre et la violence fait partie de la culture de notre pays »**. Néanmoins, un Français sur deux (51 pour cent) juge que la plupart des étrangers voulant venir en France en tant que réfugiés n'entrent pas dans les critères de ce statut juridique, et 53 pour cent soutiennent qu'accueillir des populations réfugiées augmente la menace terroriste.
- **Un quart des Français déclarait en septembre 2016 avoir déjà, au cours des douze derniers mois, mené une action pour venir en aide aux réfugiés** (sous forme de dons d'argent, de nourriture ou de vêtements). 30 pour cent souhaitent faire plus à l'avenir. 17 pour cent aimeraient que le gouvernement soit plus volontariste en la matière.
- **L'accueil des réfugiés fait écho au « creuset républicain »** : 51 pour cent des Français jugent convaincant l'affirmation selon laquelle « pendant des décennies, de nombreuses personnes de différents horizons et de différentes croyances sont venues en France. Néanmoins, tant que ces personnes travaillent dur, apprennent la langue et contribuent à la vie de la société, nous pouvons les accueillir ».

Presentation des Segments

Cette étude se base sur une analyse multivariée réalisée par Ifop. Elle permet d'identifier des groupes spécifiques qui se caractérisent par leurs attitudes et jugements. Elle se concentre sur les opinions envers les immigrants et les réfugiés, et classifie la population française en cinq segments. Ces segments s'organisent autour de deux extrêmes : un groupe qui s'oppose fortement à l'immigration et à l'accueil des réfugiés (les Identitaires Nationalistes), et un groupe aux attitudes plus libérales (les Multiculturalistes). Selon le regard des sondés sur les effets économiques et culturels de l'immigration, on peut distinguer trois autres groupes qui représentent ce que l'on peut appeler « le milieu ambivalent » ou « le milieu anxieux » (les Humanitaires, les Inquiets Économiques et les Laissés pour Compte représentant 53 pour cent de la population). Ces groupes se distinguent aussi par leur appréhension concernant l'obligation morale de la France envers les réfugiés. Cet exercice de segmentation révèle la structure des opinions publiques en France autour de la question de l'immigration et des réfugiés.

Presentation des Segments (en % de la population totale)



Les Extrêmes

Les Multiculturalistes

Les **Multiculturalistes** représentent 30 pour cent de la population française et donc le groupe le plus important. Ils sont de manière générale plus ouverts d'esprit et ont une opinion plus positive des immigrants et réfugiés – ou en tous cas moins négative que les autres groupes. Ils ont une vision positive du futur de la France et de leur situation économique personnelle et ont plus tendance à considérer l'impact économique et culturel de l'immigration comme positif. Ils sont un peu plus jeunes que la moyenne nationale et présents sur l'ensemble du territoire, même si on les retrouve davantage en région parisienne.

Les Nationalistes Identitaires

Les **Nationaliste Identitaires** représentent 17 pour cent de la population et sont caractérisés par une forte opposition et des attitudes négatives envers les immigrants et réfugiés. Ils font preuve d'une plus grande fermeture au reste du monde. Ils estiment que la France est en train de perdre son identité et l'immigration est pour eux le défi le plus important que le pays doit relever. Ils font le lien entre réfugiés/immigrants et la menace terroriste et soutiennent que la France doit fermer ses frontières aux populations immigrées. Ce groupe est présent principalement en zones rurales et composé de plus d'hommes que de femmes. Il inclut davantage de personnes de 25-49 ans que la moyenne nationale.

Le "Milieu Ambivalent"

Les Humanitaires

Les **Humanitaires** représentent 15 pour cent de la population française et expriment des jugements bien plus positifs que les autres groupes du milieu ambivalent sur les immigrants, les réfugiés et l'impact de l'immigration. Leurs préoccupations sont différentes, portant notamment sur les questions d'environnement et d'éducation. Ils ne se considèrent pas comme bénéficiaires de la croissance économique et qualifient la France d'« inquiète ». Ce groupe est formé de plus de femmes que d'hommes et se trouve davantage présent dans les grandes villes. Il est plus âgé que la moyenne nationale.

Les Inquiets Économiques

Les **Inquiets Économiques** représentent 17 pour cent de la population et sont très pessimistes quant à la situation économique de la France. Ils sont plus nombreux à penser que leur situation personnelle s'est améliorée ou est restée la même l'année passée, mais quasiment tous soutiennent que la situation du pays se détériore. Ils doutent des impacts positifs de la croissance économique sur leur situation personnelle et pensent, plus que tout autre groupe, qu'il est de plus en plus difficile pour quelqu'un comme eux de réussir en France. Leurs regards sur les immigrants et les réfugiés sont similaires au reste de la population, mais une majorité d'entre eux sont favorables au retour des réfugiés dans leur pays d'origine une fois que la situation dans leur pays se sera améliorée. Ce groupe est composé plus majoritairement de femmes et de jeunes que la moyenne nationale.

Les Laissés pour Compte

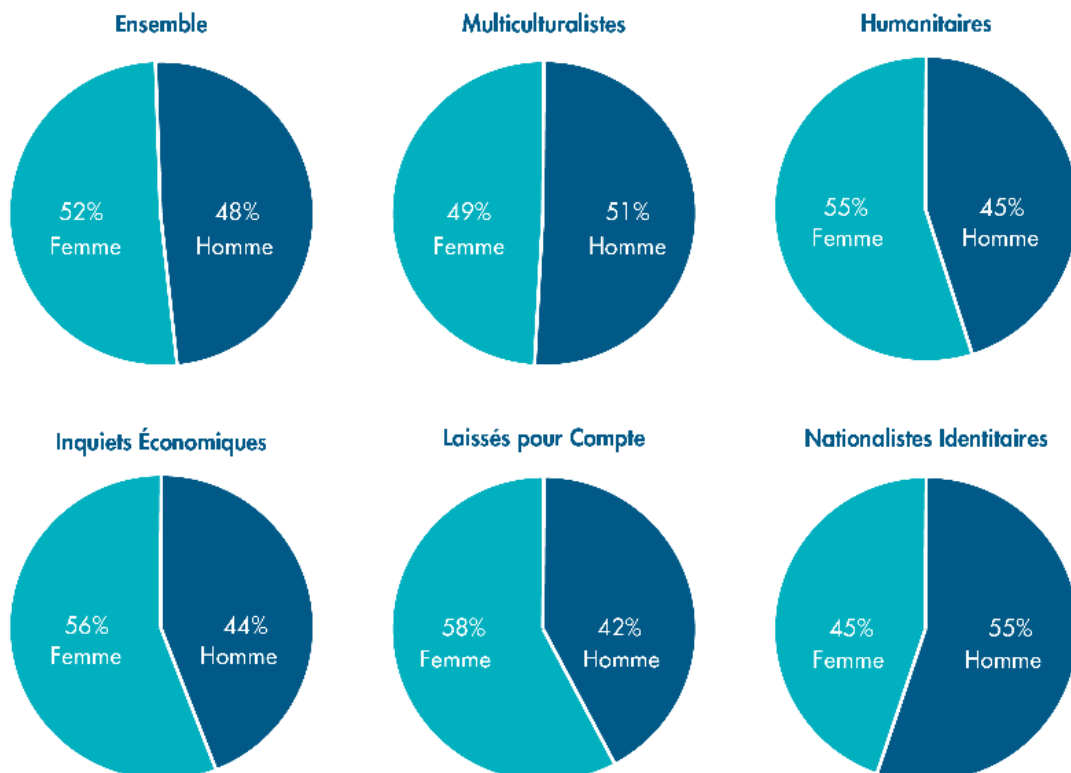
Les **Laissés pour Compte** représentent 21 pour cent de la population nationale et sont plus nombreux à penser que leur situation personnelle s'est dégradée dans les 12 derniers mois. Leur principale préoccupation touche à la mobilité sociale et ils se soucient davantage des problématiques économiques. Ils soutiennent que la France devrait se protéger du reste du monde et que l'impact

de la mondialisation est négatif pour le pays et pour eux-mêmes. Ils appréhendent les immigrants de manière négative tout en distinguant clairement immigrants et réfugiés. Ils partagent des vues similaires avec les identitaires nationalistes mais se distinguent par leurs motivations, principalement liées à un sentiment d'abandon et une situation socio-économique détériorée. Ils considèrent que l'identité de la France est menacée, mais cela reste un problème secondaire à leurs yeux. À l'inverse des identitaires nationalistes, ils s'inquiètent de la montée du racisme et de la discrimination. Ce groupe est composé davantage de femmes que d'hommes et comporte davantage de 50-64 ans et moins de 25-35 ans que la moyenne nationale. Les Laissés pour Compte sont majoritairement présents en campagne et dans les petites villes, mais aussi à Paris et dans d'autres grandes villes.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec le fait que les Français peuvent être fiers de leur identité nationale ?

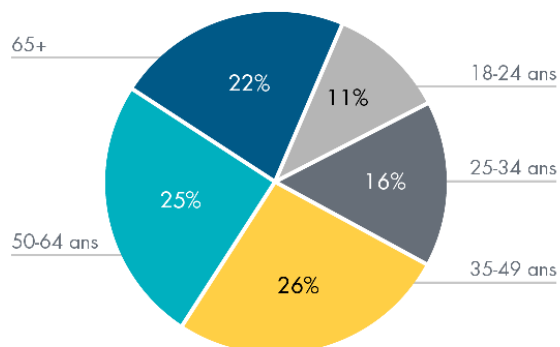
Profil sociodémographique de la population française, total et par segments.

Sexe

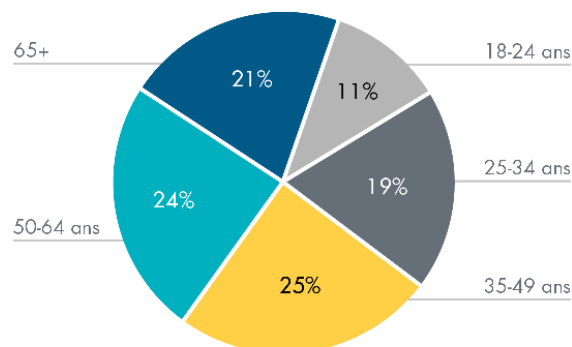


Age

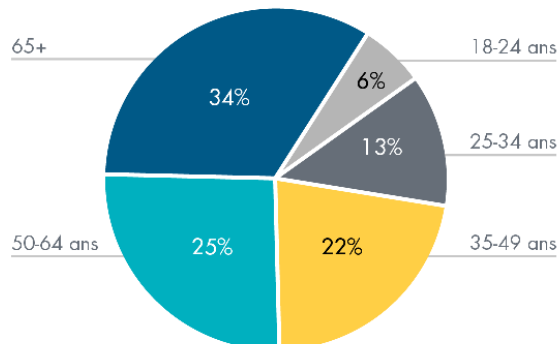
Ensemble



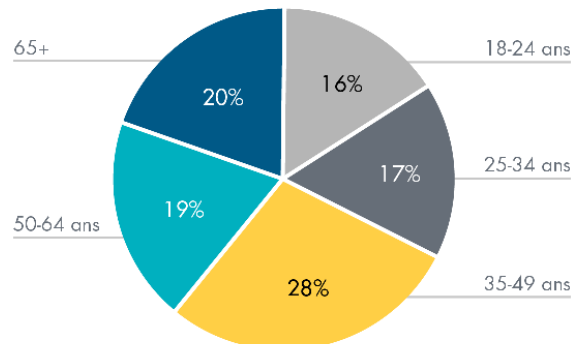
Multiculturalistes



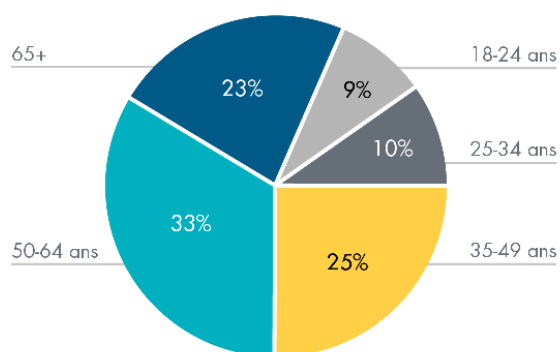
Humanitaires



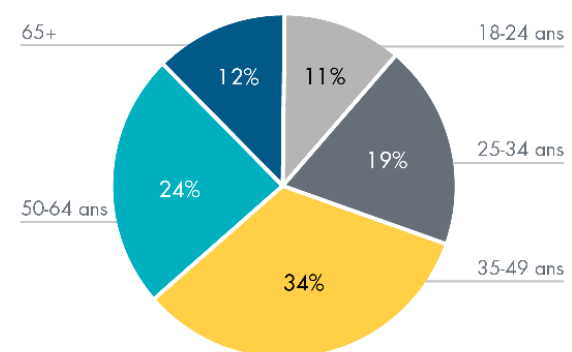
Inquiets Économiques



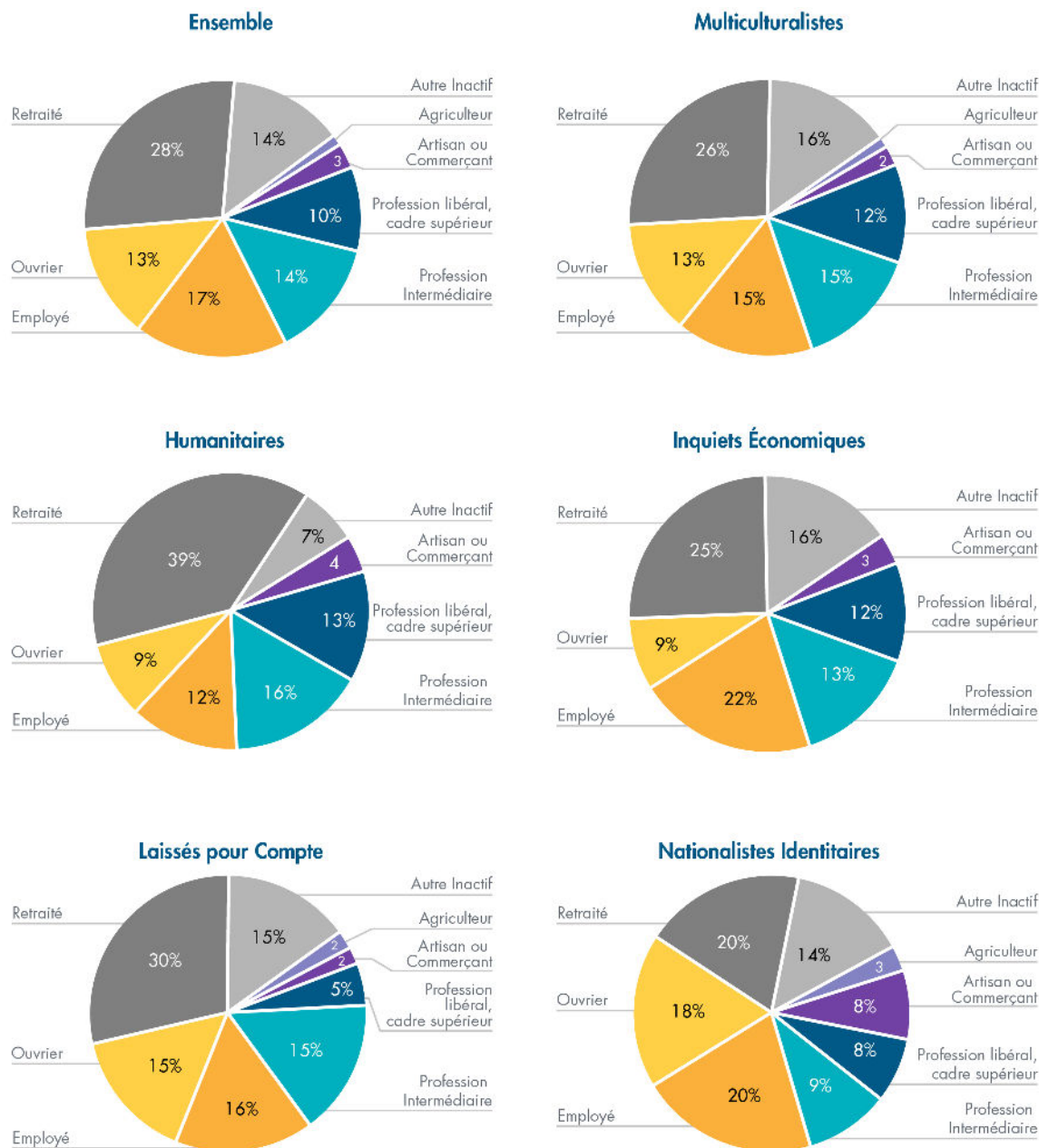
Laissés pour Compte



Nationalistes Identitaires



Profession

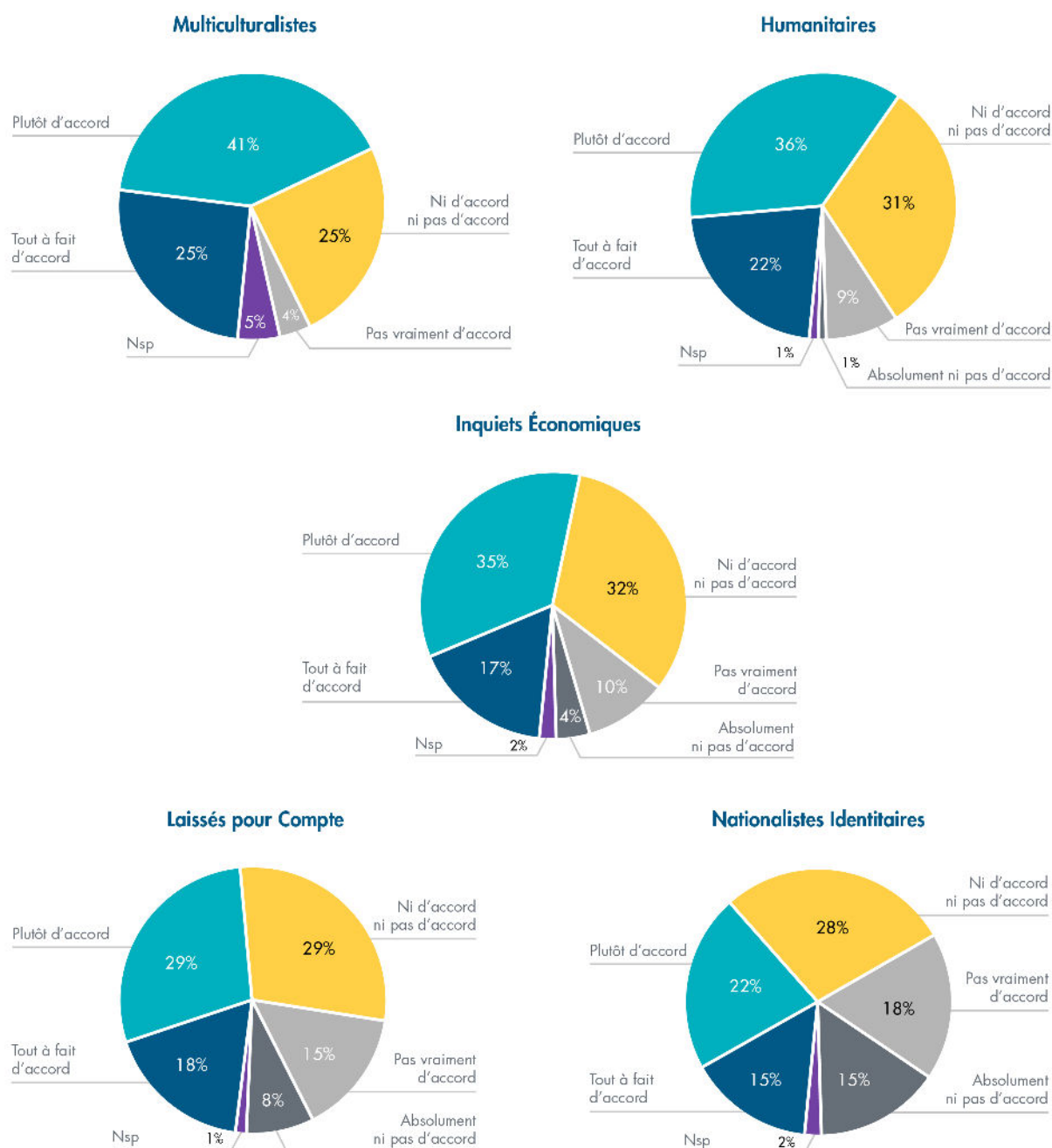


Comparaison des segments entre eux

L'analyse comparative de cette segmentation révèle combien l'opinion sur l'immigration, les réfugiés et l'Islam est liée à une perception plus large de la place de la France dans le monde et sur la confiance ou les anxiétés sur l'avenir. Ces différents éléments font l'objet d'appréciations très différentes selon les segments.

Sur la question de la fierté d'une identité française, les Multiculturalistes sont 66% à la ressentir. Des degrés moindres sont exprimés chez les Humanitaires, les Inquiets Économiques et les Laissés pour Compte. C'est chez les Nationalistes Identitaires qu'on trouve le niveau le plus bas de fierté (37%), ce qui semble exprimer un profond mécontentement de la direction que prend la France.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec le fait que les Français peuvent être fiers de leur identité nationale ?

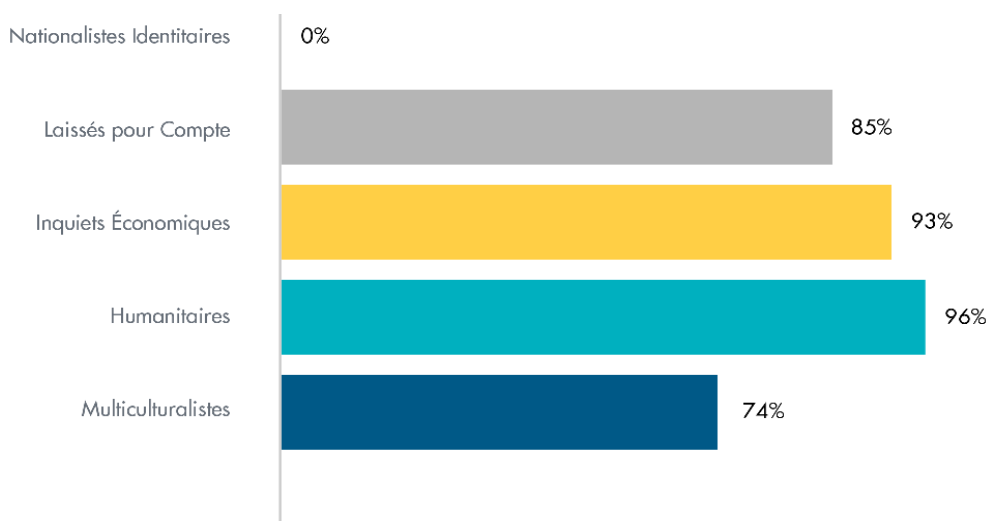


Peut-être le résultat le plus frappant de cette segmentation concerne l'intensité du segment Nationaliste Identitaire. Face à un large éventail de questions sur l'identité, la culture et l'engagement avec l'altérité, ils apparaissent comme les plus farouchement opposés. **Alors que souvent les quatre autres segments sont assez proches, les Identitaires sont souvent isolés dans leur opposition.** Par exemple:

- La montée du racisme préoccupe largement tous les segments (à plus de 74%) sauf les Identitaires qui ne sont absolument pas (0%) préoccupés par une hausse du racisme et des discriminations en France. Cette unanimité exprime un véritable déni de ces phénomènes.

- Alors que tous les segments ont une confiance assez faible dans la volonté des immigrants de s'intégrer dans la société française, les Nationalistes Identitaires rejettent presque unanimement cette proposition (seulement 5 % sont d'accord, contre 19% dans le segment voisin des Laissés pour Compte).
- Alors que les groupes intermédiaires tels que les Laissés pour Compte et les Inquiets Economiques affichent des points de vue opposés à l'immigration, leurs préoccupations semblent surtout motivés par une insécurité économique. Les Identitaires, par contraste, attribuent de mauvaises motivations aux immigrants et aux réfugiés. L'enquête révèle que les Identitaires sont moins nombreux à s'inquiéter des conséquences économiques de la mondialisation que les Laissés pour Comptes. Par exemple, 39% d'entre eux rejettent l'idée selon laquelle les réfugiés sont différents des autres migrants parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de quitter leur pays d'origine. Parmi les groupes intermédiaires, une proportion beaucoup plus faible rejette cette proposition (de 14 à 17%).

La hausse du racisme et les discriminations m'inquiètent (%total d'accord)



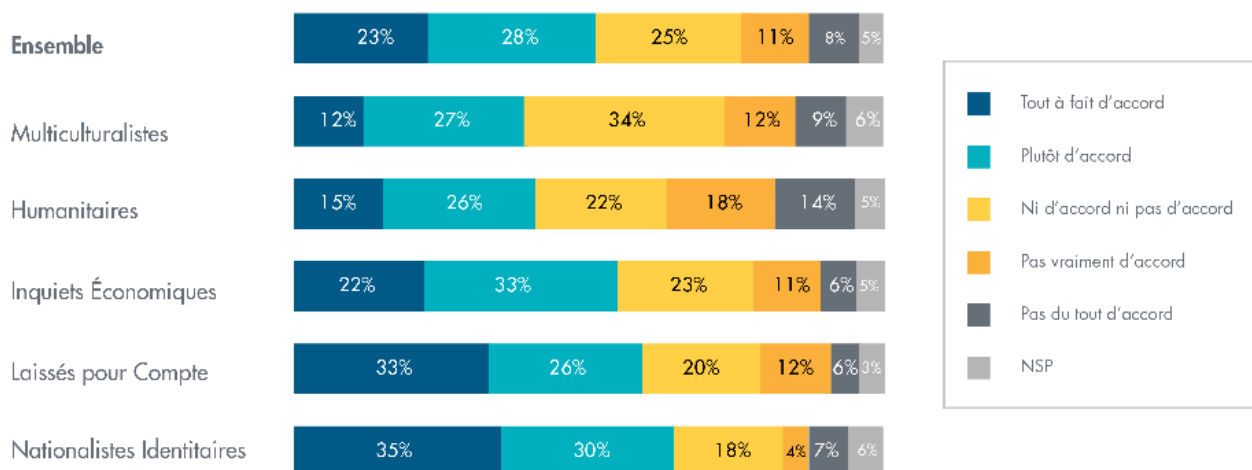
À l'autre extrême, les Multiculturalistes diffèrent des segments du milieu, mais dans un sens favorable.

- Ils ne sont certes que légèrement plus susceptibles de croire que les immigrants font un effort pour s'intégrer dans la société française (30%, contre 27, 21 et 19% parmi les segments intermédiaires).
- Les Multiculturalistes sont souvent accusés de naïveté en ignorant l'abus des systèmes d'aide sociale et d'asile, mais 39 pour cent d'entre eux conviennent qu'il y a beaucoup de personnes qui prétendent être de « vrais réfugiés » sans l'être. Sur ce point, ils sont proches des segments intermédiaires qui vont de 41 à 59% d'accord.
- Sur plusieurs questions (telles que celles relatives à l'islam), les Multiculturalistes et les Humanitaires ont des points de vue similaires. Sur certaines questions, les Humanitaires expriment un soutien plus élevé en faveur de l'immigration et des réfugiés. Seulement 22% des Multiculturalistes estiment que l'immigration a eu un impact positif sur la France, alors que 29 % des Humanitaires ont ce point de vue. Cependant, l'ensemble des Multiculturalistes

semble être davantage motivé par l'affirmation de la valeur de la diversité et semble plus ouvert aux différences culturelles, tandis que les Humanitaires, un groupe plus âgé, sont davantage motivés par la compassion et les valeurs humaines et sont moins à l'aise avec la diversité culturelle.

Question : Par rapports aux affirmations suivantes, que pensez-vous des réfugiés qui viennent en France aujourd'hui ?

La plupart des étrangers veulent venir dans mon pays, ils veulent venir juste ici pour des raisons économiques ou pour profiter de notre système social.

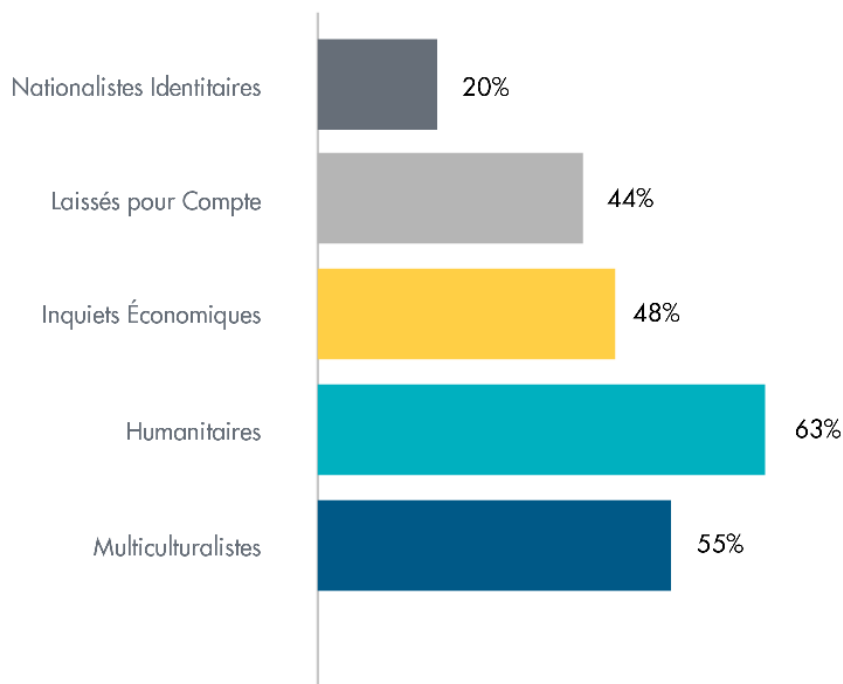


L'analyse des points de vue des Inquiets Économiques et des Laissés pour Compte suggère qu'il est faux de décrire la société française comme profondément polarisée. Sur de nombreuses questions, ces deux groupes sont plus proches des Multiculturalistes et des Humanitaires que des Nationalistes Identitaires – souvent isolés. La polarisation des attitudes dans la société française sur les questions d'identité et d'altérité semble être plus forte entre les Identitaires et les quatre autres groupes.

Les Inquiets Économiques et les Laissés pour Compte partagent de profondes préoccupations au sujet de la place de la France dans le monde, mais par rapport aux Multiculturalistes et aux Humanitaires, ils sont plus sceptiques sur les avantages de l'immigration, la volonté des nouveaux arrivants à s'intégrer et la capacité de la France à aider les réfugiés. Leurs inquiétudes économiques semblent jouer le rôle le plus important dans l'élaboration de leurs attitudes et pour expliquer les points de vue plus forts des Laissés pour Compte par rapport aux Inquiets Économiques.

Les angoisses sur la place de l'islam en France diffèrent d'environ 10 points de pourcentage entre les Multiculturalistes et les Humanitaires, nettement moins crispés sur cette question que les Nationalistes Identitaires. Près de la moitié de chaque groupe accepte le principe d'asile pour les réfugiés (48% des Laissés pour Compte et 44% des Inquiets Économiques), ce qui les rapproche des Humanitaires et des Multicultures (63 et 55% respectivement) et loin des Identitaires (20%).

Les gens qui fuient la guerre et la persécution n'ont pas d'autre choix que de venir en France (% total d'accord)



Conclusions et Recommandations

- 1) L'examen des attitudes et perceptions concernant l'accueil des réfugiés révèle un malaise, spécifique à la France, dans son rapport avec l'altérité.** Ce malaise face à une altérité perçue comme problématique s'illustre de multiples façons : par une évaluation majoritairement négative de l'impact de l'immigration sur la société française (que seuls 16 pour cent des sondés jugent positivement), mais aussi par la conception d'une intégration qui s'apparente à une assimilation, la crainte que la culture d'origine soit incompatible avec la culture française, et même la croyance largement répandue que les immigrants comme les réfugiés ne souhaitent pas réellement s'intégrer. Ce contexte est défavorable à l'accueil des réfugiés, même si la différence entre immigrés et réfugiés est largement perçue. **Il semble donc important de mettre en avant les très nombreux exemples d'intégration réussie et, plus largement, de redonner confiance dans la « machine d'intégration » à la française en laquelle les Français ont cru pendant des décennies.**
- 2) L'attitude envers l'immigration est largement corrélée à l'image de l'Islam en France et plus largement de la perception d'une 'culture musulmane' des immigrés comme des réfugiés** qui sont majoritairement musulmans. Celle-ci est aujourd'hui largement négative. **Il apparaît donc urgent d'agir sur une meilleure compréhension des valeurs réelles et des modes de vie concrets des Musulmans ou des populations venant de régions majoritairement musulmanes vivant en France**, et notamment de mettre en avant ce qui rassemble les français par delà les origines et les clivages religieux.
- 3) Notre enquête montre que si la polarisation entre partisans de l'ouverture et partisans de la fermeture est indubitable, ceux qui se reconnaissent dans l'une et l'autre de ces valeurs ne**

représentent que la moitié de la population. **L'autre moitié se situe entre ces deux groupes et présente un mélange de valeurs d'ouverture et de repli. Loin du cadre fréquemment utilisé de la « fracture », l'examen des attitudes révèle qu'une part significative des Français (53%) a des attitudes ambivalentes concernant l'altérité en général,** l'immigration et l'accueil des réfugiés. Leurs positions ne sont ainsi pas figées. Elles dépendent largement d'une inquiétude portant sur la situation économique de la France – et donc sur sa capacité à accueillir correctement les étrangers. L'inquiétude portant sur le terrorisme, considéré comme le premier défi de la France au moment de l'enquête, est également susceptible de varier et influe sur la perception des risques afférents à l'accueil de populations étrangères. **Il faut voir dans cette ambivalence à la fois un risque – le rejet de l'autre pouvant s'accroître et conduire à des actions délétères – et une opportunité car il y a donc un espace pour promouvoir des sociétés plus ouvertes et plus tolérantes.** L'enjeu est de mieux connaître ce qui préoccupe ce groupe des « inquiets médians » et de les inclure dans un nouveau projet commun par des actions de mobilisation d'un genre nouveau.

- 4) Cette enquête explore aussi les messages recevables incitant à l'ouverture et à l'hospitalité. **Les messages testés font apparaître le rejet des arguments jugés moralisateurs et inhibant la liberté de parole, fondés sur l'invocation des valeurs humanistes françaises ou d'exemples historiques jugés trop lointains. En revanche, les messages visant à expliciter le « contrat social » français, à mettre en avant le « creuset républicain », fait aussi bien de droits que de devoirs, sont perçus positivement. Ils sont probablement susceptibles de répondre à l'inquiétude largement partagée concernant la perte des valeurs et des repères de la société française.**
- 5) **Les perceptions et attitudes concernant l'immigration sont souvent contredites par l'analyse et les faits,** comme par exemple, sur la perception d'une forte accélération de l'immigration ou encore sur la grande proportion de « faux réfugiés » en France. Il convient à la fois de lutter contre ces idées reçues en rappelant les faits disponibles tout en entendant les inquiétudes qui sont à la source de ces idées reçues. **Plus inquiétant encore, ce rejet des faits semble marquer une défiance de l'autorité de l'État** – entretenue par les partis d'extrême droite – qui serait incapable de contrôler les flux migratoires, voire même de donner des chiffres fiables.
- 6) Notre étude confirme le constat fait par ailleurs sur l'existence d'une perception de **concurrence entre les plus faibles.** « Et nos SDF ? » est une phrase entretenue par les partis et médias d'extrême droite et qui revient souvent parmi les groupes du milieu ambivalent. **Toute stratégie qui viserait à combattre la peur de l'autre doit inclure la lutte contre la précarité, la pauvreté, la hausse des inégalités et le mal-logement si elle veut être efficace.** Il faut prendre au sérieux ce thème de « la concurrence des pauvres » et y répondre.
- 7) **Les trois segments du « milieu ambivalent » sont majoritairement féminins et les extrêmes sont en majorité composés d'hommes.** Les femmes sont donc moins susceptibles que les hommes de céder aux positions des Nationalistes Identitaires mais expriment des inquiétudes comme l'atteste leur surreprésentation chez les Laissés Pour Compte. Il faut donc répondre à cette inquiétude en sécurisant leur parcours, plus difficile économiquement et socialement, et en faisant preuve d'un fort volontarisme en matière d'égalité hommes-femmes. Si les femmes venaient à rejoindre de façon proportionnée les rangs des Nationalistes Identitaires de notre étude, le paysage électoral français en serait profondément altéré et la possibilité d'une accession au pouvoir de l'extrême droite deviendrait plus réelle encore qu'aujourd'hui.
- 8) **Notre enquête montre aussi clairement que la question du droit et de la place des femmes joue un rôle important dans le rejet de l'Islam en France.** Une réponse aux crispations françaises sur

l'altérité devra apporter des réponses sur ce point qui cristallise l'opinion.

Cette enquête révèle l'entendue des doutes qui agitent la population française sur les questions d'identité et sur la place de la France dans le monde. Loin d'être confinées aux seules populations marginalisées, ces inquiétudes touchent un grand nombre de personnes dans tous les segments identifiés dans notre étude. La France a su se rassembler dans les moments clés de son histoire. Elle est aujourd'hui à un tournant décisif. Sur les épaules de son nouveau président repose une responsabilité importante de faire que ce qui unit les Français retrouve le goût de l'évidence. Mais la capacité des gouvernants à reconstruire le lien social qui semble faire défaut est limitée. La population française dans son ensemble et dans toute sa diversité doit être associée à ce projet. Elle en exprime en tout cas clairement le besoin si l'on en croit cette étude. Sans un débat national sur ces questions, la thématique de l'identité sera laissée aux seuls identitaires et le risque d'éclatement de la société française sera alors réel.

1.Introduction

La France baigne dans un sentiment de crise sociale et politique profond, nourri par une stagnation économique prolongée, des divisions sociales et une profonde méfiance envers la classe politique. Les attitudes envers les immigrants et réfugiés doivent être entendues dans le contexte d'un ressenti plus général sur la place de la France dans le monde.

En premier lieu, le chômage occupe depuis longtemps les esprits. Les créations d'emplois n'ont connu que de très faibles et passagères reprises à la hausse depuis la crise financière de 2009. Le chômage se maintient encore aujourd'hui au-dessus de 10 pour cent et le chômage des jeunes se situe aux environs de 25 pour cent.

La volonté de changer radicalement le système social et politique se fait grandement sentir. Il s'est traduit par le « déagisme » qui a caractérisé la campagne qui vient de s'achever. C'est en premier lieu ce qui a expliqué le succès de la campagne d'Emmanuel Macron, mais cela fait aussi, et depuis longtemps, le lit du Front National. Ce parti était en tête des sondages pendant les mois précédant les élections présidentielles de 2017. Malgré sa défaite au second tour, Marine Le Pen a presque doublé le score de son père en 2002 (passant de 5 à 10 millions de voix). L'effondrement des deux partis de gouvernement (Républicains et Parti socialiste) peut laisser craindre que l'opposition principale à la nouvelle majorité soit incarnée à la fois certes par la France Insoumise, mais aussi par le FN et son discours anti-immigration.

Le sentiment largement partagé d'un déclin national est d'autant plus fort que le pays est encore en partie pris par la nostalgie d'une grandeur. Selon l'institut Ipsos (2016), 86 pour cent de la population partagent cette idée du déclin, qui se rattache à une peur de la mondialisation et de son impact (que 58 pour cent ressentent). Cet état d'esprit n'est pourtant pas une fatalité, puisque 62 pour cent soutiennent que le déclin de la France peut être inversé. L'élection d'Emmanuel Macron suscite, au tout début de son quinquennat, un espoir dans une grande partie de l'opinion.

Concernant l'immigration, la France a depuis toujours été une nation cosmopolite, riche d'une longue histoire d'immigration (mais une relative faible émigration). Le pays a connu des vagues successives d'immigrés italiens, espagnols, polonais et portugais au cours du XXème siècle. D'autres vagues plus conséquentes sont aussi venues des anciennes colonies françaises d'Afrique dans les années 1950 et 1960, dans une période de décolonisation et de boom économique en France. Aujourd'hui, la France abrite la population musulmane la plus large d'Europe occidentale (estimée autour de six millions d'habitants), pour la plupart d'origine algérienne, marocaine, tunisienne et d'Afrique sub-saharienne. Le pays abrite aussi la population juive la plus grande d'Europe (estimée à 475 000 personnes) et à la fin des années 1980 plus de 120 000 réfugiés d'Asie du Sud-Est ont été accueillis dans le pays.

Néanmoins, l'intégration des immigrants plus récemment arrivés d'Afrique du Nord et des populations réfugiées de Syrie et autres zones de conflit n'est pas considérée comme un succès. Ce jugement négatif est souvent relié au contexte économique et au fait qu'une large partie de ces nouveaux arrivants sont musulmans et donc perçus comme différents du reste de la société française. Cet argument mérite d'être examiné de près : il était déjà utilisé contre les Polonais et les Italiens au début du XXème siècle dont on prétendait déjà que la culture était trop éloignée de la nôtre.

2. Méthodologie

Cette étude se base sur une méthode d'analyse typologique qui classe la population française en groupes selon des attitudes différentes et en dresse ainsi un portrait riche. Cette typologie va au-delà des facteurs démographiques traditionnels pour montrer la façon dont les différents groupes aux attitudes et opinions divergentes interagissent. Elle permet également d'identifier les segments de la population qui seraient les plus enclins à soutenir des politiques de diversité culturelle et d'accueil des immigrants et réfugiés. Cette étude met aussi en lumière les groupes qui sont au contraire les plus hostiles aux populations qui sont perçues comme **inassimilables** à la société française. Plus important, cette étude définit les profils de trois groupes aux opinions mixtes qui seraient les plus susceptibles de changer d'avis.

La première phase de recherche a consisté à mener des entretiens par questionnaire auto-administré en ligne entre le 20 et le 27 **septembre 2016**, sur un échantillon de 2002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les participants ont dû répondre à des questions concernant leur sexe, leur âge, leur lieu de résidence, leur niveau d'éducation, leur salaire, leurs origines et culture, leur religion, et leurs habitudes de consommation média. Le formulaire comportait également des questions concernant : les thématiques qui les préoccupaient le plus, leurs opinions et affiliations politiques, leur familiarité avec les questions d'immigration, leur compréhension des termes liés au débat sur l'immigration et les réfugiés, leur expérience personnelle par rapport à ces thématiques, et leurs réactions face à différents messages politiques. La seconde phase de recherche s'est organisée autour de deux réunions de groupes en **décembre 2016**, afin d'approfondir l'analyse de deux segments spécifiques de la typologie et d'observer en direct les réponses aux différents messages testés.

Un tableau croisé des résultats de l'enquête a permis d'identifier cinq segments au sein de l'opinion publique. Cette enquête révèle les liens qui existent entre les différents facteurs d'influence de l'opinion, qu'ils soient socio-démographiques ou rattachés à d'autres questions. Une méthodologie de recherche similaire avait été déjà utilisée pour les enquêtes de *Fear and Hope* au Royaume-Uni en 2011 et 2016 qui avaient permis de classer la population anglaise selon leurs attitudes envers l'immigration.

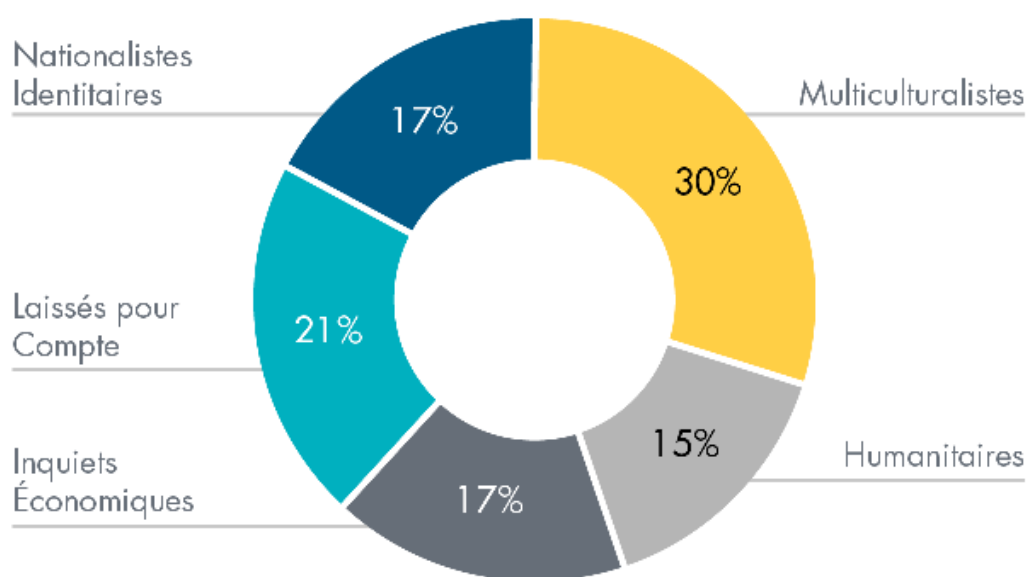
Cette méthodologie permet de mieux comprendre les opinions publiques sur des thématiques complexes. Nous en reconnaissons néanmoins les limites, y compris le besoin de tester davantage les conclusions qui sont tirées des données collectées. Nous prévoyons donc d'approfondir l'analyse des segments qui sont identifiés dans ce rapport, et espérons qu'une étude similaire puisse être menée dans le futur afin de suivre les évolutions de l'opinion publique dans le temps. Mais surtout, notre objectif est de guider ceux qui défendent une société ouverte, inclusive et diverse, et qui adhèrent à des valeurs humanistes, y compris en faveur de la protection des populations réfugiées.

3. Les Segments De Population

On peut distinguer cinq segments au sein de la population française. Tous reflètent des opinions et attitudes distinctes face aux thématiques de l'immigration, des réfugiés, de l'identité, de l'Islam et de la situation économique. Aux extrêmes on retrouve les **Multiculturalistes** qui ont une attitude positive – ou plutôt moins négative – face à l'avenir de la France et envers les populations immigrées et réfugiées, et les **Nationalistes Identitaires** qui ont tendance à voter pour le Front National et sont davantage pessimistes quant à la situation économique et culturelle de la France. Les Nationalistes Identitaires sont également opposés à la mondialisation et à une société plus ouverte, et ont des attitudes négatives envers les immigrants et réfugiés.

Entre ces deux groupes se dessinent trois autres segments : les **Humanitaires**, les **Laissés pour Compte**, et les **Inquiets Économiques**. Ensemble ils définissent ce que l'on appelle le « milieu anxieux » ou encore le « milieu ambivalent ». Leurs opinions sont relativement influençables et leur soutien pour un type de politique ou un autre peut changer, ce qui est autant un risque qu'une opportunité. Ce milieu ambivalent représente au total 53 pour cent de la population française.

Presentation des Segments (en % de la population totale)



3.1. Les Multiculturalistes (30 pour cent)

Les Multiculturalistes se caractérisent par **une plus grande ouverture aux immigrés et aux réfugiés ainsi que par davantage d'optimisme – ou plus exactement un pessimisme plus mesuré – quant à la situation globale de la France.**

C'est le seul groupe qui se distingue positivement sur la question de l'avenir économique du pays : 26 pour cent des Multiculturalistes considèrent que la situation économique de la France va s'améliorer dans l'année à venir contre 9 pour cent de l'ensemble des Français. Ils estiment majoritairement que la situation économique du pays va demeurer inchangée (57 pour cent contre 34 pour cent de l'ensemble des Français). Les Multiculturalistes sont en outre proportionnellement plus nombreux à considérer qu'ils profitent personnellement de la croissance économique de la France. C'est enfin le seul groupe qui se distingue par les qualificatifs positifs qu'il emploie pour décrire la France (accueillante, tolérante, ouverte, optimiste, confiante). Les Multiculturalistes sont proportionnellement moins nombreux que les autres groupes à considérer l'immigration comme un des principaux enjeux pour la France aujourd'hui. La proportion de personnes estimant que l'immigration a eu un impact négatif sur la France est aussi la plus faible parmi ce groupe (les Multiculturalistes se distinguent par une proportion nettement plus élevée se positionnant de manière neutre, ni positive, ni négative sur cette question).

Vis-à-vis des immigrants, les Multiculturalistes partagent les mêmes perceptions positives que les Humanitaires. Vis-à-vis des réfugiés, ils se distinguent par une opinion plus favorable à leur accueil et une plus grande empathie concernant leur situation. Ils sont également plus mesurés que les autres groupes vis-à-vis du risque terroriste qui pourrait croître avec l'accueil des réfugiés.

Ce groupe est légèrement plus jeune que la moyenne nationale et il est présent sur l'ensemble du territoire, même s'il l'est davantage en région parisienne. Il est composé presque autant de femmes que d'hommes, (respectivement 49 et 51 pour cent). On y retrouve également moins de retraités et plus de professionnels hautement qualifiés que dans la moyenne nationale.

3.2. Les Humanitaires (15 pour cent)

Les Humanitaires constatent que leur situation personnelle reste inchangée depuis un an et contrairement aux autres groupes, ils sont préoccupés par les enjeux d'éducation et d'environnement. Ils sont en outre plus optimistes que l'ensemble des Français interrogés et sont plus nombreux à se sentir traités de manière juste sans que l'on tente de profiter d'eux.

Pourtant, les accueillants sont proportionnellement plus nombreux à qualifier la France « d'inquiète » et ils sont **une majorité écrasante d'accord** sur le fait qu'ils ne bénéficient pas de la croissance économique de la France. Pour autant, ils estiment moins largement que leur région ne bénéficie pas de la croissance économique ou qu'il est de plus en plus difficile pour quelqu'un qui leur ressemble de réussir en France.

Leur opinion est plus positive au regard de l'immigration. Ils sont significativement plus nombreux à considérer que l'immigration a un impact positif (29 pour cent contre 16 pour cent de l'ensemble des Français). Cet impact est jugé positif pour l'économie du pays, ainsi que, dans une moindre mesure, pour la vie culturelle française. Enfin, ils partagent avec les Multiculturalistes une perception plus positive des immigrants, et reconnaissent en particulier le rôle que ceux-ci jouent dans la hiérarchie sociale en occupant des emplois que les Français ne veulent pas occuper (y compris des métiers moins prestigieux et à des salaires inférieurs).

Les Humanitaires s'accordent à penser, davantage que les autres groupes, que les réfugiés sont

différents des autres immigrants de par le fait qu'ils sont forcés de quitter leur pays d'origine. Tout comme les Multiculturalistes, ils reconnaissent le statut légal de réfugié des populations qui trouvent refuge en France et ils s'opposent à la fermeture des frontières.

Ce groupe est composé de plus de femmes que d'hommes (55 pour cent contre 45 pour cent) et on le retrouve davantage dans la capitale et autres grandes villes. Il est aussi plus âgé que la moyenne nationale (34 pour cent ont 64 ans et plus) et comporte plus de retraités (39 pour cent contre 28 pour cent dans la moyenne nationale), ainsi que moins de professions intermédiaires et hautement qualifiées.

3.3. Les Inquiets Économiques (17 pour cent)

Les Inquiets Économiques se distinguent des autres groupes par un **profond pessimisme vis-à-vis de la situation économique de la France**.

Comme les Humanitaires et les Laissés pour Compte, les Inquiets Économiques sont en majorité des femmes (55%).

Les Inquiets Économiques pensent majoritairement que leur situation personnelle s'est améliorée ou qu'elle n'a pas changé depuis un an. Pourtant, ils sont extrêmement nombreux (80 pour cent) à considérer que la situation de la France va se dégrader dans les cinq prochaines années (contre 51 pour cent de l'ensemble des Français).

Les Inquiets Économiques jugent d'abord la France « inquiète », puis « en colère », et en troisième position « faible ». Ils se différencient également par une crainte plus forte vis-à-vis de l'ouverture au monde : ils estiment plus largement que la France doit s'en protéger et que la mondialisation a un impact très négatif sur l'économie du pays.

Ils sont plus largement dubitatifs vis-à-vis de l'impact de la croissance sur leur situation. De fait, ils considèrent davantage que le reste des Français qu'il est de plus en plus difficile pour une personne qui leur ressemble de réussir en France et que leur région ne bénéficie pas comme elle le devrait de la réussite économique du reste du pays.

Sur la question des réfugiés, les Inquiets Économiques se distinguent par leur volonté de les voir retourner dans leur pays une fois que la situation se sera améliorée (75 pour cent), à l'instar des Laissés pour Compte et des Nationalistes Identitaires.

Enfin, les Inquiets Économiques partagent des opinions similaires à l'ensemble de la population sur le thème plus général de l'immigration et de l'accueil des réfugiés.

Ce groupe est composé plus majoritairement de femmes et de jeunes que la moyenne nationale. Le taux d'emploi y est également plus élevé, même si on y compte pourtant un plus grand nombre d'inactifs et moins de professionnels hautement qualifiés.

3.4. Les Laissés pour Compte (21 pour cent)

Le groupe des Laissés pour Compte concentre une population plus **pessimiste quant à l'image de la France et aux bénéfices de l'immigration**.

Les Laissés pour Compte sont proportionnellement plus nombreux que les autres groupes à considérer que leur situation personnelle s'est dégradée depuis un an et que la situation de leur famille va se dégrader dans les prochaines années. Ce groupe est plus largement préoccupé par les enjeux économiques que les autres (hausse des prix, pauvreté et inégalités sociales).

Les Laissés pour Compte se caractérisent également par une peur du déclassement. Ils sont quasiment unanimes sur le fait qu'il est plus difficile pour une personne qui leur ressemble de réussir en France et sur le fait qu'ils ne profitent personnellement pas de la croissance économique du pays. De la même manière, ils expriment une plus grande méfiance à l'égard d'autrui que l'ensemble de la population.

De ce fait, il n'est pas étonnant de constater que ce groupe se distingue par les qualificatifs pessimistes qu'il associe à la France (en colère, faible, naïve, hostile). La place de la France dans le monde est également un sujet clivant : les Laissés pour Compte sont plus nombreux que la moyenne à déclarer que la France doit se fermer au monde et s'en protéger, du fait de la disparition progressive de son identité et de l'impact très négatif de la mondialisation sur l'économie du pays.

Sur certains aspects, les Laissés pour Compte se distinguent par une vision plus négative des immigrants que des réfugiés. De fait, il existe une défiance envers les migrants économiques et les Laissés pour Compte sont proportionnellement plus nombreux à les percevoir comme des personnes violentes et malveillantes.

Les Laissés pour Compte partagent avec le groupe des Nationalistes Identitaires une perception négative des immigrants sur l'ensemble des aspects étudiés, même si cette tendance est légèrement moins significative chez eux. En revanche, leur vision des réfugiés est similaire à celle de la moyenne des Français et se distingue de celle des Nationalistes Identitaires : une courte majorité (55 pour cent) estime que les réfugiés sont différents des autres migrants du fait qu'ils sont forcés de quitter leur pays d'origine.

Les perceptions vis-à-vis de l'immigration et de l'accueil des réfugiés parmi les Laissés pour Compte et les Nationalistes Identitaires ne relèvent pas du même ordre : les Laissés pour Compte se montrent favorables à la fermeture des frontières avant tout pour répondre à leur sentiment d'abandon et de déclassement, ainsi que pour protéger un pays qui leur apparaît menacé par la mondialisation. Mais cette menace est pour ce groupe essentiellement économique ; la question de l'identité n'apparaît qu'au second plan.

Par ailleurs, les trois quarts des Laissés pour Compte partagent la crainte de voir le racisme et les discriminations s'accroître, rejoignant ici l'opinion majoritaire. En comparaison, ce phénomène ne constitue pas un sujet d'inquiétude aux yeux des Nationalistes Identitaires.

Ce groupe est composé plus majoritairement de femmes (58 pour cent) que d'hommes, et il est majoritairement présent en campagne et dans les petites villes, avec une présence également à Paris et dans les autres grandes villes. On y compte un plus grand nombre de 50-64 ans que la moyenne nationale (33 pour cent contre 22 pour cent) ainsi que moins de 25-35 ans, moins de professionnels hautement qualifiés et moins de retraités.

3.5. Les Nationalistes Identitaires (17 pour cent)

Les Nationalistes Identitaires se distinguent du reste de la population Française par une **très forte crispation autour des thèmes de l'immigration et de l'identité nationale** et par l'absence d'inquiétudes relatives à la hausse du racisme et des discriminations.

Les Nationalistes Identitaires sont pessimistes quant à l'avenir et considèrent que la situation de leur famille va se dégrader dans les prochaines années.

Quand ils sont interrogés sur les principaux enjeux auxquels la France doit faire face, le groupe se distingue par une préoccupation très forte autour de l'enjeu de l'immigration (60 pour cent contre 27 à 38 pour cent dans les autres groupes). En outre, l'enjeu de la criminalité et de la violence fait l'objet d'une inquiétude plus forte chez les Nationalistes Identitaires.

Ce groupe se caractérise par les qualificatifs qu'ils emploient pour décrire la France actuelle : celle-ci serait « faible » et « naïve » (50 pour cent contre 33 pour cent du reste des Français). Cela va de pair avec une plus grande méfiance à l'égard d'autrui que l'ensemble de la population. Le sentiment de disparition de l'identité de la France est aussi l'aspect qui préoccupe le plus les Nationalistes Identitaires. Enfin, ils sont proportionnellement plus nombreux à se sentir exploités et traités de manière injuste.

Les Nationalistes Identitaires se distinguent très largement par une vision négative autant des réfugiés que des immigrants. Tous sont perçus comme différents, violents et malveillants. En outre, la quasi-totalité de ce groupe estime que l'impact de l'immigration sur la France est négatif (80 pour cent contre 56 pour cent de l'ensemble des sondés).

Les Nationalistes Identitaires partagent des perceptions négatives des migrants de manière plus unanime encore que les Laissés pour Compte. Le groupe se caractérise par un rejet majoritaire des réfugiés, dont la situation particulière n'est pas reconnue (39 pour cent estiment que les réfugiés ne sont pas différents des autres migrants contre 17 pour cent de l'ensemble des sondés). L'accueil des populations réfugiées n'apparaît pas non plus légitime : 44 pour cent d'entre eux ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle ces populations doivent pouvoir trouver refuge dans d'autres pays, notamment la France, pour échapper à la guerre ou aux persécutions. Enfin, les Nationalistes Identitaires estiment très largement que les réfugiés sont incapables de s'intégrer dans la société (70 pour cent contre 46 pour cent chez le reste des sondés).

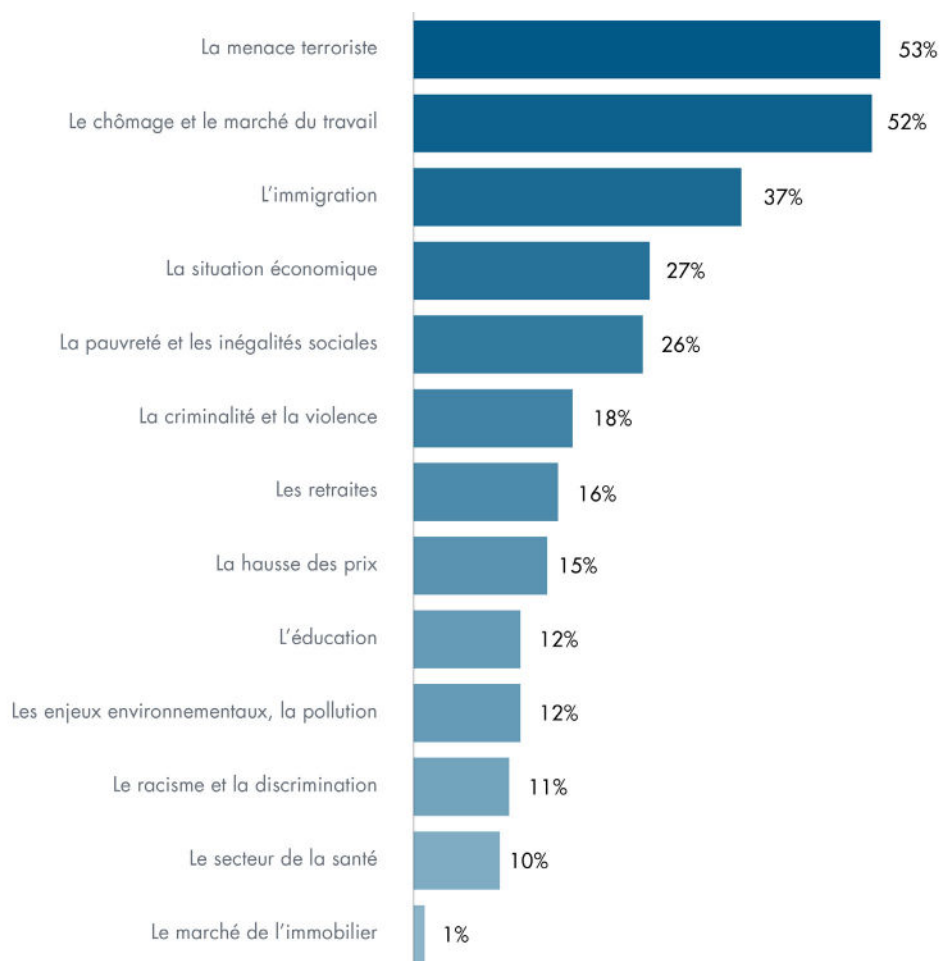
Ce groupe compte plus d'hommes que de femmes (55 pour cent contre 48 pour cent) ainsi que davantage de 25-49 ans que la moyenne nationale et moins de personnes âgés de 64 ans et plus. Les Nationalistes Identitaires sont principalement présents en zones rurales et très peu dans les grandes villes.

4. Le contexte : Un climat général peu propice à l'ouverture

La France est un pays où l'accueil des migrants suscite beaucoup de débats et de controverses, alors que le pays n'est pas en première ligne sur les côtes européennes et qu'il n'a pas accueilli un grand nombre de réfugiés ces dernières années. Ces hésitations doivent être mises en contexte au regard de la situation générale du pays.

Fin septembre 2016, le terrorisme est devenu la première préoccupation des Français, devant la question du chômage qui dominait depuis plusieurs années. Cela est sans compter un certain nombre de périodes particulières, au cours desquelles d'autres thématiques ont soit devancé, soit fait jeu égal avec la question du chômage. Ce fut le cas par exemple lors de la campagne présidentielle de 2002 qui a vu l'accession au second tour de Jean-Marie Le Pen. À l'époque, malgré l'onde de choc causée par les attentats du 11 septembre 2001, ce n'était pas tant la question du terrorisme que celle de la délinquance qui s'était invitée dans la campagne électorale et qui avait primé, aux côtés du chômage, dans les préoccupations des Français. **Les Français sont aujourd'hui dans une situation relativement proche de celle de 2002:** au lendemain des attentats de juillet 2016 comme au printemps – après les attentats de Bruxelles qui avaient agi comme une piqûre de rappel de ce qui s'était passé en novembre 2015 à Paris – la question du terrorisme est pour eux le premier enjeu auquel la France doit faire face.

Question : Parmi les éléments suivants, quels sont, selon vous, les trois principaux enjeux auxquels la France doit faire face aujourd'hui ?



Le niveau de **préoccupation vis-à-vis du risque d'attentats terroristes a bien fluctué au cours des derniers mois**, mais ce sentiment demeure néanmoins à l'esprit. Les médiatisations successives de projets d'attentat déjoués nourrissent les préoccupations des Français sur cette question.

« Les terroristes, c'est par les migrants qu'ils vont taper. Donc ça fait peur. C'est leur stratégie » (Inquiets Économiques)¹

Ces craintes font partie du quotidien des Français et ne sont pas sans effet sur leur approche de la question migratoire, et plus spécifiquement sur l'accueil des réfugiés et migrants sur le territoire français. Certains des auteurs des attentats du 13 novembre 2015, par exemple, s'étaient infiltrés parmi les flots de migrants arrivant en Europe, ce qui avait été dénoncé par un certain nombre d'acteurs politiques. Cela s'est traduit, dans l'opinion publique, par une volonté de renforcer le contrôle aux frontières et parfois même, pour une partie de la population, par un amalgame croissant entre migrants et terroristes.

Après les attentats de Nice ou de Saint-Étienne-du-Rouvray, la volonté de contrôle voire de fermeture des frontières s'est renforcée. Cette question revient beaucoup autour de la situation à Calais qui occupe le devant de la scène médiatique depuis plus d'une décennie. La question du terrorisme est très fortement liée, via la question des frontières, à la thématique de l'accueil des réfugiés et des migrants. **La question de l'immigration se plaçait d'ailleurs, en septembre 2016, en troisième position dans la hiérarchie des préoccupations des Français.**

Les craintes liées à la menace terroriste sont partagées par l'ensemble de la population. Néanmoins, le choix de tel ou tel sujet de préoccupation donne à voir la manière dont se structurent les perceptions sur les questions politiques et sociétales au sein des différents groupes identifiés dans l'analyse typologique.

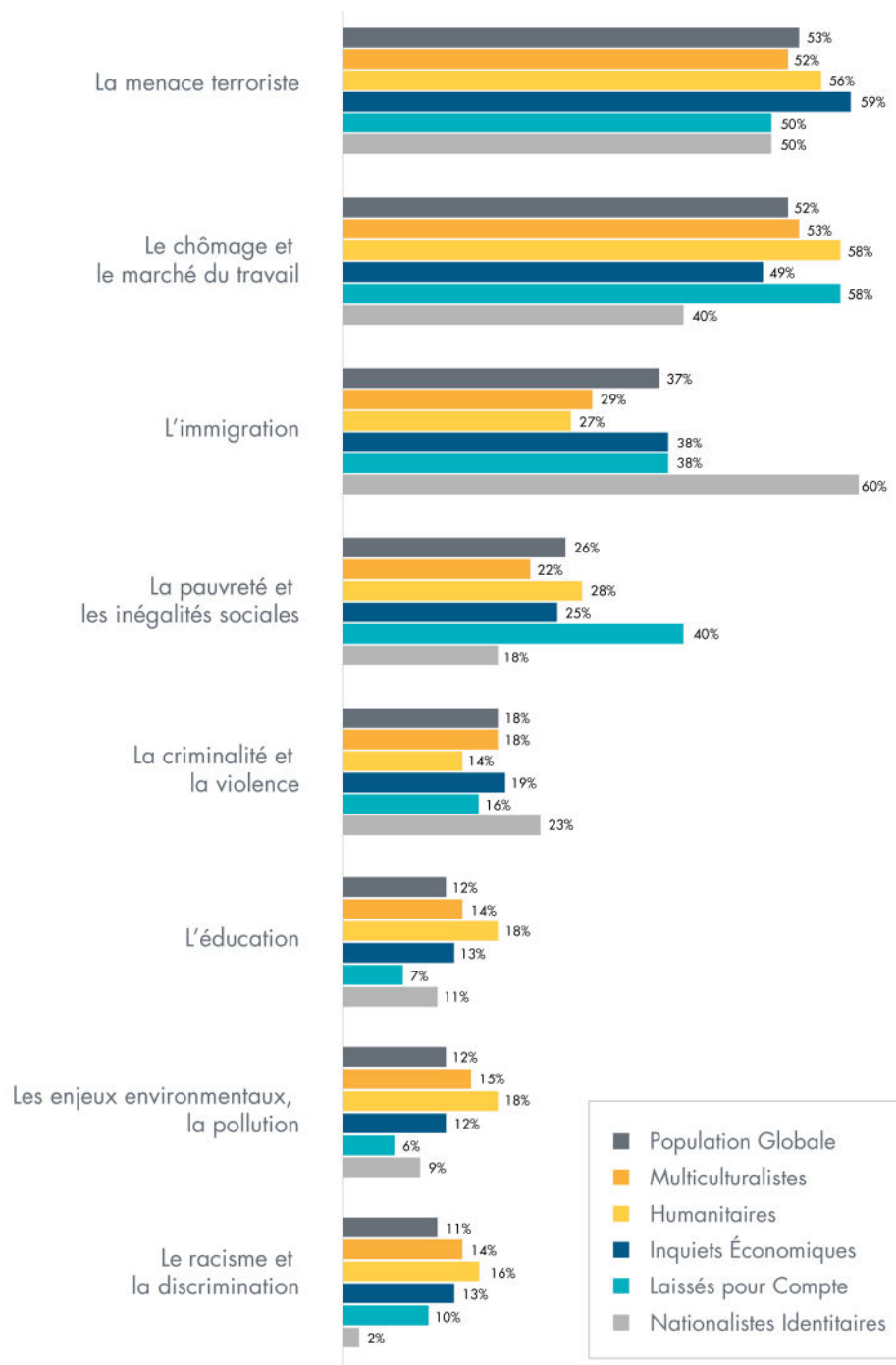
Tout d'abord, il existe un clivage fort sur **la question de l'immigration** qui est principalement portée par les Nationalistes Identitaires (60 pour cent de citations contre 37 pour cent pour l'ensemble de la population). Ces derniers font aussi plus fréquemment mention de la criminalité et de la violence comme un des principaux enjeux auquel doit faire face la France aujourd'hui (23 pour cent contre 18 pour cent de l'ensemble).

Les questions économiques apparaissent fondamentales pour les Laissés pour Compte, qui citent plus souvent ces thématiques : 58 pour cent mentionnent le chômage et le marché du travail (contre 52 pour cent de l'ensemble), et 40 pour cent la pauvreté et les inégalités sociales comme l'une de leurs principales préoccupations (contre 26 pour cent des Français).

Les préoccupations des Humanitaires se distinguent nettement de celles des autres groupes, puisqu'ils citent plus largement les enjeux environnementaux et l'éducation (18 pour cent contre 12 pour cent pour chacune de ces thématiques) ainsi que le racisme et les discriminations.

¹ Ces citations sont tirées des focus groups qui ont eu lieu en décembre 2016.

Question : Parmi les éléments suivants, quels sont, selon vous, les trois principaux enjeux auxquels la France doit faire face aujourd'hui ?



4.1. Comment les Français voient la France

Cette vision est assez sombre : les Français se déclarent en premier lieu inquiets (65 pour cent), puis en colère (50 pour cent). La France apparaît « faible » pour plus d'un tiers des personnes interrogées (36 pour cent), voire « naïve » (33 pour cent).

Si une minorité de Français choisit des termes positifs pour décrire le pays, cette proportion est néanmoins un peu plus élevée parmi le groupe des Multiculturalistes (entre 2 et 4 points de plus que la moyenne nationale). De fait, ils décrivent nettement moins la France comme un pays « en

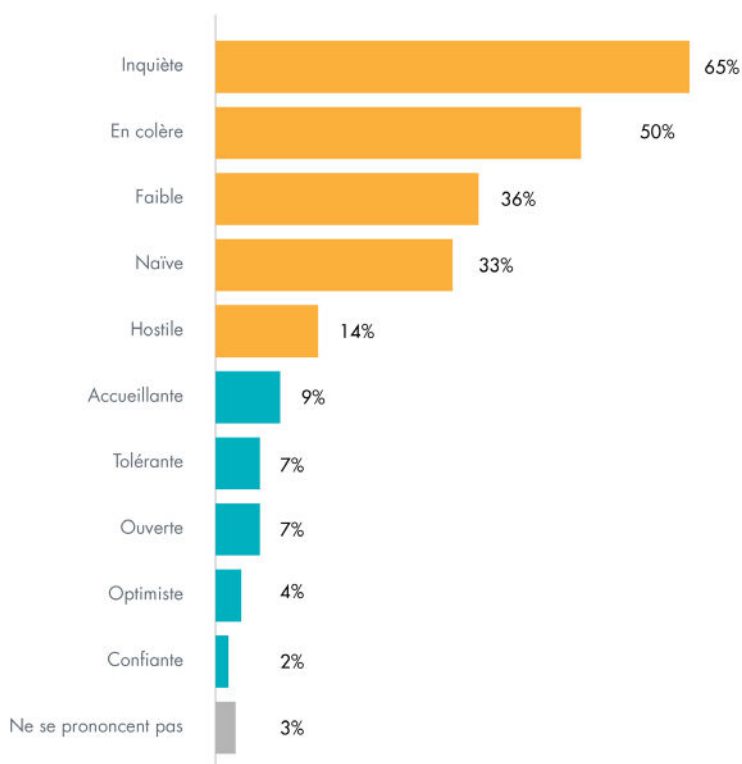
colère » (39 pour cent contre 50 pour cent), « faible » (23 pour cent contre 36 pour cent) ou « naïf » (21 pour cent contre 33 pour cent).

Ces trois qualificatifs dominent en revanche dans le discours du groupe des Laissés pour Compte (57 pour cent, 43 pour cent et 41 pour cent, respectivement) en miroir inversé des Multiculturalistes.

De la même manière, les Nationalistes Identitaires rejoignent les Laissés pour Compte sur les qualificatifs choisis pour décrire le pays : 55 pour cent jugent la France « en colère », 50 pour cent « naïve » et 43 pour cent « faible ». À l'instar des Laissés pour Compte, cette description d'un pays naïf et faible permet de comprendre leur regard sur la politique gouvernementale, particulièrement autour des questions liées à la mondialisation, à l'immigration et au lien qui est fait entre ces thématiques et le terrorisme.

Le groupe des Humanitaires se distingue avant tout par la perception d'une France « inquiète », qualificatif choisi par 77 pour cent d'entre eux (contre 65 pour cent pour l'ensemble). Ici se noue l'un des principaux enjeux dans l'appréhension de la question de l'immigration et de l'accueil des réfugiés : ce sont les craintes quant à l'avenir du pays, en-dehors de toute posture de rejet ou de fermeture, qui pèsent sur les opinions vis-à-vis de l'accueil que la France devrait réserver aux réfugiés.

Question : Parmi les adjectifs suivants, quels sont, selon vous, ceux qui décrivent le mieux la France aujourd'hui ?



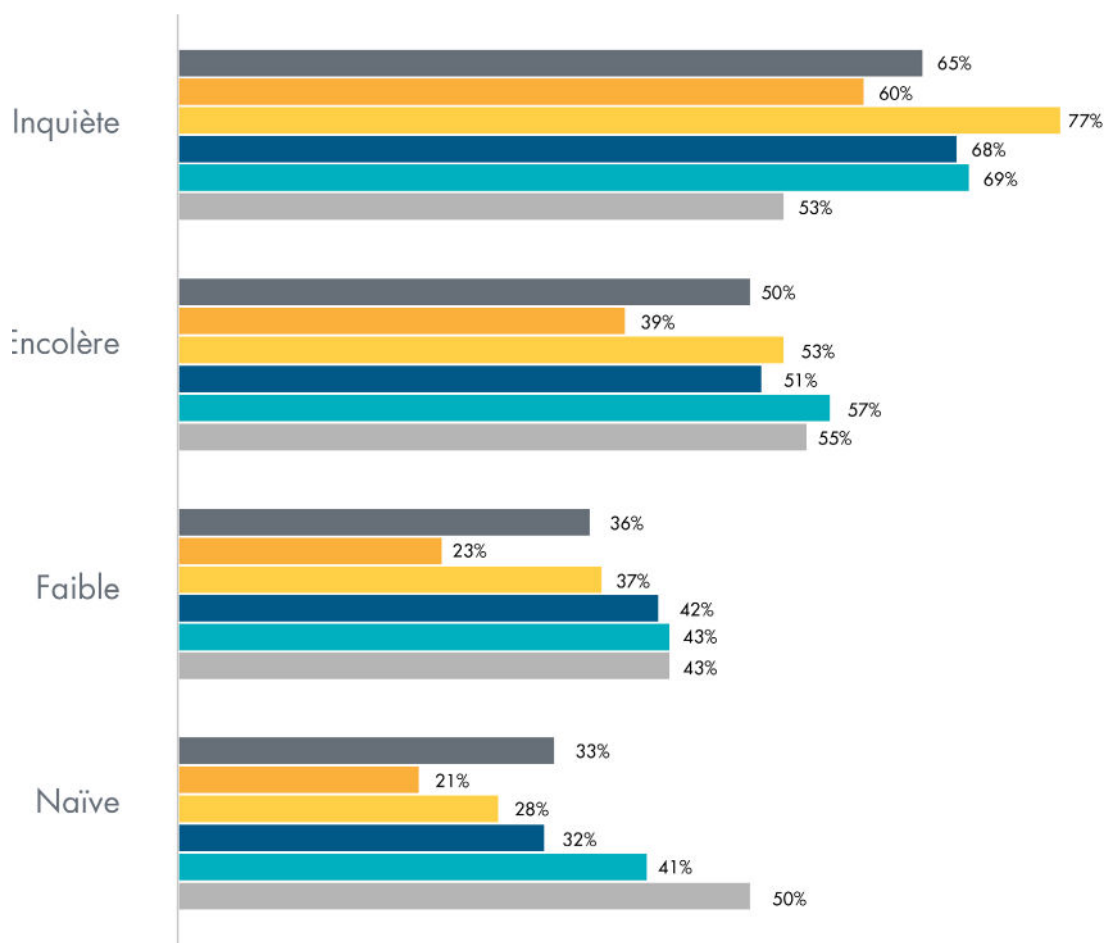
On retrouve ce type de réactions dans les réunions de groupe qui ont été menées en décembre 2016, au cours desquelles les Français interrogés décrivent une France « bloquée », qui aurait perdu confiance en elle n'aurait plus le courage de s'affirmer (aux plans national comme international). Pour les Inquiets Économiques, la France vivrait un véritable déclin.

« Je vois les gens qui dorment dehors, des Français, on devrait plus les aider. Le Samu, la Croix Rouge, les associations les aident mais ce n'est pas suffisant. » (Inquiets Économiques)

« Les petites injustices financières, on veut acheter un appartement. On est en CDI mais on ne peut pas. » (Inquiets Économiques)

« La peur de rétrograder, de revenir en arrière » (Humanitaires)

Question : Parmi les adjectifs suivants, quels sont, selon vous, ceux qui décrivent le mieux la France aujourd'hui ?



■ Population Globale	■ Inquiets Économiques
■ Multiculturalistes	■ Laissés pour Compte
■ Humanitaires	■ Nationalistes Identitaires

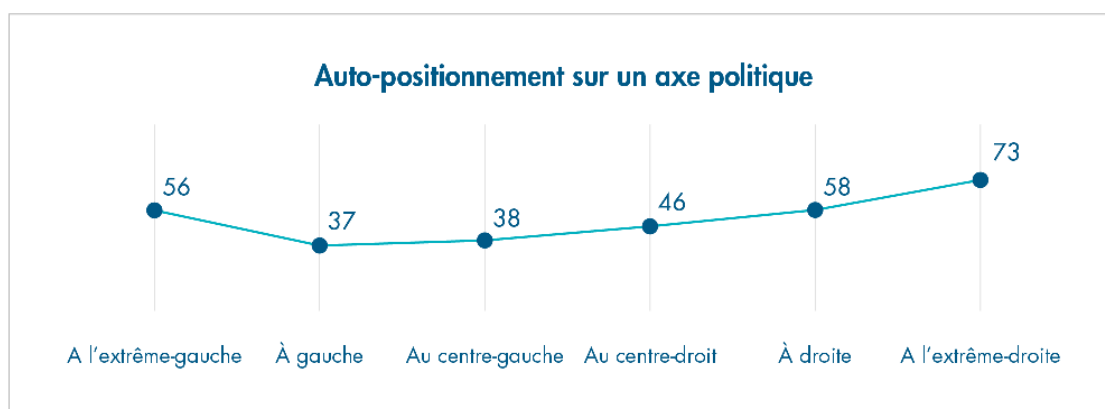
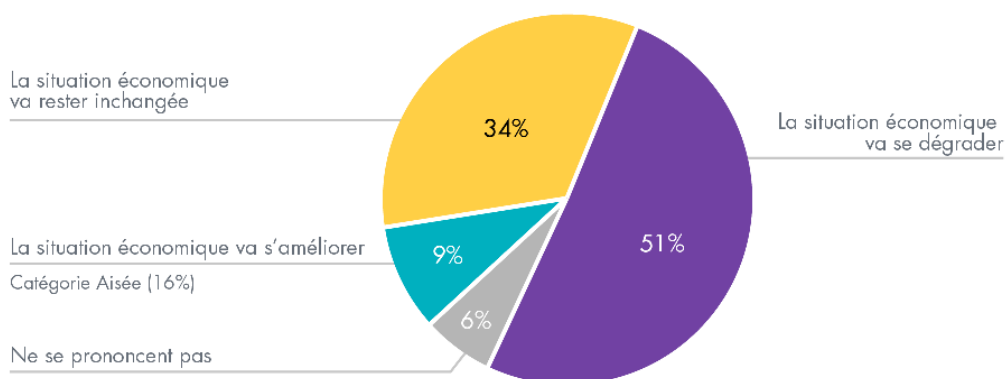
4.2. Pessimisme et inquiétudes concernant l'économie et l'avenir du pays

Ce pessimisme rejoint la situation personnelle vécue par une large partie de la population qui n'anticipe pas de jours meilleurs à venir : si une majorité de Français jugent que leur situation n'a pas évolué au cours de l'année qui s'est écoulée, la part les Français estimant que leur situation s'est dégradée et ceux aux yeux desquels celle-ci s'est améliorée est très défavorable : seuls 12 pour cent d'entre eux font, à cet égard, preuve d'optimisme. Le sentiment de vivre dans un pays où les perspectives personnelles ne sont pas très encourageantes est partagé par de nombreux Français.

Elles se projettent vers l'avenir, les personnes interrogées ne sont pas plus optimistes : 33 pour cent pensent que leur situation va se détériorer dans les cinq années à venir, contre 20 pour cent qui jugent qu'elle va s'améliorer. Près de quatre Français sur dix (39 pour cent) estiment que les choses ne vont pas évoluer positivement pour eux à titre personnel.

D'un point de vue strictement économique, les perspectives sont là aussi moroses aux yeux des Français : un sur deux (51 pour cent) pense que la situation économique du pays va se dégrader au cours des douze prochains mois et un tiers (34 pour cent) qu'elle va rester inchangée. Seuls 9 pour cent anticipent des progrès pour l'année à venir.

Question : Pensez-vous que la situation économique globale du pays va s'améliorer, rester inchangée ou se dégrader au cours des 12 prochains mois ?



La perception de sa situation personnelle et de celle de sa famille constitue un marqueur pour plusieurs groupes issus de la typologie, à différents titres.

- Les Multiculturalistes et les Inquiets Économiques ont plus tendance que les autres groupes à dresser un tableau positif ou neutre de l'évolution récente et à venir de leur situation personnelle. Les Multiculturalistes se distinguent particulièrement en étant le seul groupe dont une part conséquente juge que la situation économique de la France va s'améliorer dans les prochaines années (25 pour cent contre 9 pour cent de l'ensemble de la population).
- Pour leur part, une majorité relative d'Inquiets Économiques craint que la situation de leur famille se dégrade dans les années à venir, à l'instar de tous les autres groupes sauf les Multiculturalistes. Cela va de pair avec l'anticipation de la situation économique française à venir : l'avenir apparaît sombre aux yeux d'une majorité des Français, particulièrement parmi les Inquiets Économiques et les Nationalistes Identitaires (80 pour cent tous les deux).
- Les Laissés pour Compte dressent un tableau préoccupant de l'évolution de leur situation (passée et à venir), de celle de leur famille et de l'économie française en général, confirmant le poids du prisme économique sur leurs opinions. Les Nationalistes Identitaires ne se distinguent pas par la perception de leur propre situation et de celle de leur famille puisqu'ils partagent une opinion très proche de celle de l'ensemble des Français.

Ces constats se révèlent dans l'analyse des groupes qualitatifs, qui permet d'expliquer plus en profondeur la manière dont l'économie du pays est vécue par les Humanitaires et les Inquiets Économiques.

Les Humanitaires font ainsi le constat d'une économie nationale en perte de vitesse, et estiment que la France peine à innover et à se rendre attractive aux yeux des investisseurs.

« Une économie immature, un pays peu développé est plus intéressant pour les investissements, elle [la France] est riche, elle essaie de se protéger et c'est un peu le chat qui se mord la queue. Il n'y a plus vraiment d'ouverture, on investit plutôt dans d'autres pays » (Humanitaires)

« Je crois qu'on est toujours en retard, la liberté d'entreprendre on l'a mais pas la facilité à cause des taxes, on a du potentiel mais il n'est pas exploité » (Humanitaires)

Les Inquiets Économiques identifient une France qui stagne dans ses résultats (notamment sur le chômage), et dépourvue de perspectives d'avenir et de marges de manœuvre (au sein d'une Europe jugée oppressante). La mondialisation est, dans ce contexte, avant tout appréhendée au travers d'un prisme négatif : elle est synonyme de délocalisations, de déstructuration du travail et de perte de compétitivité.

« C'est très difficile d'être autonome. C'est un leurre de croire qu'on a une marge de manœuvre » (Inquiets Économiques)

4.3. La capacité limitée de la France d'accueillir des immigrants et réfugiés

On aperçoit ici les premiers signes du paradoxe français vis-à-vis de la question des migrants : alors même que la France n'est pas en première ligne de l'arrivée des migrants sur le sol européen, à l'image de la Grèce ou de l'Italie, et qu'elle n'en a pas accueilli de grands nombres comme en Allemagne ou en Suède, **les Français font partie des populations les plus réfractaires à l'accueil des réfugiés et immigrants en Europe occidentale.**

Plusieurs raisons sont invoquées : le climat économique et les performances insuffisantes des entreprises pour soutenir l'accueil, quand bien même ceci constitue un devoir pour la France, ainsi que les craintes en matière de sécurité partagées par une population très marquée par les attaques terroristes commises sur le sol français.

« Moi je suis perdue. Ceux de Syrie, ils ont droit à une autre vie, mais l'intégration ? Est-ce qu'ils sont capables ? Et s'ils ne s'intègrent pas ? Il y a un problème de langues, de cultures. Que se passe-t-il s'ils ne s'intègrent pas ? Il y aura plus de problèmes de terrorisme. » (Inquiets Économiques)

Comme le rappelle Jérôme Fourquet (un des auteurs de cette étude et directeur du Département opinion publique à l'IFOP) « d'autres éléments entrent en compte dans les perceptions vis-à-vis de l'accueil des réfugiés et migrants, comme l'histoire de notre pays et son rapport à l'immigration.

La République Fédérale Allemande a connu l'accueil des réfugiés de l'Est à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, puis durant l'existence du rideau de fer, ou encore avec le droit au retour des Aussiedler, ces « Russes allemands » qui ont quitté l'URSS au moment de la chute du régime soviétique pour émigrer en Allemagne. Le fait de fuir la guerre, la dictature, peut ainsi parler plus largement à la population allemande, dont une large partie est issue de parents ou grands-parents ayant connu l'exil, qu'à la population française. L'Italie, quant à elle, est une grande terre d'émigration, contrairement à la France : depuis des générations, de nombreux Italiens ont tenté leur chance dans d'autres pays, que ce soit aux États-Unis ou en Europe ».

Les participants des groupes qualitatifs eux-mêmes issus de l'immigration évoquent quant à eux un contexte difficile (l'indépendance de l'Algérie) ou *a minima* une volonté farouche de s'intégrer en France, détermination dont ils estiment qu'elle peut faire défaut aux immigrés les plus récents et culturellement éloignés.

« Le fait pour moi d'avoir choisi d'être Française c'était d'abord connaître son histoire, un patrimoine immense en France, une mémoire collective, ce qui nous manque c'est une prise de conscience, nous sommes tous Français » (Humanitaires)

« On doit être fiers, quand je suis arrivée on apprenait les départements, les reliefs, moi c'est ce que j'ai offert à mes gosses » (Humanitaires)

« J'ai le même parcours que Gloria, je suis une pied-noir, il y a eu la guerre d'Algérie, nous sommes revenus en France, on a été reçu comme des chiens, ils nous considéraient comme des sous Français, (...) Être Français il fallait le vouloir (...) mais faut voir quand même que ces gens au départ, les gens qui sont arrivés ont été ramenés pour travailler. Maintenant ce qui est dommage, c'est que ces gens-là n'ont pas eu la capacité de se fondre, j'ai peur qu'il y ait à nouveau ce rejet » (Humanitaires)

4.4 Un rapport difficile à la mondialisation

Un autre sentiment fort qui n'est pas propre à la société française, mais revêt un caractère important dans l'analyse des attitudes et perceptions vis-à-vis de l'accueil des migrants et des réfugiés, est **le rapport à la mondialisation**.

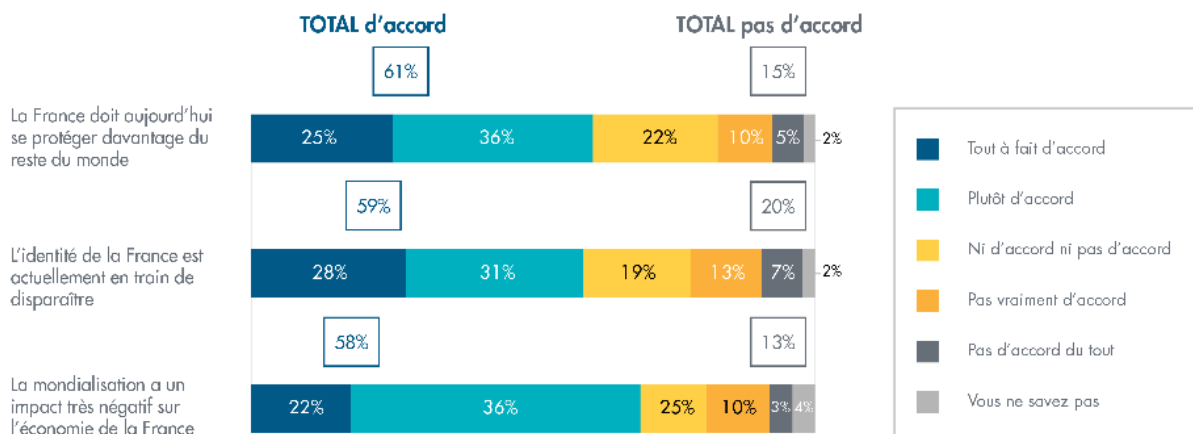
Les événements politiques récents (Brexit, score de Norbert Hofer lors de la dernière élection présidentielle autrichienne, élection de Donald Trump aux États-Unis, succès électoraux du Front National en France) laissent à penser qu'un nouveau clivage se met en place dans de nombreuses démocraties occidentales depuis une dizaine d'années faisant émerger deux « camps » : **les perdants et les gagnants de la mondialisation. Des partis politiques se sont saisis de cette nouvelle fracture et se placent en hérauts des populations qui ne bénéficient pas de la mondialisation.** Lorsqu'on regarde par exemple la géographie de tous ces votes, un même schéma se fait jour opposant centres urbains et périphéries ; régions industrielles en crise et zones touristiques où il fait bon vivre ; zones connectées à la nouvelle économie (Ile de France, *Silicon Valley* aux États-Unis, grands centres universitaires – Oxford, Cambridge – en Grande-Bretagne) et territoires qui ne se voient pas d'avenir dans cette économie mondialisée (Lorraine en France, Rust Belt aux États-Unis, régions minières et industrielles du nord de l'Angleterre comme la région de Sheffield par exemple).

Ce nouveau clivage est très lié au sujet de l'accueil des réfugiés et des migrants. La mondialisation est à la fois synonyme d'emplois qui disparaissent de bassins traditionnels et de flux d'immigration. On retrouve alors la rhétorique de la fermeture des frontières vécues par des populations qui se sentent abandonnées par la mondialisation comme leur dernier rempart.

Cette étude confirme ce constat. Une majeure partie de la population française (61 pour cent) estime que la France doit se protéger davantage du reste du monde. Cette proportion est plus élevée encore au sein des régions françaises où la tradition ouvrière et industrielle est forte : Nord-Pas-de-Calais, Normandie (tous les deux 67 pour cent), Champagne-Ardenne, Picardie, et Bourgogne (tous les trois 69 pour cent).

En filigrane apparaissent les craintes associées à l'ouverture des frontières : la menace terroriste, les délocalisations, les nouvelles réglementations européennes, mais aussi les flux migratoires. Cela fait écho à **une angoisse très forte au sein de la population : 6 Français sur 10 (59 pour cent) estiment que la disparition de l'identité nationale est une réalité**, près d'un tiers (28 pour cent) souscrivant tout à fait à cette affirmation. C'est à cette population que s'adressait François Fillon, candidat Les Républicains à l'élection présidentielle française, lorsqu'il évoquait « la France qui ne veut pas mourir ». L'un des sujets majeurs dans l'appréhension de l'arrivée des réfugiés et des migrants est qu'ils sont, pour une part importante d'entre eux, de confession musulmane ou de pays majoritairement musulmans. Compte tenu du climat décrit ci-dessus, cela rend plus difficile encore l'accueil de ces populations. Cette enquête confirme ce phénomène qui avait déjà été observé dans de précédentes études de l'IFOP.

Question : En considérant la place qu'occupe la France dans le monde aujourd'hui, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec les énoncés suivants ?



D'un point de vue strictement économique, la mondialisation a un impact « très négatif » sur le pays aux yeux de plus de la moitié des Français (58 pour cent), dont près d'un quart (22 pour cent) en sont tout à fait convaincus. Un nombre important de Français partagent le sentiment d'être « laissés pour compte » dans ce mouvement avec le sentiment que l'ascenseur national est en panne : une personne interrogée sur deux (52 pour cent) juge qu'il « est de plus en plus difficile pour une personne comme moi de réussir en France », contre seulement 14 pour cent qui ne partagent pas ce constat. Seuls 11 pour cent des Français ont le sentiment de profiter personnellement de la croissance économique du pays contre 57 pour cent déclarant ne pas en bénéficier – dont 28 pour cent « pas du tout ».

Le rôle du rapport à la mondialisation dans les différentes opinions est particulièrement intéressant à lire au regard des différents groupes issus de l'analyse typologique.

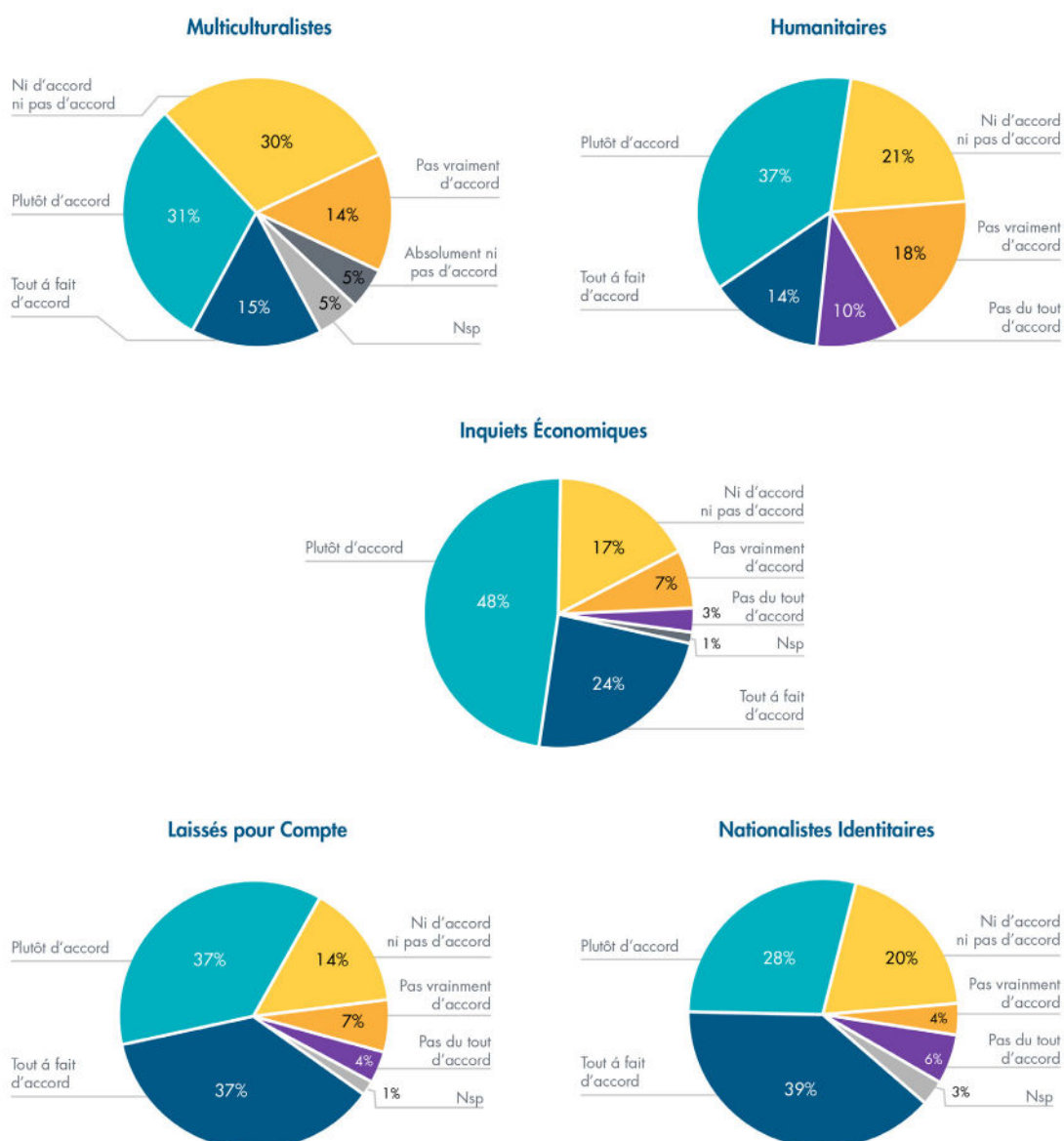
- On observe le poids de l'impact de la mondialisation chez les Inquiets Économiques, qui font part de leur scepticisme et leurs craintes : 72 pour cent estiment que la France doit se protéger davantage du reste du monde, 66 pour cent que la mondialisation a un impact très négatif sur l'économie de la France. Partant de là, ils tendent à juger davantage que l'ensemble des Français qu'il est de plus en plus difficile pour eux de réussir en France (60 pour cent). C'est cette posture méfiante qu'on retrouve sur la question de l'accueil des réfugiés, source d'inquiétudes plutôt que de rejet.
- Le rapport à la mondialisation apparaît crucial pour le groupe des Laissés pour Compte. Il s'agit du groupe le plus virulent vis-à-vis de la place de la France dans le monde et de l'impact de la mondialisation sur leur région comme sur leur situation personnelle. Les trois quarts d'entre eux (74 pour cent) jugent que la France doit davantage se protéger du reste du monde, que l'identité de la France est en train de disparaître (75 pour cent) ou que la mondialisation a un impact très négatif sur l'économie nationale (76 pour cent). Plus encore, le consensus se noue autour de leurs chances de réussite personnelle : 92 pour cent jugent que cela est de plus en plus difficile pour quelqu'un comme eux de réussir dans la France d'aujourd'hui. En parallèle, ils sont proportionnellement bien plus nombreux à estimer que leur région ne bénéficie pas comme elle le devrait de la réussite économique du pays (64 pour cent). S'ils ne sont pas les seuls à ressentir un sentiment d'abandon dans une France à deux vitesses, il s'agit là du cœur de cette « France des perdants », dont le regard sur la société (et a fortiori sur l'accueil des

migrants et des réfugiés) est directement empreint de ce rapport difficile à la mondialisation et à la croissance économique française.

- Le groupe des Nationalistes Identitaires se distingue avant tout par les éléments ayant trait à l'ouverture de la France : 67 pour cent estiment que la France doit se protéger davantage du reste du monde et, surtout, 72 pour cent jugent que l'identité de la France est en train de disparaître (contre 59 pour cent des Français). L'impact économique ne constitue pourtant pas un élément de structuration du groupe et de différenciation, leurs opinions sur cet aspect étant proches de celles du reste de la population et confirmant ainsi le prisme culturel et identitaire de leur regard sur les questions de société.

Question : En considérant la place qu'occupe la France dans le monde aujourd'hui, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec les énoncés suivants ?

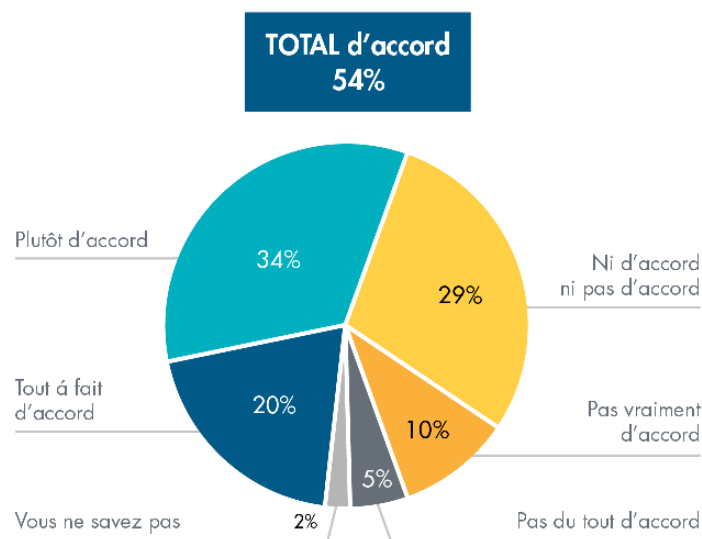
La France doit aujourd'hui davantage se protéger du reste du monde



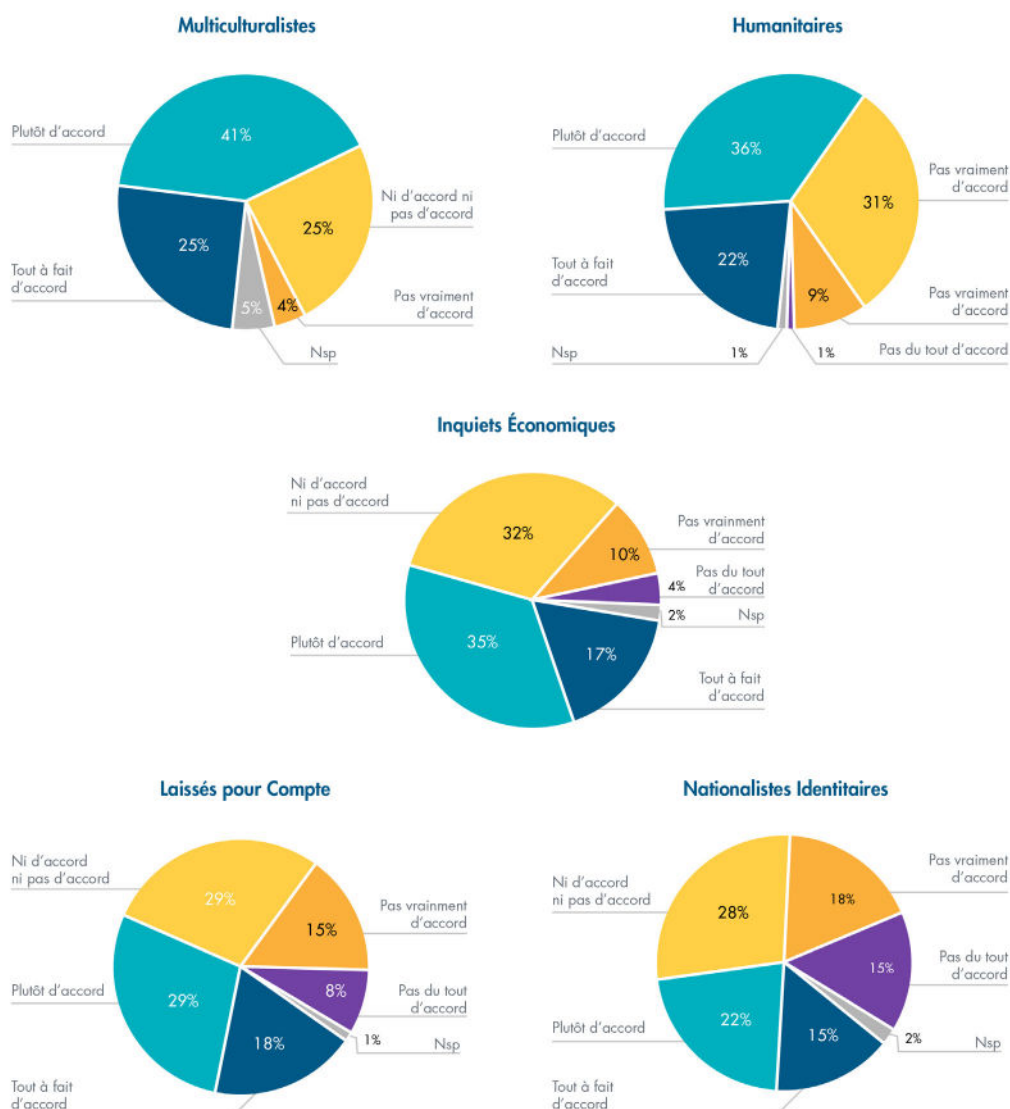
Le socle idéologique qui sous-tend la question de l'accueil des réfugiés et des migrants est autant identitaire qu'économique. À cet égard, la moitié des personnes interrogées (54 pour cent) partagent l'opinion selon laquelle les Français peuvent être fiers de leur identité nationale (29 pour cent ne se déclarent « ni d'accord, ni pas d'accord » avec cette affirmation et 15 pour cent la rejettent).

- Ce constat est confirmé par le rapport à l'identité nationale des différents groupes issus de l'analyse typologique. La profondeur du clivage sur cette question montre bien le poids central de ces questions dans le regard porté sur la société française, et plus particulièrement sur l'accueil des migrants.
- Les Multiculturalistes se distinguent nettement avec 66 pour cent de leur groupe à se dire fiers de leur identité nationale (contre 54 pour cent de l'ensemble des Français). Les Humanitaires partagent également ce sentiment (58 pour cent). Quant aux Inquiets Économiques, ils se situent dans la moyenne nationale avec 52 pour cent de gens qui pensent que les Français peuvent être fiers de leur identité nationale.
- À l'inverse, les Laissés pour Compte et, dans une plus forte mesure encore, les Nationalistes Identitaires se montrent très sceptiques quant à cette idée : respectivement 23 et 33 pour cent estiment que les Français ne peuvent être fiers de leur identité nationale (contre 15 pour cent de l'ensemble de la population). Cela révèle un sentiment de décalage de ces deux segments de la population avec l'imaginaire collectif français, les uns car ils ne s'y sentent pas pleinement intégrés, les autres car leur socle idéologique n'apparaît pas compatible.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec le fait que les Français peuvent être fiers de leur identité nationale ?



Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec le fait que les Français peuvent être fiers de leur identité nationale ?



La question n'est plus tant celle de l'acquisition de la nationalité, mais bien des éléments qui définissent l'identité de la société française et des règles qui sont établies autour. Selon la seconde étude annuelle de la Tent Foundation, publiée en mai 2017, portant sur les attitudes envers les réfugiés au sein de 12 pays, la France comprend la plus importante proportion de gens qui ont le sentiment de ne pas pouvoir exprimer leurs véritables opinions concernant la crise des réfugiés, par peur d'être jugés (74%), ainsi que la plus faible proportion d'individus déclarant pouvoir exprimer leurs opinions « sans peur du jugement » (28 pour cent).

« On est terrifié de la définir [l'identité française] ; on ne veut pas imposer. Il n'y a plus d'autorité. On ne veut plus rien imposer. On n'est que dans le droit et pas le devoir, il n'y a plus de vivre ensemble donc plus d'identité. On est plus d'une religion ou d'une autre, on laisse des propos se tenir, il y a une vraie faiblesse des profs. » (Inquiets Économiques)

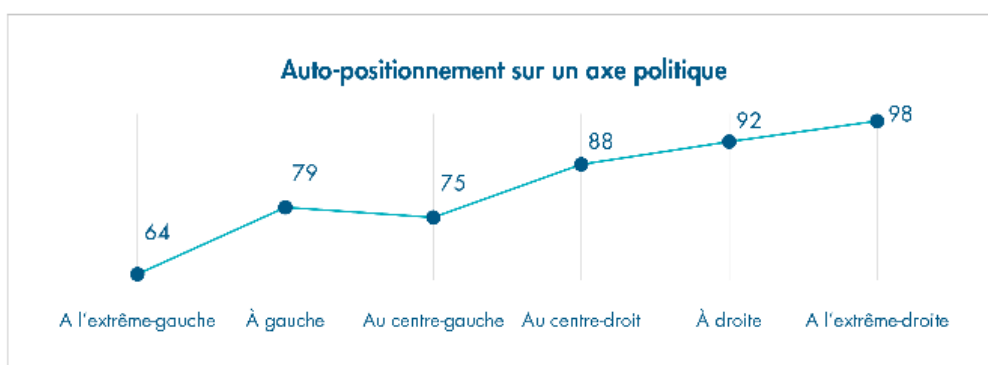
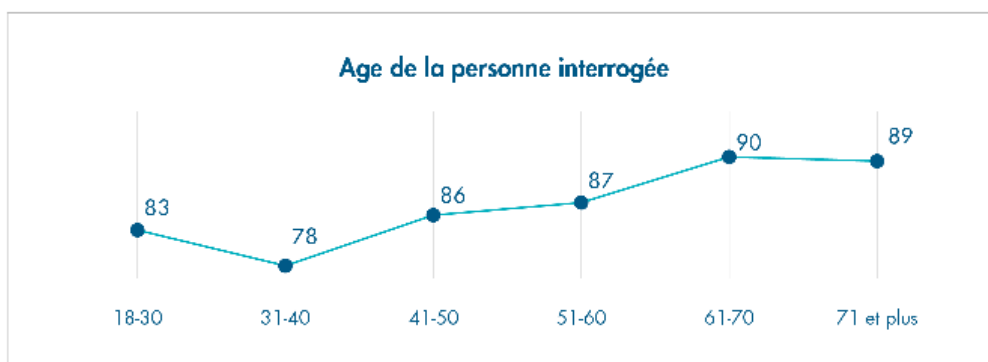
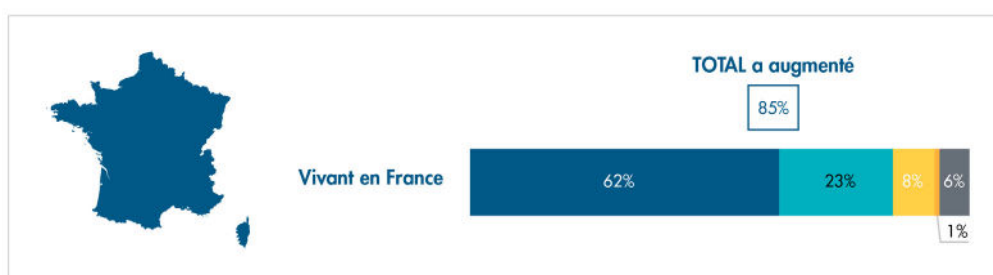
« C'est la vérité. La France est chrétienne ; je ne suis pas catholique mais quand on l'est, on ne peut plus le dire. » (Inquiets Économiques)

5. Les attitudes face à l'immigration et aux immigrés

5.1 Une immigration perçue à la fois comme néfaste et de plus en plus forte

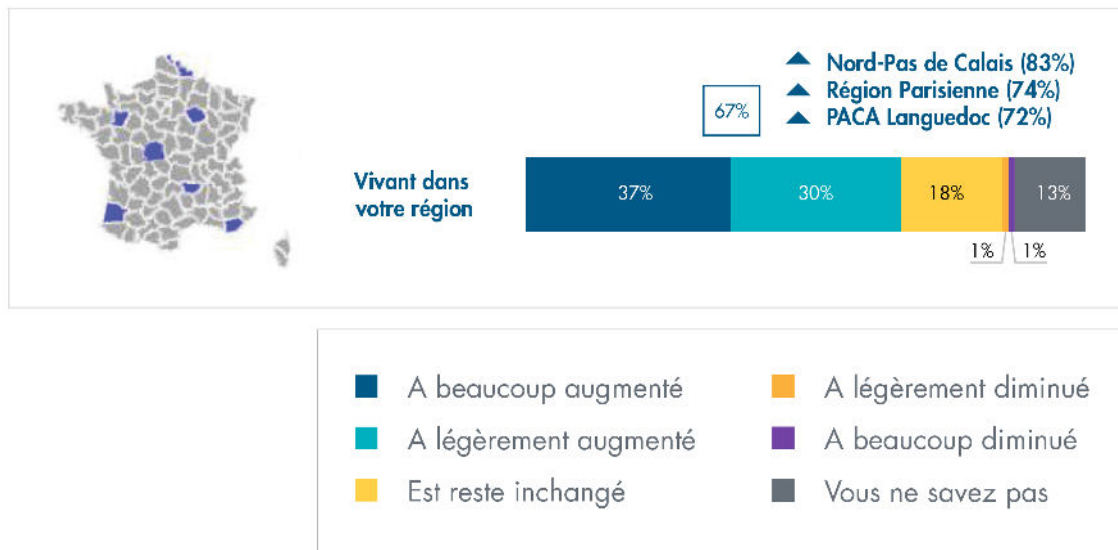
Le rythme de l'immigration semble s'être accéléré au cours des dernières années pour une très large majorité de Français : 85 pour cent pensent que le nombre d'immigrants a augmenté ces cinq dernières années (dont 62 pour cent qui jugent qu'il a beaucoup augmenté). On voit ici un « effet Calais » qui a fortement affecté les opinions autour du terme de « jungle » qui s'est imposé dans les discours, y compris pour d'autres campements (à Paris notamment) perçus comme des « mini-jungles ». **Ces situations sont pourtant sans commune mesure avec ce qu'ont connu la Grèce, l'Italie ou l'Allemagne face aux arrivées massives de réfugiés sur leur territoire** et les statistiques tendent à contredire ce sentiment.

Question : Au cours des cinq dernières années, diriez-vous que le nombre des immigrants [vivant en France / vivant dans votre région] ... ?



Concernant l'immigration au sein de leur région, le constat est un peu plus mesuré (67 pour cent estiment que le nombre d'immigrants a augmenté – proportion qui s'élève à plus de 70 pour cent

en PACA, Languedoc et Île-de-France, et même à plus de 80 pour cent dans le Nord-Pas-de-Calais) mais demeure élevé : plus d'un tiers estiment même que le nombre d'immigrants a fortement augmenté ces dernières années dans leur région.

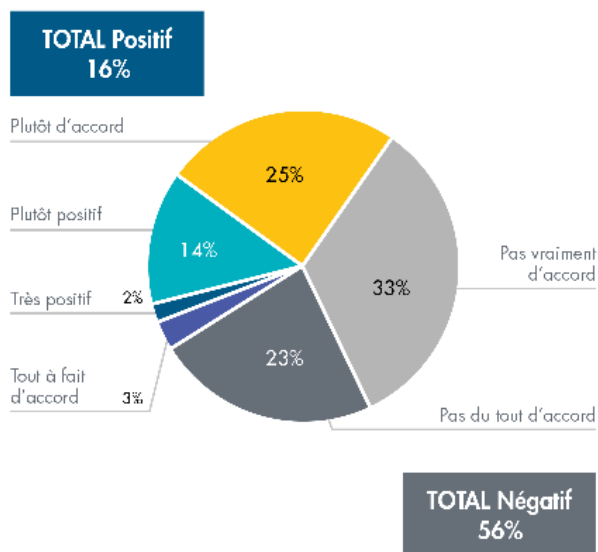


Or, l'impact de l'immigration sur le pays est vécu négativement par une majeure partie de la population, et ce quel que soit l'âge, la catégorie sociale ou le lieu de résidence. Seuls 16 pour cent des Français jugent que l'immigration a un effet positif sur la société française, un quart de la population l'estime « ni positif, ni négatif » et 56 pour cent portent un regard négatif, dont près d'un quart (23 pour cent) « très négatif ». Cette mauvaise appréciation peut surprendre dans un pays où 23% de la population a au moins un grand parent immigré et où 11% a au moins un parent immigré (Ined).

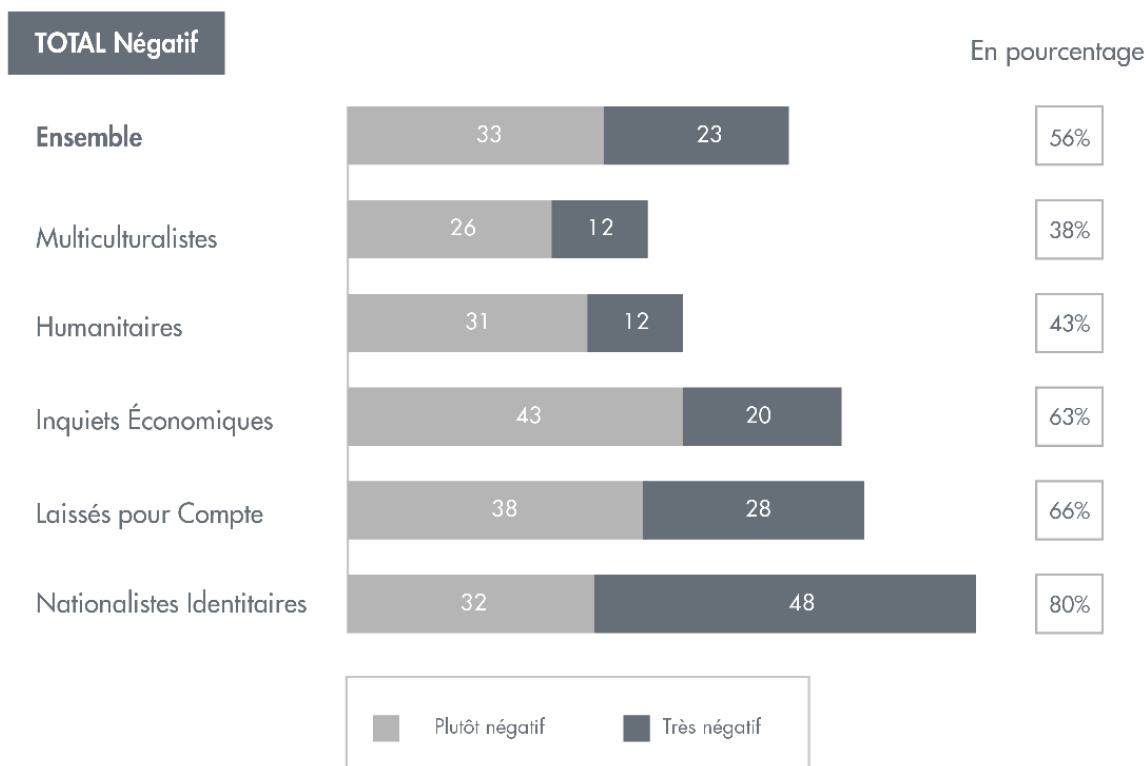
L'analyse des opinions des différents groupes issus de l'analyse typologique donne à voir très clairement le positionnement de chacun sur la question de l'immigration, qui sous-tend l'ensemble des représentations associées aux réfugiés et à leur accueil.

- Deux groupes se distinguent par une opinion relativement neutre : les Multiculturalistes et les Humanitaires qui rejettent moins fortement l'immigration en tant que telle : seuls respectivement 38 pour cent et 43 pour cent d'entre eux jugent son impact négatif (contre 56 pour cent des Français dans leur ensemble). À l'inverse, les autres groupes se distinguent par un jugement plus négatif, plus ou moins affirmé : si les deux tiers des Laissés pour Compte et des Inquiets Économiques voient l'impact de l'immigration d'un œil défavorable (respectivement 66 et 63 pour cent), le groupe des Nationalistes Identitaires est vent debout contre un quelconque bénéfice de l'immigration : 80 pour cent jugent que son impact est négatif, et même « très négatif » pour près d'un sur deux (48 pour cent contre 23 pour l'ensemble des Français).

Question : De manière générale, diriez-vous que l'immigration a eu un impact positif ou négatif sur la France ?



Question : De manière générale, diriez-vous que l'immigration a eu un impact positif ou négatif sur la France ?



Ce regard sur l'immigration se confirme tant sur la dimension culturelle qu'économique. L'argument selon lequel l'immigration bénéficierait à la vie culturelle du pays, faisant de la France un lieu plus animé et plus intéressant, est majoritairement rejeté (51 pour cent des Français s'opposent à cette affirmation, dont près d'un tiers fermement). Cet aspect sociétal renvoie aux crispations identitaires que l'on observe plus largement, et à l'amalgame qui est fait entre religion, identité culturelle de la France et immigration.

Il en est de même vis-à-vis de l'argument économique qui souligne les bénéfices de l'immigration en termes de nouveaux talents et de nouvelles opportunités poussant le pays vers la réussite : 55 pour cent de la population ne souscrit pas à cette idée, la position la plus rétive à cette affirmation rassemblant, là encore, près d'un tiers des Français (31 pour cent).

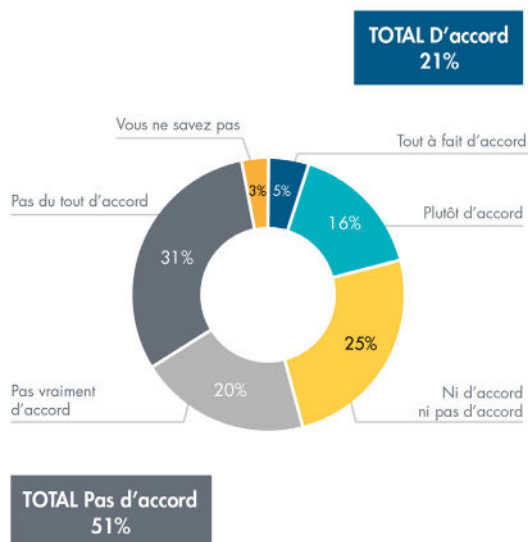
Cette question est clé dans la structuration de l'opinion française vis-à-vis de l'immigration et agit comme un véritable marqueur idéologique. On retrouve un socle d'environ 20 pour cent de la population qui adhère à l'impact positif de l'immigration sur la vie culturelle et économique du pays et qui voit ces nouveaux arrivants comme une opportunité. Environ un quart des Français ne se disent « ni d'accord, ni pas d'accord » avec ces affirmations, donnant à voir une attitude plus mesurée voire ambivalente, mais empreinte de l'idéal d'ouverture imprégnant l'histoire culturelle du pays. Enfin, la plus grande part de la population exprime aujourd'hui une défiance plus ou moins marquée envers le phénomène migratoire, près d'un tiers des Français constituant la frange la plus réfractaire à l'accueil de populations étrangères.

On retrouve sur ces questions les contours des différents groupes typologiques identifiés auparavant.

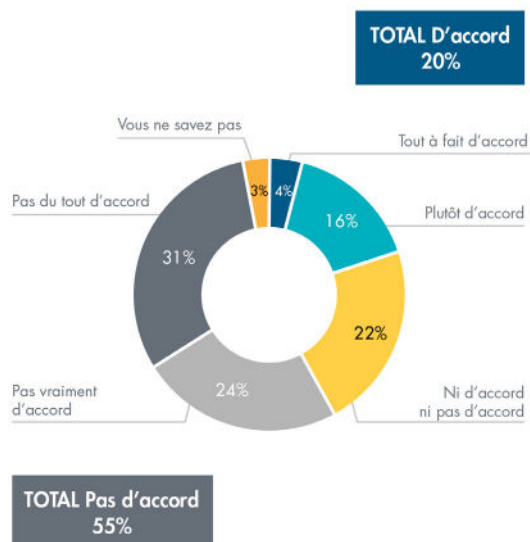
- La vision positive de l'immigration est portée en premier lieu par le groupe des Multiculturalistes, parmi lesquels un tiers environ ont un regard positif sur l'impact culturel (31 pour cent) comme économique (33 pour cent) de l'immigration. Un peu plus en retrait, mais se distinguant également par une vision plus largement positive du phénomène migratoire, le groupe des Humanitaires sont 27 pour cent à juger positivement l'impact de la mondialisation, tant sur le plan culturel qu'économique.
- Les Français les plus réticents face à l'immigration se retrouvent, là encore, au sein des Laissés pour Compte et, de manière plus forte encore, des Nationalistes Identitaires. Parmi les premiers, 62 pour cent récusent l'idée d'un impact culturel positif de l'immigration, et 68 pour cent pensent de même vis-à-vis de son impact économique. Les Nationalistes Identitaires quant à eux confirment ici un regard sans concession sur l'immigration : 76 pour cent et 79 pour cent respectivement estiment que son impact culturel et économique est négatif.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Aujourd'hui, l'immigration est bénéfique a la vie culturelle de la France car elle en fait un lieu de vie plus animé et plus intéressant



Aujourd'hui, l'immigration est bénéfique a l'économie de la France car elle apporte de nouveaux talents et de nouvelles opportunités, et pousse le pays vers la réussite

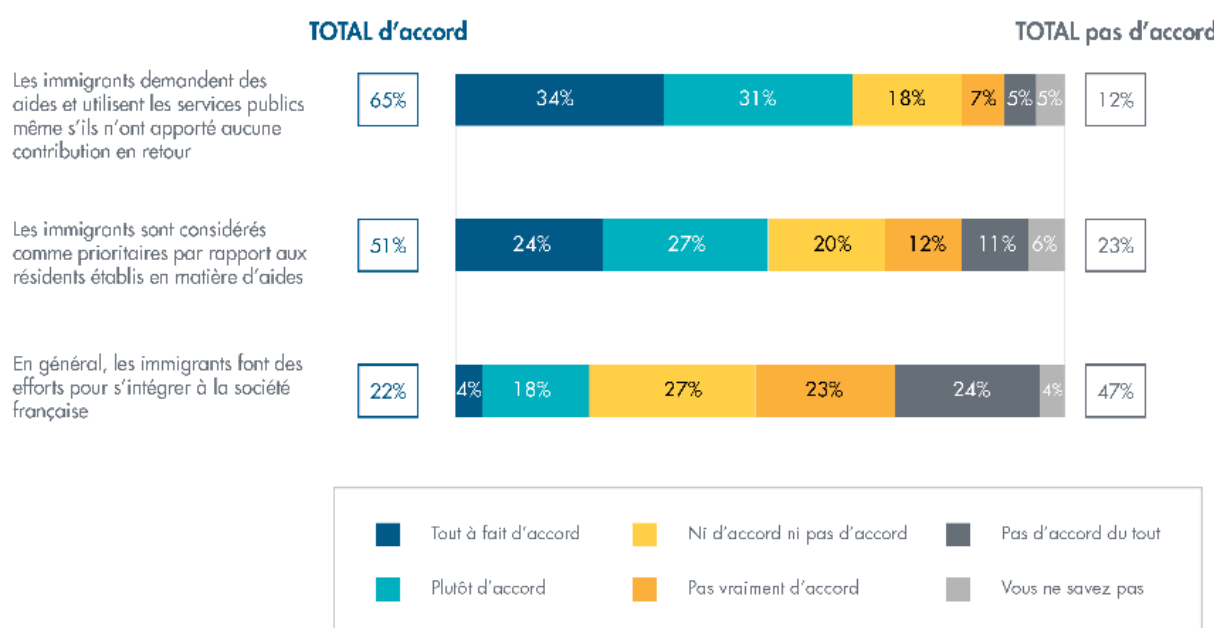


5.2 Immigration, contribution à l'économie française

Le regard porté par de nombreux Français sur l'immigration et, plus particulièrement, sur les immigrants eux-mêmes est très sévère. Cela fait écho à une spécificité de l'échiquier politique français, au sein duquel, depuis 35 ans, le Front National s'est implanté et qui a pu diffuser ses grilles d'analyse au sein de la société française. Dans une étude récente menée pour la Fondation Jean Jaurès sur les jeunes militants de ce parti âgés entre 15 et 30 ans, on a pu constater que 70 pour cent de ces jeunes étaient nés dans une famille sympathisante du FN. On observe ainsi que les idées du Front National se développent et se diffusent en grande partie par un phénomène de reproduction. Néanmoins, au-delà de l'engagement militant, on observe dans cette étude à quel point ces idées se sont répandues dans les discours et colorent très largement la manière d'appréhender la question migratoire en France.

En premier lieu, les Français partagent largement **l'idée selon laquelle les immigrants perçoivent des aides et utilisent des services publics même s'ils n'ont apporté aucune contribution en retour** : les deux tiers approuvent cette affirmation, dont un tiers qui s'en montre convaincu.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



Les immigrants sont considérés comme prioritaires par rapport aux résidents établis en matière d'aides.

TOTAL D'accord

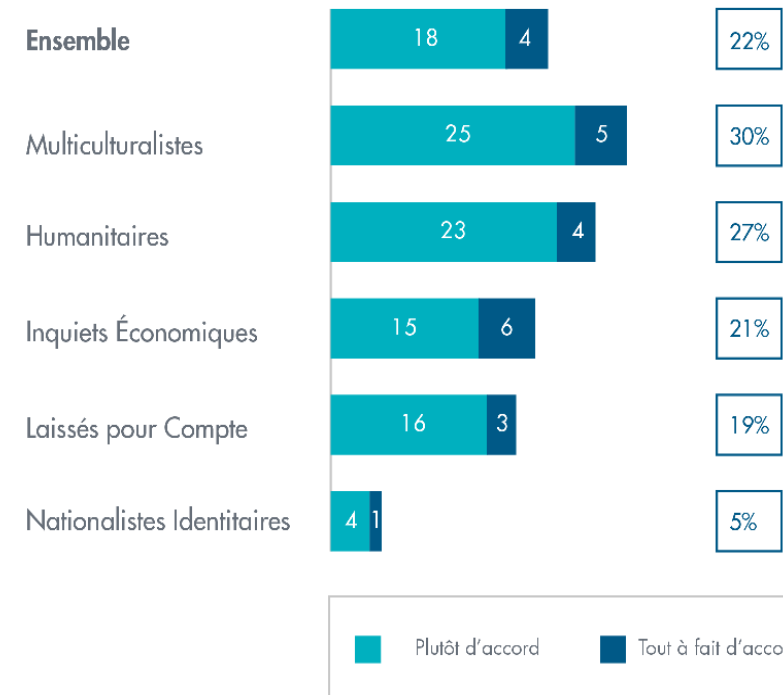
En pourcentage



En général, les immigrants font des efforts pour s'intégrer à la société française.

TOTAL D'accord

En pourcentage



Plus encore, le sentiment d'abandon d'une partie de la population se retrouve dans le sentiment, largement ancré, que les immigrants deviennent prioritaires pour les aides sociales par rapport aux résidents nationaux : un Français sur deux souscrit à cette idée, avec une base de certitude élevée (un quart – 24 pour cent – se dit « tout à fait d'accord » avec cette affirmation).

Si les discours répétés durant des années par le FN ont pu s'enraciner dans les esprits, c'est qu'un terreau favorable à leur développement est apparu, nourri notamment par les difficultés économiques ressenties et la crainte du déclassement qui en découle, comme on a pu l'observer depuis plusieurs années et comme le confirme cette étude (« c'est de plus en plus difficile pour une personne comme moi de réussir »).

« Ils ont beaucoup d'avantages, contrairement aux Français » (Inquiets Économiques)

« Il faut les aider OK, mais on a construit un beau chapiteau pour les mettre en sécurité, mais nous nos Français qui sont dans la rue et qui meurent tous les jours, qui dorment près des bouches de métro... » (Inquiets Économiques)

L'accueil de populations étrangères est ainsi vécu comme un effort, voire comme un sacrifice, dont, en outre, rien ne peut être attendu en retour. En effet, et c'est là un point névralgique dans l'état d'esprit des Français, les immigrants ne font, aux yeux de près d'un Français sur deux, aucun effort pour s'intégrer à la société française. Seul un Français sur cinq soutient l'inverse (22 pour cent).

« On a une enveloppe avec un nombre de bénéficiaires. C'est l'absence de cotisations qui me choque. Que celui qui ne cotise rien ait droit à tout, moi ça me gêne. Aujourd'hui on a x pour cent de personnes imposées sur le revenu, je suis d'avis que quelqu'un qui utilise les trucs paye pour la collectivité. » (Inquiets Économiques)

« S'intégrer à notre France. Moi j'ai visité le Maroc, la Tunisie, je me suis intégrée, je me suis habillée comme eux. Si on met une mini-jupe, c'est 'Regarde comment elle est habillée, trop provocante'. Au hammam, tu couvres ta tête, OK, j'accepte. Eux ils voudraient faire la même chose ici. » (Inquiets Économiques)

« Ceux qui ne font pas l'effort de travailler ils partent. S'ils ne parlent pas notre langue, ils ne peuvent pas trouver du travail » (Humanitaires)

Si les jugements sont durs, une certaine ambivalence se fait pourtant jour. La plus grande part de la population s'accorde à reconnaître que les immigrés sont prêts à accepter des conditions de travail difficiles que les autres Français refusent : 56 pour cent sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les immigrés sont souvent prêts à travailler plus dur pour des salaires inférieurs (20 pour cent pensent l'inverse, et constituent le cœur de la frange la plus hostile à l'accueil d'étrangers sur le territoire) ; 46 pour cent déclarent que les immigrés exercent souvent des métiers nécessaires que les Français ne veulent plus exercer (24 pour cent s'opposent à cette idée).

Néanmoins, ces positions sont à analyser avec prudence, car elles peuvent être à double tranchant. L'argument selon lequel les immigrés, en acceptant de plus bas salaires, poussent les salaires moyens à la baisse a été par exemple un des arguments phares répété par le camp de

Nigel Farage au Royaume-Uni, et qui a pesé dans le choix de nombreux électeurs en faveur du Brexit. C'est également l'un des marronniers des discours du FN en France.

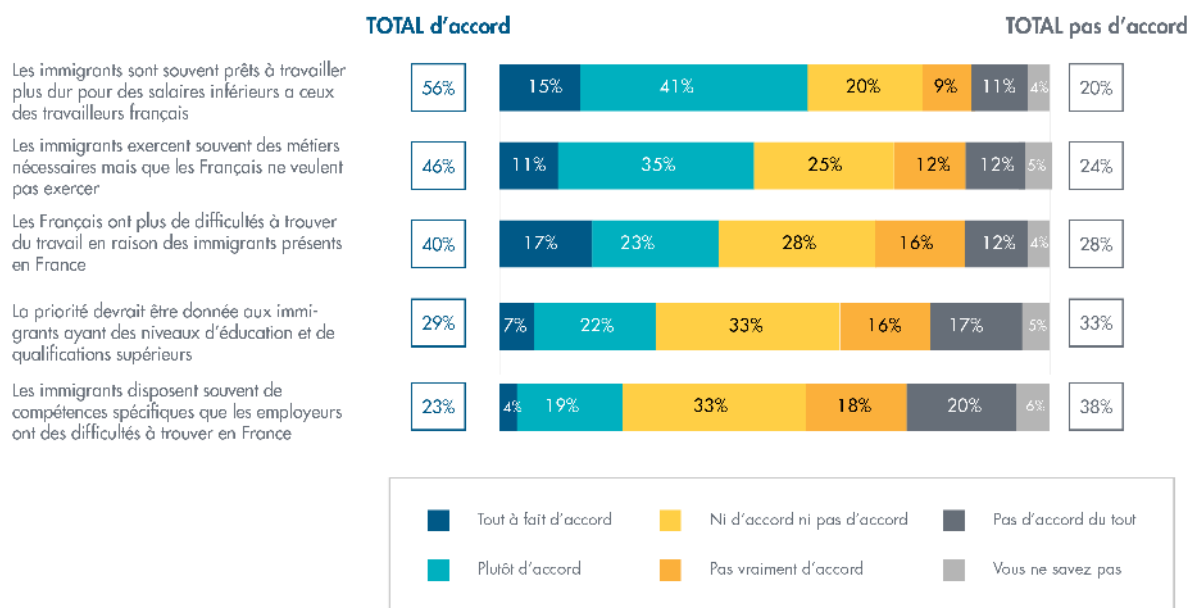
« Le marché au noir ; les restaurateurs emploient des Indiens à moindre coût et du coup on embauche pas les autres ; ça casse la concurrence » (Inquiets Économiques)

« Ça maintient les salaires vers le bas. Ça retarde la modernisation, l'investissement, l'innovation. C'est un frein sur la modernisation du pays. Ça handicape, ça fait une créance sur le social plus tard. Les gens sont exploités mais passent en sécurité sociale. Ça coûte à la collectivité. C'est le kleenex. » (Inquiets Économiques)

Il faut lire ces résultats à la lumière des craintes et crispations suscitées par la mondialisation et ses conséquences sur l'économie du pays et des ménages français. Dans les interventions de Marine Le Pen, la mondialisation est décrite comme une opportunité pour le grand patronat qui peut ainsi faire venir en France de la main d'œuvre moins onéreuse, en opposition à la population française qui en serait victime.

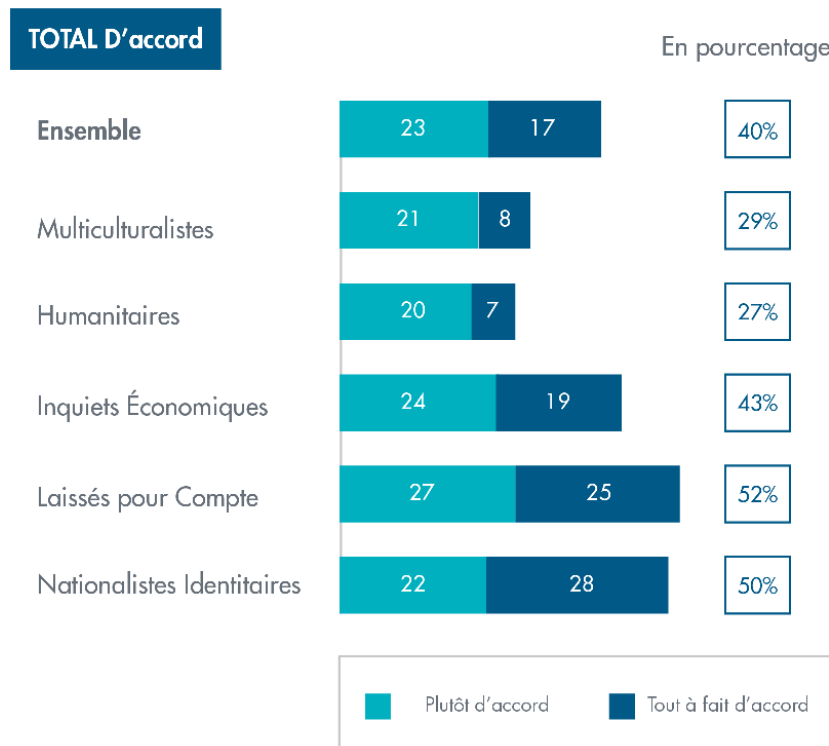
Ce sentiment se ressent dans l'opinion publique : quatre Français sur dix souscrivent à l'idée selon laquelle les Français ont plus de difficultés à trouver du travail en raison des immigrants présents dans le pays, contre seulement 28 pour cent qui s'y opposent.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

Les Français ont plus de difficultés à trouver du travail en raison des immigrants présents en France.



La question de « l'immigration choisie », leitmotiv de Nicolas Sarkozy durant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 et qui était censée réconcilier les Français avec l'accueil des populations étrangères qualifiées en opposition à « l'immigration subie », ne fait plus recette, mais démontre bien l'ambivalence que nous notons par ailleurs : 29 pour cent des Français estiment que la priorité devrait être donnée aux immigrants disposant de niveaux d'éducation et de qualification supérieurs (33 pour cent s'y opposant et un autre tiers ne se prononçant pas). Cela montre à quel point le sujet aujourd'hui est devenu celui du rejet de l'immigration en tant que telle, quelle que soit sa forme. À cet égard, les raisons avancées dans les médias pour expliquer l'accueil généreux fait par l'Allemagne aux migrants venus notamment de Syrie et d'Irak (compte tenu de sa population vieillissante, l'Allemagne avait intérêt pour la vitalité de son économie à accueillir de la main d'œuvre qualifiée) n'ont pas eu de grand écho dans l'opinion française.

« En Allemagne : ils ont accueilli 1 million de migrants. Ils ont ouvert les vannes, mais ils ont une population vieillissante donc ils avaient une nécessité économique. Ils leur ont fait faire des vêtements, mais ils leur ont aussi donné un petit manuel de comment on se comporte : ne pas insulter les femmes, à la piscine... » (Inquiets Économiques)

D'ailleurs, peu nombreux sont les Français qui jugent que l'immigration « choisie » ou « qualifiée » est pertinente. Près d'un quart (23 pour cent) juge que les immigrants disposent souvent de compétences spécifiques que les employeurs ont du mal à trouver en France. À l'inverse, 38 pour cent rejettent cet argument qui avait été largement diffusé au Royaume-Uni par les tenants du

« Remain » lors du référendum sur la sortie de l'Union Européenne, s'appuyant notamment sur des secteurs comme la santé où le manque de diplômés britanniques est depuis de nombreuses années comblé par l'embauche de personnels étrangers.

« J'ai le sentiment que le Syrien on essayait de le présenter comme une opportunité, avec une formation, des compétences. Dans le lot, des médecins... je ne veux pas qu'on me mente. » (Inquiets Économiques)

Ici encore, la lecture des résultats de l'analyse typologique est particulièrement éclairante sur la manière dont se structure, en profondeur, le regard de la population française.

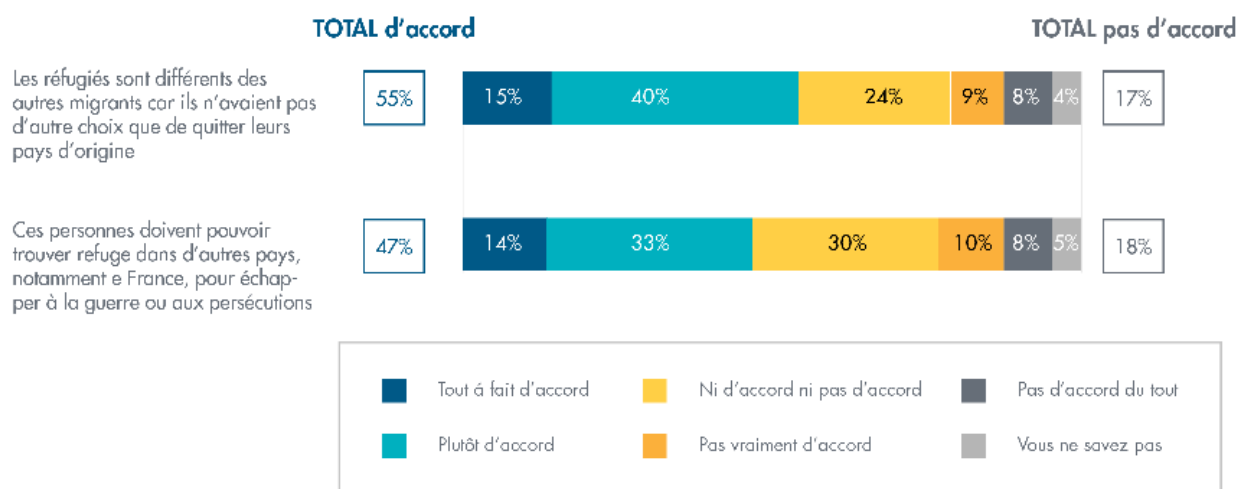
- Les Multiculturalistes et les Humanitaires partagent un regard bien plus bienveillant et positif sur les immigrants, sur tous les aspects. Les Humanitaires se distinguent particulièrement par leurs réponses positives sur les difficultés que rencontrent les immigrants à l'arrivée en France et la façon dont ils y font face. Ils sont ainsi 73 pour cent à juger que les immigrants sont souvent prêts à travailler plus dur pour des salaires inférieurs (contre 56 pour cent de l'ensemble des Français). Plus de 60 pour cent estiment que les immigrants exercent souvent des métiers nécessaires que les Français ne veulent pas exercer (contre 46 pour cent). Enfin, un tiers (30 pour cent) juge que les immigrants disposent souvent de compétences spécifiques que les employeurs ont des difficultés à trouver en France (contre 23 pour cent). À l'inverse, le groupe des Inquiets Économiques partage vis-à-vis des immigrants des opinions proches de la moyenne nationale, ne se démarquant ni par un soutien particulier, ni par une posture de rejet.
- Les Laissés pour Compte et les Nationalistes Identitaires se rapprochent autour d'une appréhension négative des immigrants, là encore suivant deux niveaux d'intensité (les Nationalistes Identitaires étant les plus durs dans leur jugement). Ce rejet semble motivé par d'autres craintes que celles de source économique, particulièrement ce qui concerne les Nationalistes Identitaires. En effet, l'immigration « choisie » n'est pas une solution satisfaisante pour 39 pour cent des Laissés pour Compte et 42 pour cent des Nationalistes Identitaires (contre 33 pour cent des Français).

6. Les attitudes face aux réfugiés

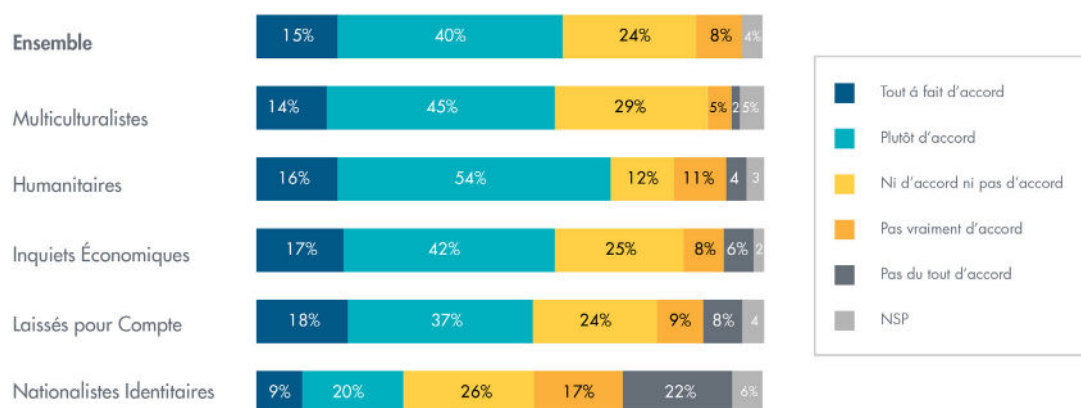
6.1 Des réticences à l'accueil des réfugiés

La majeure partie des Français reconnaît le statut particulier des réfugiés dans les flux migratoires : 55 pour cent s'accordent en effet à dire que les réfugiés sont différents des autres migrants de par la nature forcée de leur déplacement (17 pour cent se prononcent néanmoins contre cette affirmation, pour 24 pour cent qui ne se positionnent pas).

Question : En pensant spécifiquement aux réfugiés qui viennent en France aujourd'hui, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacun des énoncés suivants ?



Les réfugiés sont différents des autres migrants car ils n'avaient pas d'autre choix que de quitter leurs pays d'origine.



Fidèle à la tradition humaniste française, une part importante de la population (mais néanmoins minoritaire à 41 pour cent) estime que « nous devrions accepter les réfugiés en France car l'accueil des personnes fuyant la guerre et la violence fait partie de la culture de notre pays ». 15 pour cent en sont même convaincus, proportion équivalente à ceux qui y sont le plus hostiles.

En outre, les nations européennes portent aux yeux de nombreux sondés une responsabilité dans les conflits sévissant en Afghanistan, en Irak et en Syrie, et devraient donc assumer l'accueil sur

leur sol des réfugiés issus de ces pays. 43 pour cent de la population est d'accord avec ce constat, contre 25 pour cent qui rejettent cette responsabilité.

Dans le même registre, un sondé sur deux (47 pour cent) juge que ces personnes doivent pouvoir trouver refuge dans d'autres pays, notamment en France, pour échapper à la guerre et aux persécutions (18 pour cent s'y montrant hostiles et 30 pour cent ne se déclarant « ni d'accord, ni pas d'accord »). Cette dernière affirmation est toutefois loin de faire consensus, marquant le déclin de la tradition française d'accueil des populations réfugiées. Si près de la moitié des Français se retrouve sur une posture théorique de bienveillance envers les réfugiés, rien ne dit que ce soit en France que ces populations puissent trouver un refuge, plutôt que dans d'autres pays voisins.

Au-delà des jugements théoriques sur la question des réfugiés, les freins sont nombreux à leur accueil sur le territoire français, et certains nient le statut de réfugiés des populations migratoires récemment arrivées en France.

*« Sur Alep, c'est marrant qu'on se réveille 4 ans après. Ça fait 4 ans qu'elle dure cette guerre. C'est un carnage, mais on a déjà vu une guerre à la télé »
(Inquiets Économiques)*

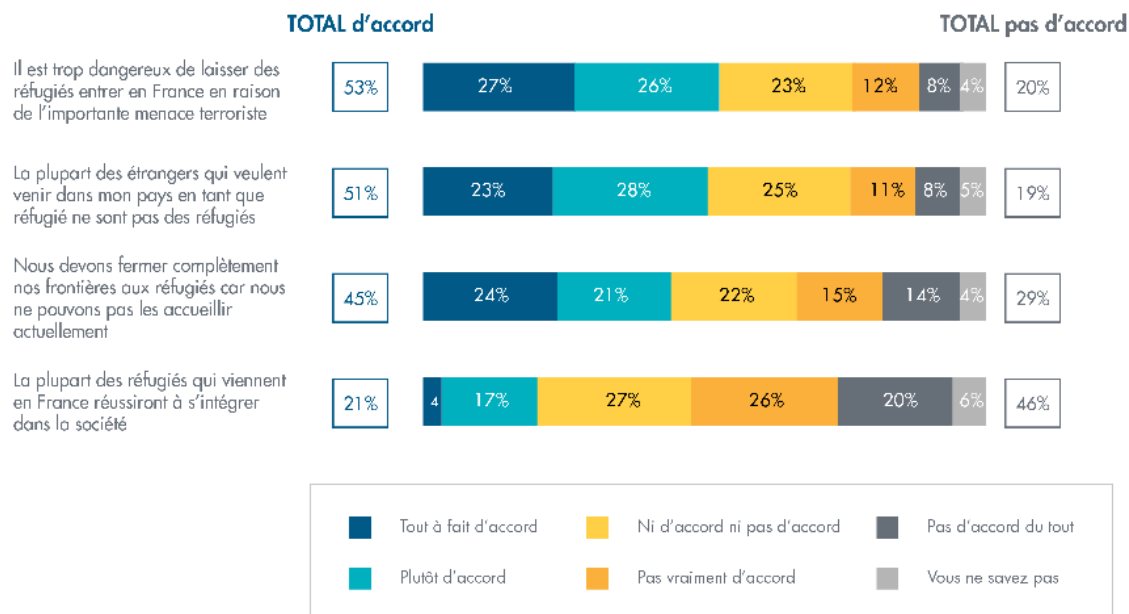
Un Français sur deux (51 pour cent) juge que la plupart des étrangers voulant venir en France en tant que réfugiés n'entrent pas dans les critères de ce statut juridique (seuls 19 pour cent les associent à de véritables réfugiés, 25 pour cent ne se positionnent pas), ce qui justifie leur hostilité à l'accueil des populations venant de Syrie ou d'Irak.

« Il y a 80 pour cent d'hommes. Où sont les femmes ? Je me dis qu'on se fout de ma gueule. Les entretiens sont ridicules. Il n'y a pas d'enquêtes. Je ne veux pas la responsabilité de loger des Syriens car on n'a aucun moyen de vérifier la cohérence de leur propos. » (Inquiets Économiques)

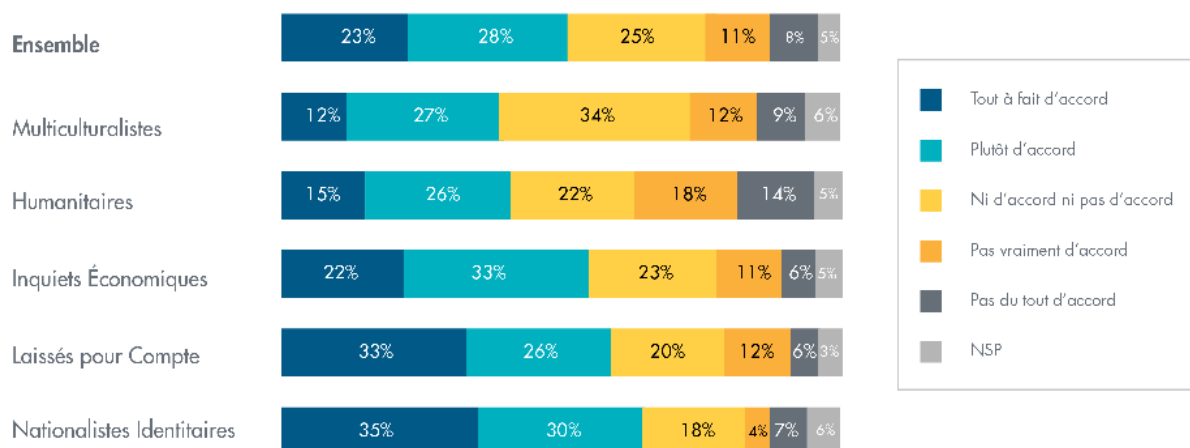
Autre justification autour de laquelle une majorité de la population se rassemble, et qui peut ajouter au flou du statut des migrants évoqué ci-dessus : le danger que l'accueil de populations réfugiées présente au regard de la menace terroriste. Plus d'un Français sur deux (53 pour cent) soutient cette idée, dont un quart (27 pour cent) pour lequel cette crainte est très présente. Par contre, 20 pour cent des interviewés s'opposent à cette affirmation et 23 pour cent ne se positionnent pas. La prégnance de ce risque dans les discours politiques s'est renforcée, depuis la date de cette enquête, suite à l'attentat perpétré contre le marché de Noël de Berlin. Le contrôle des frontières européennes ou nationales se retrouvait ainsi au sommet des priorités dans la plupart des programmes de candidats à l'élection présidentielle française de cette année.

« On a retrouvé des réflexes, des barbelés et des murs pour empêcher des gens de passer, on a retrouvé ce repli identitaire et de plus en plus de gens veulent retrouver les frontières. » (Humanitaires)

Question : En pensant spécifiquement aux réfugiés qui viennent en France aujourd'hui, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacun des énoncés suivants ?



La plupart des étrangers qui veulent venir dans mon pays en tant que réfugié ne sont pas des réfugiés.



Nous devons fermer complètement nos frontières aux réfugiés car nous ne pouvons pas les accueillir actuellement.

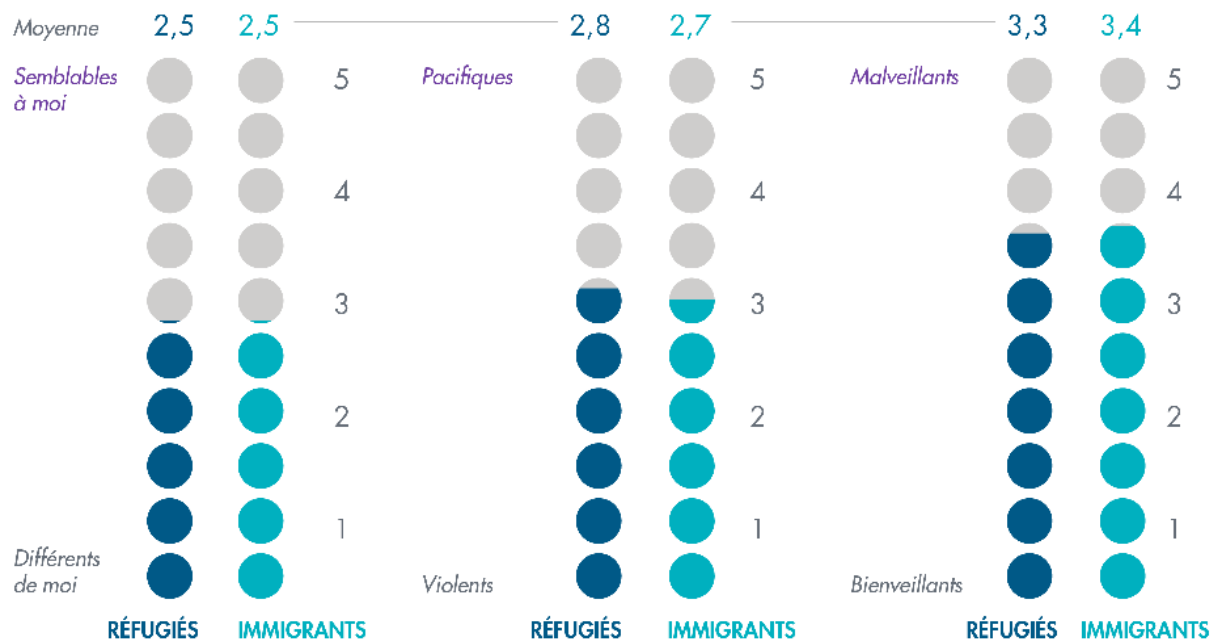


6.2. La compréhension des définitions : réfugiés et immigrants

Si les Français distinguent bien la situation personnelle des réfugiés par rapport aux autres immigrants, ils ont tendance à appréhender les deux populations de la même manière. Le choix des termes est déterminant, et en France c'est le concept de « migrant », qui ne distingue pas entre réfugiés et immigrants, qui s'est aujourd'hui imposé dans les discours pour évoquer les populations arrivant de Syrie, d'Irak ou d'Afrique. L'amalgame fait entre les deux types de situations migratoires semble imprégner les représentations associées à chacun des termes et peut expliquer le fait qu'une majeure partie des Français appréhende l'accueil des réfugiés de la même manière que l'immigration en général.

Les mots associés aux concepts de « réfugiés » et « d'immigrants » ne font émerger aucun trait distinctif et le jugement est très proche entre les deux. Réfugiés et immigrants sont placés au même niveau sur l'échelle des qualificatifs allant de « violents » à « pacifiques » ; de même pour les polarités « semblables à moi » / « différents de moi » ainsi que « bienveillants » / « malveillants ». À noter que sur ce dernier couple de mots, à la différence des deux premiers, réfugiés et immigrants sont placés, en moyenne, plus proches de la malveillance que de la bienveillance, preuve du préjugé plutôt négatif porté sur les réfugiés autant que sur les immigrants.

Question : Vous trouverez ci-dessous des paires de mots. Pour chacune d'entre elles, veuillez déplacer le curseur pour indiquer où vous placeriez les groupes suivants ?



In fine, près d'un sondé sur deux (45 pour cent) se prononce en faveur de la fermeture des frontières nationales aux immigrants, y compris aux réfugiés, faute de pouvoir les accueillir, un quart (24 pour cent) se montrant particulièrement fermes sur leur position. La part de Français envisageant la possibilité d'un accueil, même partiel, ne s'élève qu'à 29 pour cent.

Le principal argument avancé est celui d'une économie défaillante qui ne peut pas se permettre d'absorber un afflux de population supplémentaire. À cet égard, peu nombreux sont les Français qui estiment que la France peut se permettre d'ouvrir ses portes aux réfugiés, et qu'elle aurait à ce titre une obligation morale de le faire : 18 pour cent partagent cet avis, contre 59 pour cent qui jugent que ce n'est pas le cas – parmi lesquels 36 pour cent qui sont vent debout contre cette affirmation.

Ces craintes fortes sont à mettre en lien avec l'ampleur du phénomène migratoire actuel, à un niveau inédit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Même si les conséquences de l'immigration sont difficiles à mesurer pour les populations européennes, celles-ci se retranchent derrière un principe de précaution. La sémantique qui s'est imposée dans les discours médiatiques et politiques français sur le sujet, autour des termes de « vague migratoire », voire de « submersion » - propagés par l'extrême droite mais aussi par des partis de gouvernement - traduisent un sentiment d'impuissance des pouvoirs publics face aux flux migratoires.

C'est un élément crucial dans la façon dont se structure l'opinion publique face à la question des réfugiés. Une large majorité de Français (67 pour cent) anticipe ainsi que « si la France et l'Europe accueillent un grand nombre de réfugiés, cela encouragera encore plus de personnes issues de lieux comme l'Afrique, la Syrie, à venir en Europe ». Un tiers des personnes interrogées (34 pour cent) s'en montrent convaincues, contre seulement 11 pour cent qui rejettent cette idée.

En filigrane, **ces craintes sont liées à de sérieuses problématiques identitaires et révèlent le poids majeur de la question culturelle dans les esprits**. Les résultats de cette étude le démontrent : seuls 21 pour cent des personnes interrogées souscrivent à l'idée selon laquelle « la plupart des réfugiés qui viennent en France réussiront à s'intégrer dans la société », contre 46 pour cent qui pensent l'inverse. L'analyse qualitative confirme cette vision identitaire en relevant que c'est un aspect culturel qui constitue pour ces personnes le frein majeur à l'accueil des réfugiés.

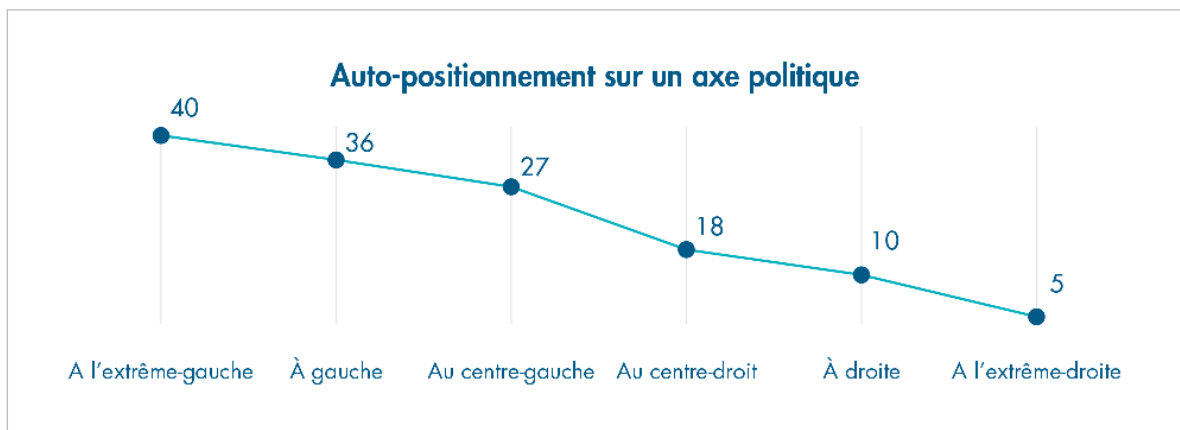
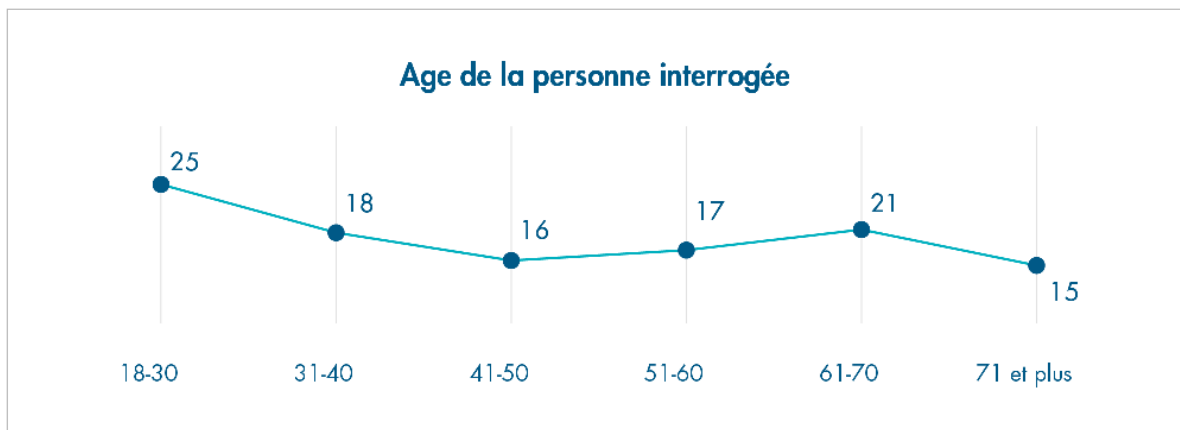
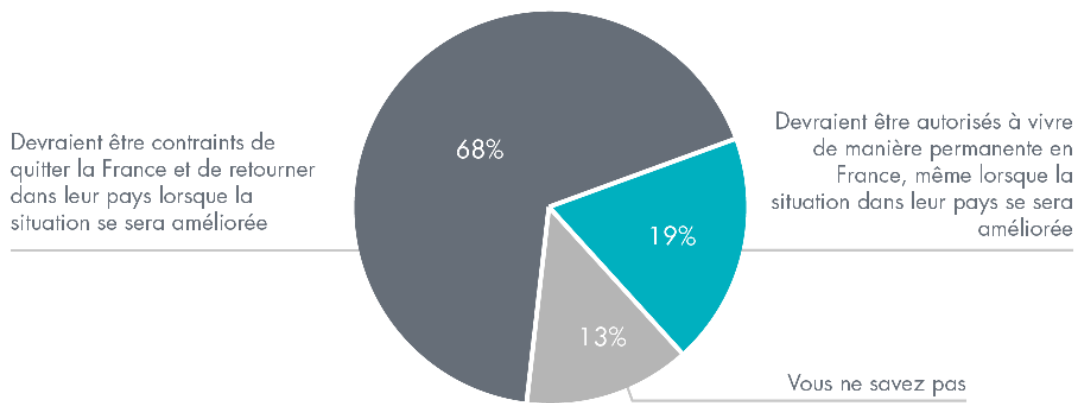
6.3. L'assimilation, condition sine qua non à l'accueil des réfugiés

Les Français se montrent majoritairement frileux, voire totalement rétifs pour environ un tiers d'entre eux à l'accueil de réfugiés sur le sol français. En-dehors de cette frange de la population, l'ouverture mesurée des frontières peut être envisagée, mais de manière très restrictive.

En premier lieu, peu nombreux sont ceux qui sont prêts à accepter un accueil durable des réfugiés : pour 68 pour cent des personnes interrogées, ces derniers devraient être contraints de quitter la France pour rentrer dans leur pays lorsque la situation dans leur pays d'origine se sera améliorée (19 pour cent estiment que les réfugiés devraient être autorisés à vivre de manière permanente en France et 13 pour cent ne se prononcent pas).

Par ailleurs, les Français semblent n'accepter cet accueil que si les populations s'installant sur le territoire font preuve d'une véritable volonté d'intégration, voire d'assimilation, ce qui paraît contradictoire avec la volonté de ne les accueillir que pendant la durée des crises au sein de leur pays d'origine.

Question : Selon vous, les réfugiés que la France accepte... ?



Les différences culturelles sont source de nombreuses craintes, et beaucoup estiment qu'elles devraient être gommées. L'idée selon laquelle les réfugiés qui viennent en France aujourd'hui rendent le pays plus ouvert aux nouvelles idées et cultures laisse une large part de la population sceptique. **Dans un contexte de repli identitaire, l'enrichissement culturel que permettrait l'accueil de nouvelles populations ne trouve que peu de soutiens, et l'idée d'une France multiculturelle, riche du brassage de populations diverses, est de plus en plus décriée.**

Il est intéressant de noter à cet égard la manière dont est envisagée la laïcité dans de nombreux

discours, notamment ceux observés dans les études qualitatives menées depuis plusieurs mois. Si ce pilier républicain est cité comme un des éléments clés de l'identité française, force est de constater qu'elle est instrumentalisée par une frange importante de la population pour justifier leur rejet de l'Islam.

« Garder et préserver [la religion] dans le cadre de l'intimité, la transmission de la langue, les habitudes, la cuisine, les chansons, l'artisanat, la lecture on peut le faire sans être expansif, pas besoin de le mettre en avant, c'est la position du migrant » (Humanitaires)

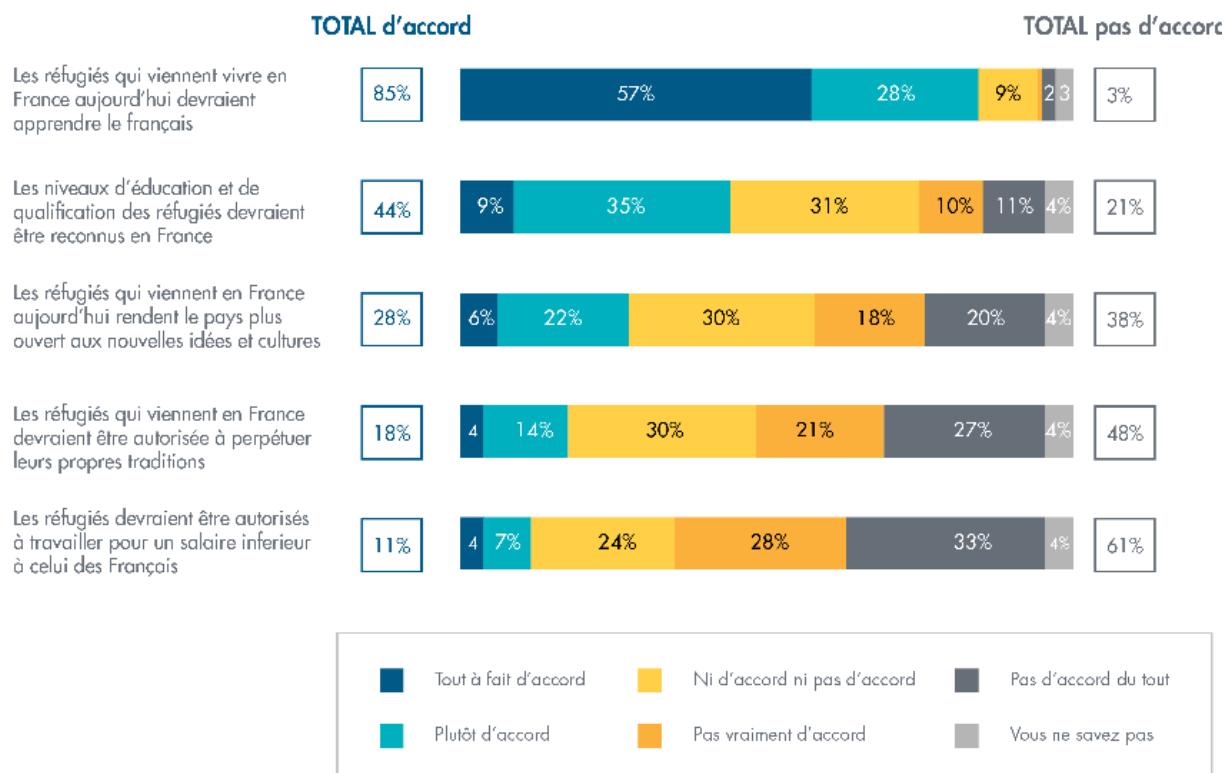
Le creuset républicain, autrefois synonyme de réussite pour une nation reconnaissant la diversité culturelle, mais parvenant à faire corps sous le sceau d'une République une et indivisible, semble désormais symboliser une identité unique et assimilatrice.

« Ça dépend d'où ils viennent c'est différent ; si c'est le Moyen-Orient s'il est musulman, faut un contrat social, que ça n'influe pas sur nos valeurs à nous, il ne faut pas abandonner, mais faut essayer de s'adapter, pour nous le progrès se rétrograde, c'est compliquer à assimiler. » (Humanitaires)

« C'est être reconnaissant de la culture, se rendre transparent dans l'environnement dans lequel il est. » (Inquiets Économiques)

Ce constat est confirmé par les résultats de cette étude : la majeure partie de la population (48 pour cent) juge que les réfugiés venant en France ne devraient pas être autorisés à perpétuer leurs propres traditions. Moins d'un Français sur cinq (18 pour cent) accepterait que ces populations continuent à vivre selon leur culture sur le sol français, 30 pour cent ne se prononçant ni sur l'une ou l'autre de ces propositions.

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes à propos des réfugiés venant en France actuellement ?



L'intégration passe avant tout par l'apprentissage de la langue française, condition *sine qua non* à l'acceptation de la présence de réfugiés sur le territoire. Cette idée fait consensus : 85 pour cent des personnes interrogées partagent cette opinion (dont 57 pour cent qui se disent « tout à fait d'accord » avec cette idée).

Mais au-delà de l'apprentissage de la langue, l'intégration passe aussi par une égalité de statut avec la population d'accueil : si la majeure partie des Français (44 pour cent) estime que les qualifications et niveaux d'éducation des réfugiés doivent être reconnus en France (21 pour cent s'y opposant néanmoins), leurs conditions d'emploi doivent être strictement identiques à celles des salariés français afin de ne pas niveler les salaires vers le bas : seuls 11 pour cent jugent que les réfugiés devraient pouvoir être autorisés à travailler pour un salaire inférieur à celui des Français, 61 pour cent rejetant cette possibilité.

On observe sur la question des réfugiés les mêmes dynamiques qui structurent les groupes de l'analyse typologique. Si les grands équilibres observés à l'échelle de l'ensemble de la population se retrouvent en large partie au sein de chacun des groupes, leurs positions se distinguent clairement.

- Le groupe des Humanitaires se distingue de par leur compassion : il s'agit du seul groupe qui reconnaît largement la différence entre réfugiés et autres migrants (70 pour cent partagent ce sentiment, contre 55 pour cent de l'ensemble de la population) et la nécessité de leur trouver un refuge (63 pour cent, contre 47 pour cent de l'ensemble). Ce sont les Humanitaires qui rejettent aussi le plus largement l'idée selon laquelle il serait trop dangereux d'accueillir les réfugiés en raison de la menace terroriste (37 pour cent, contre 20 pour cent de l'ensemble). Malgré cette posture d'ouverture, une majorité des Humanitaires comme des Multiculturalistes n'envisage l'accueil qu'à court terme : respectivement 58 et 55 pour cent estiment que les réfugiés devraient retourner dans leur pays lorsque la situation le permettra (contre 68 pour cent de l'ensemble de la population).
- Une des principales différences entre Multiculturalistes et Humanitaires se joue dans leur conception de l'accueil des réfugiés en pratique et dans le rapport à l'assimilation ou l'intégration. L'opinion des Humanitaires rejoint celle du reste de la population sur la volonté d'assimilation des réfugiés, là où les Multiculturalistes accordent plus de place aux différences culturelles. L'apprentissage de la langue apparaît plus incontournable aux yeux des Humanitaires (96 pour cent estiment que les réfugiés doivent apprendre le Français contre 78 pour cent des Multiculturalistes et 85 pour cent de l'ensemble de la population). Les attitudes sont aussi différentes quant à la possibilité pour les réfugiés accueillis en France de perpétuer leurs propres traditions : 50 pour cent des Humanitaires sont réticents à cette idée lorsqu'ils ne sont que 29 pour cent à y être défavorables parmi les Multiculturalistes. Le clivage est le même autour de la question du travail des réfugiés à des salaires inférieurs aux nationaux : les Humanitaires se révèlent très rétifs à cette idée (80 pour cent, soit le taux le plus élevé, aux côtés des Laissés pour Compte), alors que les Multiculturalistes sont à l'inverse le groupe le plus enclin à l'accepter (seuls 49 pour cent y sont opposés).
- Si les Inquiets Économiques sont alignés avec l'opinion de l'ensemble de la population vis-à-vis des réfugiés, à l'instar de l'attitude qui peut être observée vis-à-vis des immigrants, ils se différencient par leur opinion vis-à-vis de la fermeture des frontières. Ils rejoignent ainsi des jugements proches de ceux exprimés par les Laissés pour Compte et (dans une moindre mesure) les Nationalistes Identitaires. Une majorité d'entre eux juge en effet qu'il faut fermer complètement les frontières aux réfugiés du fait du manque de capacités d'accueil (53 pour cent contre 45 pour cent de l'ensemble de la population, 55 pour cent des Laissés pour Compte et 67 pour cent des Nationalistes Identitaires).

- Partant de cette incapacité à les accueillir, les Inquiets Économiques rejoignent les Laissés pour Compte et les Nationalistes Identitaires dans un rejet très majoritaire de l'accueil durable des réfugiés : 75 pour cent estiment que ceux-ci devraient être contraints de quitter la France lorsque la situation se sera améliorée, à l'instar de 75 pour cent de Laissés pour Compte et 84 pour cent de Nationalistes Identitaires.
- Néanmoins, les Inquiets Économiques se désolidarisent des deux autres groupes les plus réfractaires à l'accueil autour des conditions de l'accueil. Alors que les Laissés pour Compte et, à plus forte mesure, les Nationalistes Identitaires se distinguent par un jugement plus dur que l'ensemble des Français à ce sujet, les Inquiets Économiques traduisent un sentiment plus mesuré, proche de celui exprimé à l'échelle de la population globale, et ne se distinguent pas particulièrement sur les questions relatives aux conditions d'accueil.
- En ligne sur un certain nombre d'opinion, les Nationalistes Identitaires et les Laissés pour Compte se divisent sur la question des conditions d'accueil des réfugiés les Nationalistes Identitaires sont proportionnellement plus nombreux à rejeter l'idée selon laquelle les réfugiés rendent le pays plus ouvert aux nouvelles idées et cultures (67 pour cent – seul groupe au sein duquel cette perception est majoritaire – contre 47 pour cent des Laissés pour Compte et 38 pour cent de l'ensemble de la population).
- La différence entre ces deux groupes est encore plus frappante sur la question du travail des réfugiés : 70 pour cent des Laissés pour Compte, particulièrement crispés sur l'impact économique qu'ils perçoivent de la mondialisation, s'opposent à l'idée que les réfugiés puissent travailler pour des salaires inférieurs. Les Nationalistes Identitaires se montrent quant à eux moins réticents : 59 pour cent ne souhaitent pas qu'une telle différence puisse être faite entre travailleurs réfugiés et travailleurs français. Les réticences de chacun de ces deux groupes proviennent donc d'un socle idéologique et de perceptions bien différentes : le sentiment d'abandon pour les uns, la question identitaire pour les autres.

6.4. L'accueil et l'aide aux réfugiés

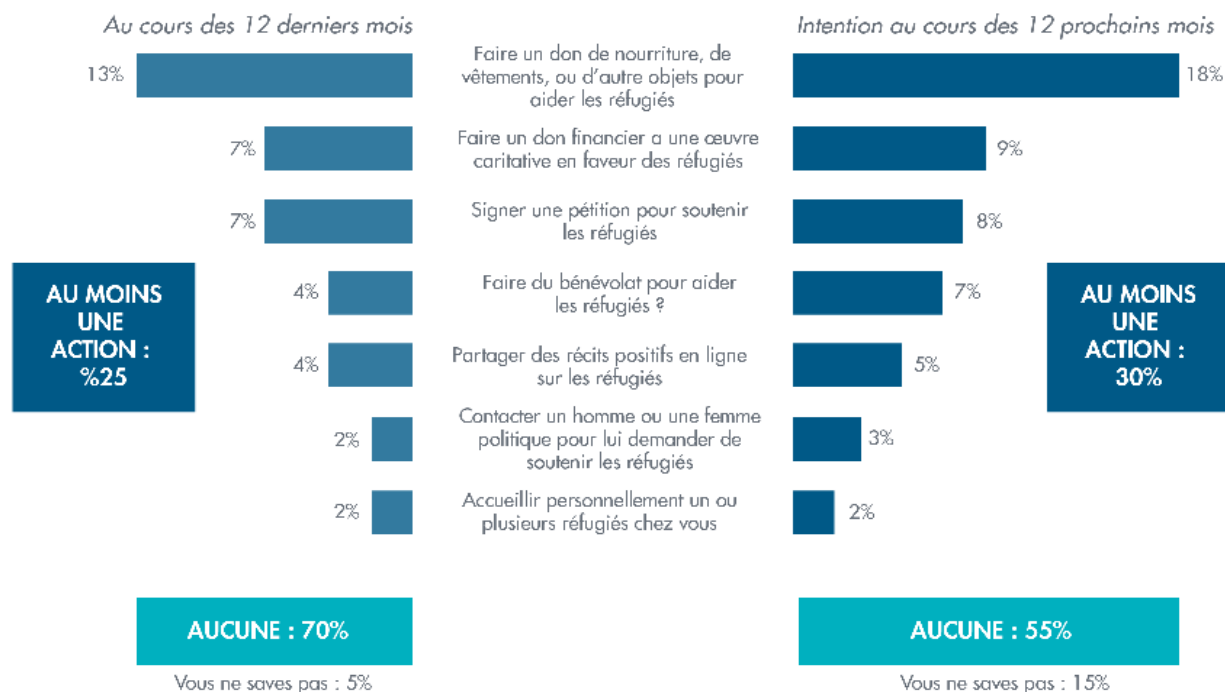
Si la majeure partie de la population fait preuve de nombreuses craintes face à l'ouverture des frontières aux réfugiés, **une frange non négligeable de la population soutient tout de même une politique d'accueil plus volontariste, voire se montre prête à s'impliquer personnellement.**

L'action du gouvernement en la matière apparaît suffisante, voire trop importante pour une majorité de la population (30 pour cent estiment qu'elle est suffisante et 38 pour cent jugent que les pouvoirs publics devraient en faire moins pour aider les réfugiés). Pourtant, **17 pour cent des Français appellent de leurs vœux une politique d'aide plus volontariste, ce qui fait écho au 20 pour cent d'opinions positives et bienveillantes à l'égard des immigrés et réfugiés.** Cette population est principalement située à gauche de l'échiquier politique français ; 55 pour cent de ceux qui se situent à l'extrême gauche souhaitent une politique d'aide plus ambitieuse, tout comme 28 pour cent des Français qui se disent à gauche et 26 pour cent de ceux qui se positionnent au centre gauche.

Sans attendre l'action publique, **un quart des Français déclaraient en septembre 2016 avoir déjà, au cours des douze derniers mois, mené une action pour venir en aide aux réfugiés** (principalement sous forme de dons d'argent, de nourriture ou de vêtements). À l'issue de cette enquête, la proportion des personnes interrogées déclarant qu'ils ont l'intention de venir en aide aux réfugiés venant en France s'élevait à 30 pour cent (15 pour cent ne se prononçant pas, signe d'une indécision plus que d'un refus d'agir). Là encore, c'est principalement par le biais de dons que l'aide est envisagée.

Question : Parmi les actions suivantes, lesquelles avez-vous effectuées, le cas échéant, au cours des 12 derniers mois pour venir en aide aux réfugiés en France ? Avez-vous ... ?

Et parmi les actions suivantes, lesquelles pensez-vous effectuer, le cas échéant, au cours des prochains 12 mois pour venir en aide aux réfugiés en France ? Allez-vous... ?



Le principal moteur de l'aide est, de loin, **une vision humaniste de la place de l'individu au sein de la société, levier le plus propice à susciter l'envie de se mobiliser** : 42 pour cent des Français étant venus en aide aux réfugiés ou envisageant de le faire citent un sentiment de responsabilité en tant qu'être humain comme motivation, 19 pour cent mentionnant leurs croyances personnelles ou religieuses et 17 pour cent le sentiment de compassion qu'ils éprouvent.

Différents éléments déclencheurs de cette mobilisation émergent, comme les discussions avec les proches dont l'influence est traditionnellement la plus efficace (32 pour cent de citations). Au-delà de l'entourage, c'est une appréhension plus intime de la question des réfugiés, tant par le biais d'articles de presse ou d'émissions télévisées donnant à voir la réalité de leur vie (28 pour cent citent une histoire relative aux réfugiés vue dans les médias) que par une certaine proximité physique (21 pour cent mentionnent le fait d'avoir vu des réfugiés de leurs propres yeux).

Néanmoins, créer une mobilisation plus forte allant au-delà des dons ou de l'aide à des associations semble ardu, surtout si les solutions proposées se basent davantage sur une culture anglo-saxonne de la « communauté » que sur une tradition française favorisant l'intermédiation d'un tissu associatif expert. À titre d'exemple, la réaction des Français à la proposition d'instaurer un programme de parrainage, tel qu'il peut exister au Canada (et dans une certaine mesure en France), est assez positive dans certains segments.

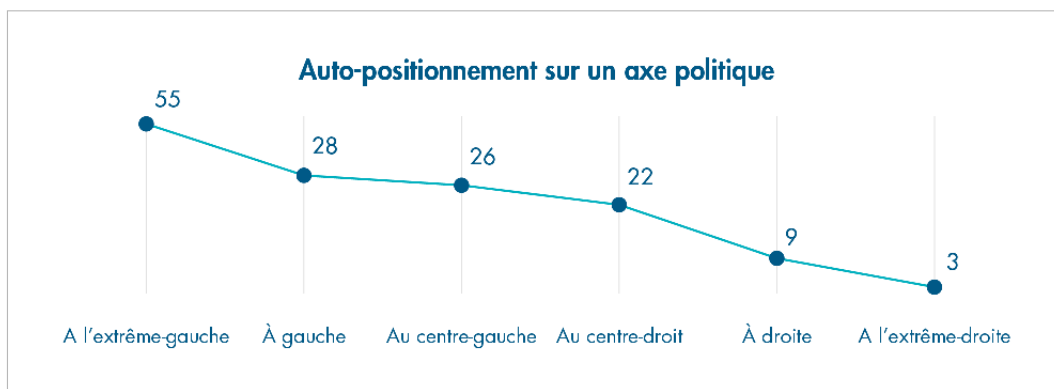
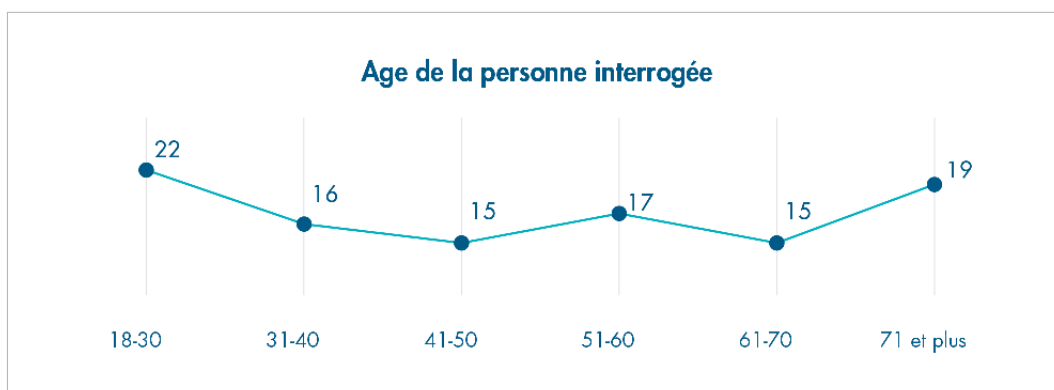
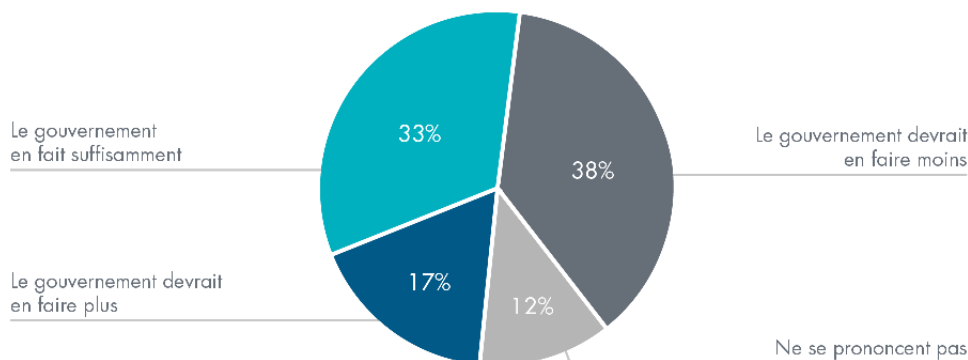
Selon ce principe, il s'agit d'aider des réfugiés à s'intégrer dans des emplois, des écoles et des communautés en s'appuyant sur des groupes d'individus ordinaires (des voisins, des églises et des écoles, par exemple) et non pas l'État – qui acceptent de « parrainer » un ou plusieurs réfugiés.

Ils peuvent alors apporter une aide pratique ou un soutien financier pour aider le réfugié parrainé à obtenir un logement, à se vêtir et se nourrir. Ce parrainage peut durer une année, voire plus.

Bien que la majorité des personnes interrogées n'est pas favorable à ce type de dispositif, une forte minorité le soutient (32 pour cent). Si 20 pour cent estiment qu'ils pourraient probablement participer à un tel dispositif, seuls 4 pour cent s'en montrent convaincus et font preuve d'un réel intérêt.

On peut noter à cet égard que la hiérarchie des opinions s'inverse parmi les Multiculturalistes et, à plus forte mesure, parmi les Humanitaires, aux yeux desquels ce type de programme répond largement à leur conception de l'action collective. 40 pour cent des Multiculturalistes et 46 pour cent des Humanitaires appellent ainsi de leurs vœux la mise en place d'un programme de ce type.

Question : Pensez-vous que le gouvernement français en fait suffisamment pour aider les réfugiés qui viennent en France, ou pensez-vous qu'il devrait en faire plus ou en faire moins ?

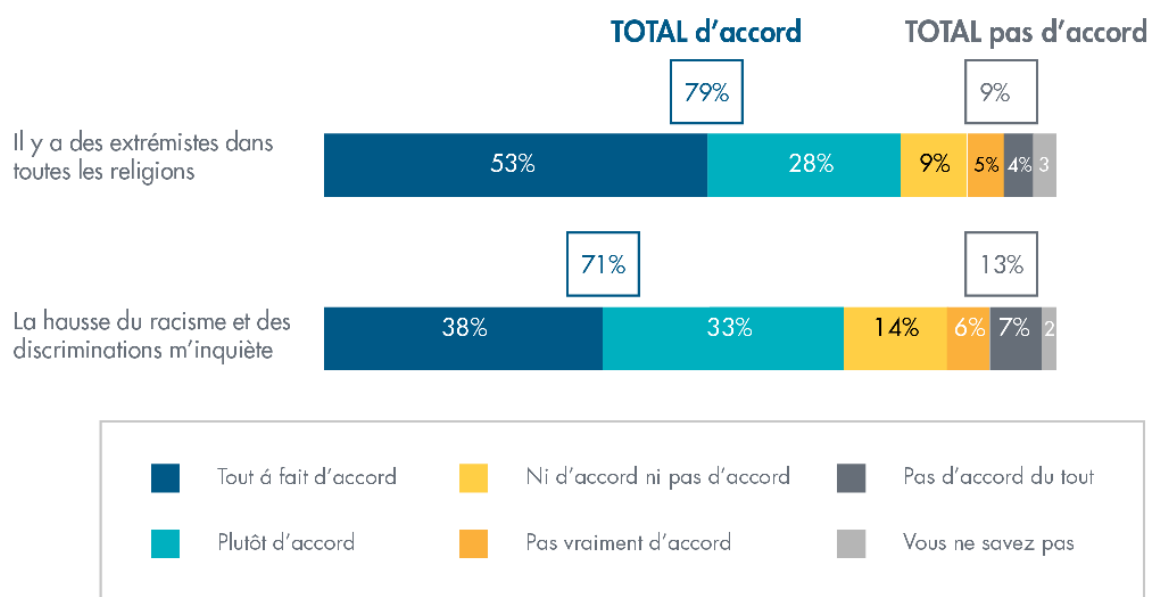


7. Les attitudes face à l'Islam et aux musulmans

Il est indéniable que la question de l'Islam est un élément central dans la compréhension de l'opinion sur l'immigration en général et la crise des migrants en particulier. Ce constat est aussi délicat qu'important et notre enquête confirme cette forte crispation autour de la question de l'Islam relevé par d'autres études.

La majeure partie de la population s'accorde sur le fait qu'il existe des extrémistes dans toutes les religions (79 pour cent) et que la hausse du racisme et des discriminations est inquiétante (71 pour cent, dont 38 pour cent qui se montrent très inquiets).

Question : Pensez-vous que le gouvernement français en fait suffisamment pour aider les réfugiés qui viennent en France, ou pensez-vous qu'il devrait en faire plus ou en faire moins ?



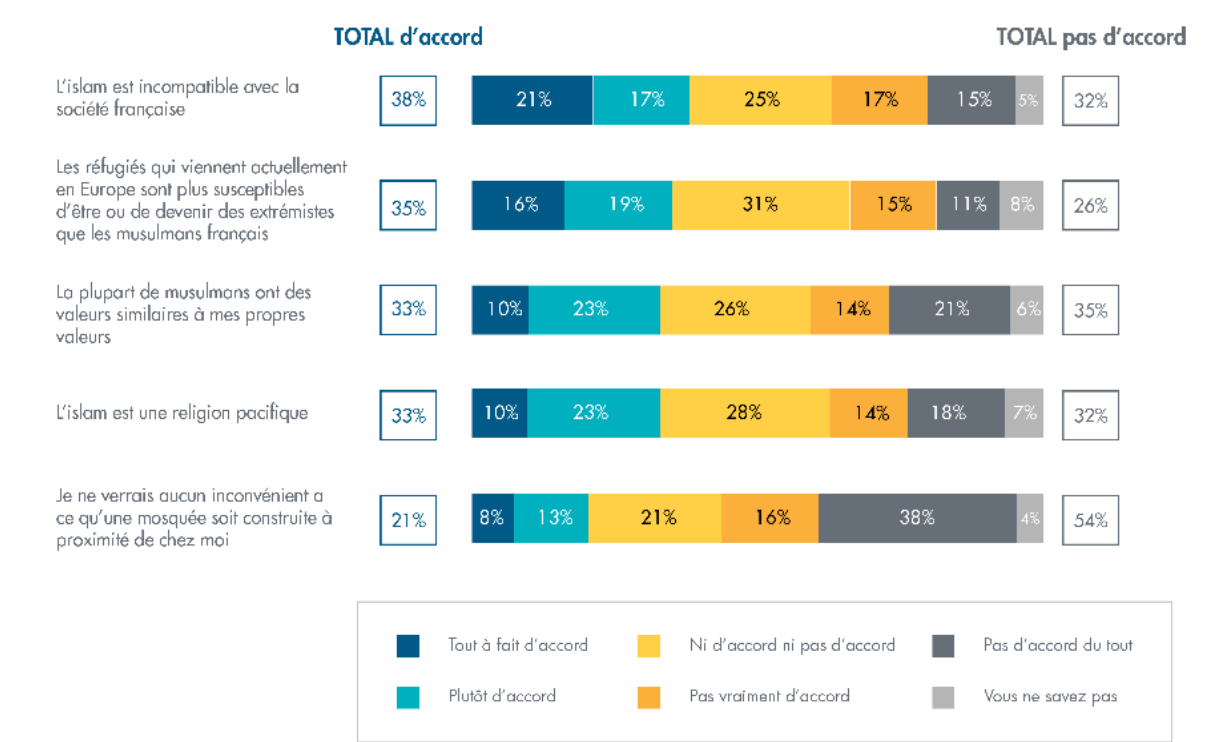
Cela fait écho aux discours qui insistent sur la nécessité de ne pas faire d'amalgame entre Islam et terrorisme, sur quoi s'accordent les deux tiers de la population. Cette digue idéologique a tenu depuis l'attentat contre Charlie Hebdo en dépit des attaques terroristes successives subies par la France, notamment grâce à la volonté de ne pas répondre à ce qui apparaît comme l'un des objectifs d'Al Qaeda ou de l'État Islamique : fracturer la société française et renforcer des tensions que l'on pourrait qualifier de « communautaires ». Ce risque de tensions internes est l'une des grandes inquiétudes des Français aujourd'hui – ce que confirment de nombreuses études – et révèle les tensions sous-jacentes qui animent la société.

Cette question apparaît comme un élément d'analyse fondamental des opinions. Si une large majorité de Français craignent de voir le racisme et les discriminations s'accroître, deux groupes se distinguent: les Multiculturalistes, qui sont plus en retrait sur cette question (même si 74 pour cent partagent cette crainte), mais surtout les Nationalistes Identitaires, au sein desquels aucun ne se dit inquiet (71 pour cent ne sont pas sensibles à cette préoccupation et 29 pour cent ne se prononcent pas).

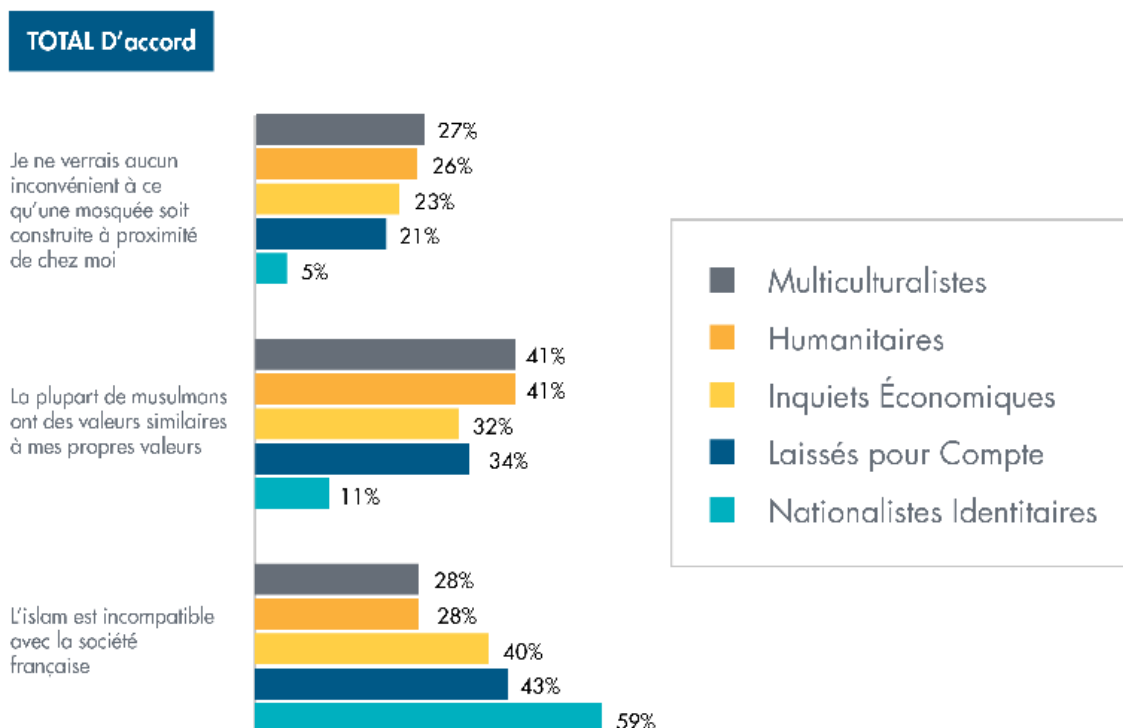
Il s'agit là de l'une des différences les plus frappantes entre les deux groupes qui se montrent les plus réticents à l'immigration et l'accueil des réfugiés : alors que les Nationalistes Identitaires n'expriment aucune (0%) crainte concernant la hausse du racisme et des discriminations, les Laissés pour Compte sont à l'inverse 85 pour cent à s'en inquiéter.

Une analyse plus profonde des attitudes des Français à l'égard de l'Islam révèle **un niveau de défiance relativement important, signe que la question religieuse et plus largement culturelle est un des principaux obstacles à l'accueil des réfugiés et migrants aujourd'hui en France.**

Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



Question : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?



Les caractéristiques associées à l'Islam brossent le portrait d'un groupe ou d'une religion qui dont l'intégration serait particulièrement problématique aux yeux de nombreux Français. 38 pour cent des Français jugent l'Islam incompatible avec la société française, contre 32 pour cent qui rejettent cette idée. Le contexte général au moment de l'étude (dont le terrain d'enquête a été mené en septembre 2016, soit quelques semaines après l'attentat de Saint-Étienne-du-Rouvray) a pu exacerber ce sentiment. Néanmoins, c'est le système de valeurs de l'Islam en général qui apparaît incompatible pour une part importante de la population : si un tiers des Français estime que les musulmans partagent des valeurs similaires aux leurs, un autre tiers (35 pour cent) pense exactement l'inverse.

« Toutes les migrations d'avant, c'était la même culture » (Inquiets Économiques)

« Moi je suis perdue. Ceux de Syrie, ils ont droit à une autre vie, mais l'intégration ? Est-ce qu'ils sont capables ? Et s'ils ne s'intègrent pas ? Il y a un problème de langues, de cultures. Que se passe-t-il s'ils ne s'intègrent pas ? Il y aura plus problèmes de terrorisme » (Inquiets Économiques)

« L'incompatibilité par rapport aux droits des femmes, on est en démocratie laïque, je ne veux pas régresser » (Humanitaires)

Le rejet de l'Islam jugé par certains comme incompatible avec la République se cristallise autour de la place de la femme. Les Français interrogés lors de la phase qualitative évoquent également la crainte de voir les Musulmans imposer leur religion. L'incompatibilité (plus spécifiquement ressentie par les Inquiets Économiques) viendrait tout autant de l'Islam que de la volonté qu'auraient les Musulmans de se soustraire au principe de laïcité.

« Les Syriens. Dans cette culture, la place de la femme n'est pas la même que chez nous. D'après notre histoire, la femme a acquis des droits durant plusieurs siècles. Là-bas elles sont opprimées. Tout est différent donc il y a un choc de culture et c'est ça qui va gêner au niveau de l'intégration. Ils ne sont pas habitués à voir des femmes libérées, fumer, conduire des voitures. C'est une atteinte à leur liberté ». (Inquiets Économiques)

« Ce n'est pas à eux d'imposer un changement de règles. Je mets une jupe s'il fait chaud. C'est le problème de la religion musulmane. » (Inquiets Économiques)

« A Sevran, on a fait comprendre à une femme que sa place n'est pas dans un café. Moi ça me choque. » (Inquiets Économiques)

« En France on a une histoire, on a séparé la religion, dans ces pays-là ils n'ont pas évolué à ce niveau » (Humanitaires)

Lorsque la question de la création de mosquées à proximité de chez soi est abordée, une majorité de la population (54 pour cent) exprime des réticences, exprimant une certaine méfiance vis-à-vis de la pratique de l'Islam et de son ancrage dans le territoire.

Au cœur de ces perceptions se retrouve le lien entre terrorisme (islamiste) et flux migratoires : un tiers des Français partage l'opinion selon laquelle les réfugiés qui viennent actuellement en Europe sont plus susceptibles d'être ou de devenir des extrémistes que les Musulmans français (26 pour cent de la population s'y opposant et 39 pour cent ne se prononçant pas). **Cela n'empêche pas une part importante de la population de se méfier de ses propres compatriotes de confession musulmane, les estimant également susceptibles de se radicaliser**

L'analyse des différences d'opinions entre les groupes issus de l'analyse typologique peut se faire à trois échelles.

- Les Multiculturalistes et les Humanitaires partagent un regard nettement plus bienveillant sur l'Islam. Au sein de ces deux groupes, les perceptions négatives sont les plus faibles, et particulièrement parmi les Humanitaires qui rejettent bien plus largement l'assertion selon laquelle cette religion serait incompatible avec la société française (45 pour cent contre 29 pour cent des Multiculturalistes). Ces deux groupes se rejoignent parfaitement vis-à-vis des valeurs partagées avec les Musulmans (41 pour cent estiment que les valeurs musulmanes sont similaires aux leurs, contre un tiers de l'ensemble de la population) et du caractère pacifique de cette religion.
- Les Multiculturalistes se révèlent les plus enclins à accepter la construction d'une mosquée près de chez eux (seuls 38 pour cent n'y seraient pas favorables, contre 50 pour cent des Humanitaires et 54 pour cent de l'ensemble de la population). Chez les Humanitaires, ce soutien relativement faible à la construction d'une mosquée à proximité de leur domicile illustre néanmoins une certaine méfiance concernant de l'implantation de la religion musulmane dans les territoires
- Un deuxième niveau englobe les Inquiets Économiques et les Laissés pour Compte partageant des perceptions proches vis-à-vis de l'Islam. Majoritairement empreintes de défiance, elles donnent à voir la crainte d'une religion qui pourrait déstabiliser l'équilibre du pays, sans pour autant porter un jugement plus dur que l'ensemble de la population sur les valeurs ou le caractère violent de l'Islam. Ainsi, une proportion un peu plus élevée de sondés au sein de ces deux groupes juge que les réfugiés qui viennent en Europe sont plus susceptibles d'être ou de

devenir des extrémistes que les Musulmans français (respectivement 40 et 39 pour cent, contre 35 pour cent de l'ensemble).

- Néanmoins, leurs opinions vis-à-vis de la proximité entre les valeurs musulmanes et les leurs, ainsi que sur le caractère pacifique de cette religion correspondent à celles observées à l'échelle de l'ensemble des sondés, comme par exemple autour du soutien anticipé à la construction d'une mosquée à proximité de leur domicile.
- Le troisième niveau d'analyse se centre autour des Nationalistes Identitaires, qui expriment un rejet général et bien plus élevé que le reste de la population sur l'ensemble des idées testées ici. L'Islam est majoritairement perçu chez eux comme une religion incompatible avec les valeurs et les lois de la société française, ce qui est source de craintes vis-à-vis de la menace terroriste. La proximité des valeurs de la religion musulmane avec les leurs et le caractère pacifique de la religion sont également majoritairement déniés. 78 pour cent des Nationalistes Identitaires qui s'opposeraient à la construction d'une mosquée, symbole tangible de l'acceptation de cette religion au sein de la société. **Ces opinions montrent bien le poids des crispations identitaires dans le regard que les Nationalistes Identitaires portent sur la société – crispations que l'on retrouve à ce stade moins largement au sein des opinions partagées par le groupe des Laissés pour Compte.**

8. Les messages testés auprès des différents groupes

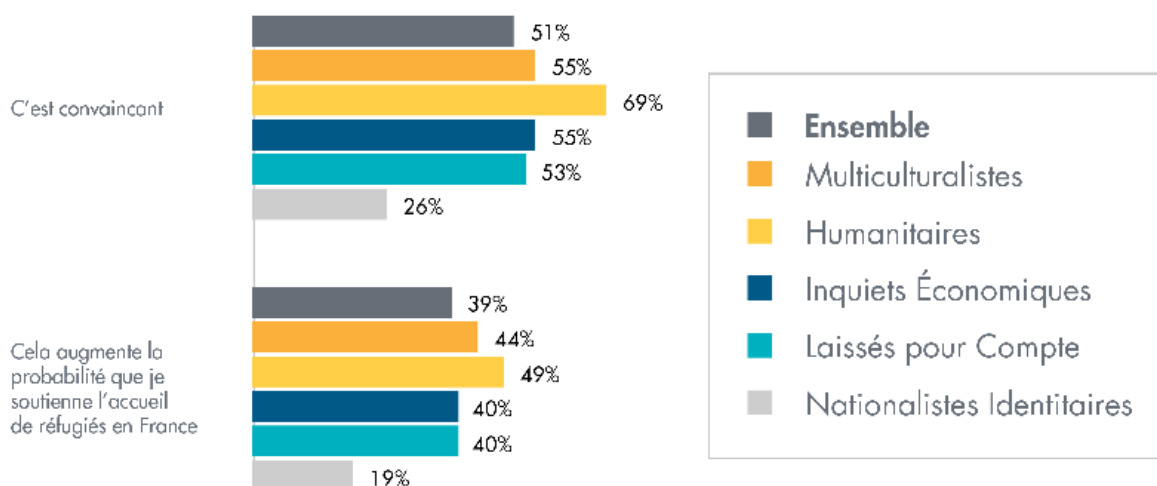
Plusieurs messages ont été testés dans le contexte de cette étude, ce qui a permis d'identifier les arguments les plus convaincantes et le langage le plus influent. Les participants étaient d'abord interrogés sur leurs opinions concernant le nombre de réfugiés qui sont actuellement acceptés en France, avant que des messages aux contenus divers, par exemple humanitaire, culturel ou économique, leur soient présentés. L'objectif était de mesurer le pouvoir de persuasion de ces messages et leur capacité à influencer les opinions concernant le nombre de réfugiés que la France devrait accepter (doit-il diminuer, rester le même ou augmenter ?).

Question : En considérant les informations que vous venez de lire, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec les énoncés suivants ?

	C'est convaincant	Cela augmente la probabilité que je soutienne l'accueil de réfugiés en France
Pendant des décennies, de nombreuses personnes de différents horizons et de différentes croyances sont venues en France. Néanmoins, tant que ces personnes travaillent dur, apprennent la langue et contribuent à la vie de la société, nous pouvons les accueillir.	51%	39%
Si, venant d'un autre pays, je fuyais une situation terrible, je voudrais que la France m'offre sa protection.	46%	34%
Personne ne souhaite voir d'extrémistes en France, mais de nombreux réfugiés ont justement beaucoup souffert à cause de l'extrémisme. Cela s'applique tout particulièrement aux réfugiés venant de Syrie et d'Irak, nombre d'entre eux ayant ainsi dû abandonner leur logement, laisser derrière eux proches et amis, et quitter leur emploi. Les réfugiés ne sont donc pas nos ennemis, mais les victimes de nos ennemis.	44%	32%
De nombreuses religions, y compris le christianisme, ont dû faire face à la présence de violents extrémistes dans leurs propres rangs. Nous ne pouvons pas laisser notre opinion sur l'ensemble des musulmans être influencée par quelques extrémistes.	42%	27%
Parmi les réfugiés qui viennent en Europe, beaucoup fuient l'oppression de l'islamisme radical ou de dictatures autoritaires. En tant que pays fondé sur les principes de liberté et d'égalité, nous nous devons de rester authentiques aux valeurs françaises et d'accueillir ceux qui n'ont pas notre chance.	38%	28%
La Seconde Guerre mondiale et ses répercussions ont obligé des millions de personnes à travers le monde à devenir de réfugiés. Aujourd'hui, différentes guerres ont poussé des millions d'autres à fuir de chez eux. La France devrait tirer les leçons de l'histoire et ouvrir ses portes à ceux qui essayent de fuir pour être en sécurité.	38%	29%

Question : En considérant les informations que vous venez de lire, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou n'êtes-vous pas d'accord avec les énoncés suivants ?

Pendant des décennies, de nombreuses personnes de différents horizons et de différentes croyances sont venues en France. Néanmoins, tant que ces personnes travaillent dur, apprennent la langue et contribuent à la vie de la société, nous pouvons les accueillir.



Le discours le plus convaincant et le plus propice à mobiliser les Français est celui qui fait appel à la capacité d'intégration des réfugiés que la France accepte d'accueillir, faisant écho au « creuset républicain » : « Pendant des décennies, de nombreuses personnes de différents horizons et de différentes croyances sont venues en France. Néanmoins, tant que ces personnes travaillent dur, apprennent la langue et contribuent à la vie de la société, nous pouvons les accueillir ». Une majorité de Français (51 pour cent) juge cet argument convaincant, et 39 pour cent estiment que la probabilité qu'ils soutiennent l'accueil des réfugiés en France en est renforcée (soit près du double du socle qui soutient l'ouverture des frontières, d'environ 20 pour cent).

Testé également lors de la phase qualitative, cet argument présente l'avantage d'être plus concret et ancré dans l'actualité que d'autres arguments soumis au jugement des participants. L'idée que l'accueil repose sur un contrat entre le migrant et la France, dans une logique de droits et de devoirs, répond aux attentes des deux cibles interrogées, qui estiment qu'il est impératif de fixer des « règles d'intégration » permettant d'assurer le « vivre ensemble ».

« C'est plus factuel, plus concret, plus dans l'air du temps. On ne parle pas du facteur émotionnel. » (Inquiets Économiques)

Pour autant, cet argument semble rarement se suffire à lui-même. Ainsi, les Français interrogés estiment qu'il ne s'agit là que d'une première étape :

- Pour les Inquiets Économiques, au-delà du respect des règles et des us et coutumes, les migrants devraient dans leur comportement et attitudes montrer de la reconnaissance à l'égard de la France.

« Il manque quelque chose, la reconnaissance, l'amour du pays » (Inquiets Économiques)

- Pour les Humanitaires, c'est la France qui doit faire preuve de cohérence : si le pays décide

d'accueillir des migrants, des mesures doivent être prises (et des moyens humains et financiers débloqués) pour accompagner ces derniers dès leur arrivée et faire de la pédagogie.

« S'ils veulent rester faut qu'ils s'intègrent mais faut leur donner les moyens, les codes, les comportements, d'être en adéquation » (Humanitaires)

« Ils sont arrivés dans ma ville, ils agressent les gens, ce n'est pas de leur faute, ils sont nourris logés blanchis, mais il n'y pas d'accompagnement autour c'est dommage, il n'y a personne pour leur apprendre c'est les bénévoles qui s'en occupent » (Humanitaires)

Les autres messages ne semblent pas pouvoir autant convaincre une majorité des Français. Néanmoins, les messages les plus rationnels sont bien accueillis et peuvent influencer une large partie de la population. C'est le cas pour l'argument de la réciprocité (« Si, venant d'un autre pays, je fuyais une situation terrible, je voudrais que la France m'offre sa protection », qui convainc 46 pour cent des personnes interrogées et peut accroître le soutien à l'accueil pour 34 pour cent des Français), comme pour les messages qui se basent sur la position générale vis-à-vis de l'État Islamique et des extrémistes : « Personne ne souhaite voir d'extrémistes en France, mais de nombreux réfugiés ont justement beaucoup souffert à cause de l'extrémisme ».

« Mes parents ont été à cette place donc je ne vais pas dire non mais mes parents étaient de culture française. Sous Nasser. Ils aimaient la France. » (Inquiets Économiques)

« Je viendrais mais j'essaierais de m'intégrer. Mais je suis née ici. Née en lorraine. Ils ont eu la guerre avec Hitler, j'aurais bien aimé avoir un pays d'accueil, si j'avais pu fuir la France, j'aurais appris la langue. » (Inquiets Économiques)

« 'Protection' ça n'implique pas une volonté de s'intégrer professionnellement, ça veut dire qu'il trouve refuge mais c'est tout » (Humanitaires)

Cela s'applique tout particulièrement aux réfugiés venant de Syrie et d'Irak, nombre d'entre eux ayant ainsi dû abandonner leur logement, laisser derrière eux leur proches et quitter leur emploi : « Les réfugiés ne sont donc pas nos ennemis, mais les victimes de nos ennemis » (message qui est accueilli favorablement par 44 pour cent des personnes interrogées et qui augmente la volonté d'accueil de 32 pour cent de la population) et « de nombreuses religions, y compris le christianisme, ont dû faire face à la présence de violents extrémistes dans leurs propres rangs. Nous ne pouvons pas laisser notre opinion sur l'ensemble des Musulmans être influencée par quelques extrémistes » (42 pour cent jugent ce message convaincant, mais la proportion de réels convaincus ne s'élève qu'à 27 pour cent).

Les messages faisant appel à la morale ou à l'éthique sont en revanche peu convaincants. Jugés culpabilisateurs, ils sont majoritairement rejetés et apparaissent contre-productifs. Il s'agit, par exemple, de l'argument fondé sur les valeurs françaises : « Parmi les réfugiés qui viennent en Europe, beaucoup fuient l'oppression de l'islamisme radical ou de dictatures autoritaires. En tant que pays fondé sur les principes de liberté et d'égalité, nous nous devons de rester authentiques aux valeurs françaises et d'accueillir ceux qui n'ont pas notre chance ». Cet argument n'est jugé convaincant que par 38 pour cent des sondés, 28 pour cent estimant qu'il influence positivement

leur soutien à l'accueil des réfugiés. Dans le même registre, l'argument selon lequel « la Seconde Guerre mondiale et ses répercussions ont obligé des millions de personnes à travers le monde à devenir des réfugiés. Aujourd'hui, différentes guerres ont poussé des millions d'autres à fuir de chez eux. La France devrait tirer les leçons de l'histoire et ouvrir ses portes à ceux qui essaient de fuir pour être en sécurité » est jugé positivement par une minorité de la population (38 pour cent), moins d'un tiers estimant qu'il est susceptible de renforcer le soutien à l'accueil des réfugiés en France.

Deux enseignements émergent de ces messages et de leur impact sur les opinions des Français.

- Si les Multiculturalistes et les Humanitaires sont les plus sensibles à ces messages, ce sont les Humanitaires qui les perçoivent le plus favorablement : c'est le seul groupe au sein duquel une majorité trouve chacun des messages convaincants.
- L'argument qui se base sur la capacité d'intégration des réfugiés représente le message jugé le plus convaincant pour chacun des groupes, même si de manière minoritaire (à l'exception des Humanitaires).
- Les représentations associées à l'immigration et aux réfugiés et les opinions mesurées tout au long de l'étude se retrouvent ici : les Multiculturalistes sont les plus enclins à accueillir des réfugiés, aux côtés des Humanitaires. Les Inquiets Économiques partagent une opinion proche de celle des Laissés pour Compte, pour qui l'accueil des réfugiés suscite de nombreuses craintes qui poussent à une posture de fermeture plus ou moins forte selon que l'on appartienne aux Inquiets Économiques ou aux Laissés pour Compte. Les Nationalistes Identitaires se montrent très peu sensibles à ces arguments, leur rejet de toute immigration et les crispations identitaires qu'ils expriment ne laissant pas de place à l'exception, même temporaire, qui pourrait être accordée aux réfugiés.

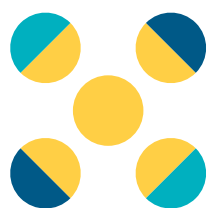
9. Conclusions et Recommandations

- 1) **L'examen des attitudes et perceptions concernant l'accueil des réfugiés révèle un malaise, spécifique à la France, dans son rapport avec l'altérité.** Ce malaise face à une altérité perçue comme problématique s'illustre de multiples façons : par une évaluation majoritairement négative de l'impact de l'immigration sur la société française (que seul 16 pour cent des sondés jugent positivement), mais aussi par la conception d'une intégration qui s'apparente à une assimilation, la crainte que la culture d'origine soit incompatible avec la culture française, et même la croyance largement répandue que les immigrants comme les réfugiés ne souhaitent pas réellement s'intégrer. Ce contexte est défavorable à l'accueil des réfugiés, même si la différence entre immigrés et réfugiés est largement perçue. **Il semble donc important de mettre en avant les très nombreux exemples d'intégration réussie et, plus largement, de redonner confiance dans la « machine d'intégration » à la française en laquelle les Français ont cru pendant des décennies.**
- 2) **L'attitude envers l'immigration est largement corrélée à l'image de l'Islam en France et plus largement de la perception d'une 'culture musulmane' des immigrés comme des réfugiés** qui sont majoritairement musulmans. Celle-ci est aujourd'hui largement négative. **Il apparaît donc urgent d'agir sur une meilleure compréhension des valeurs réelles et des modes de vie concrets des Musulmans ou des populations venant de régions majoritairement musulmanes vivant en France**, et notamment de mettre en avant ce qui rassemble les français par delà les origines et les clivages religieux.
- 3) Notre enquête montre que si la polarisation entre partisans de l'ouverture et partisans de la fermeture est indubitable, ceux qui se reconnaissent dans l'une et l'autre de ces valeurs ne représentent que la moitié de la population. **L'autre moitié se situe entre ces deux groupes et présente un mélange de valeurs d'ouverture et de repli. Loin du cadre fréquemment utilisé de la « fracture », l'examen des attitudes révèle qu'une part significative des Français (53%) a des attitudes ambivalentes concernant l'altérité en général, l'immigration et l'accueil des réfugiés.** Leurs positions ne sont ainsi pas figées. Elles dépendent largement d'une inquiétude portant sur la situation économique de la France – et donc sur sa capacité à accueillir correctement les étrangers. L'inquiétude portant sur le terrorisme, considéré comme le premier défi de la France au moment de l'enquête, est également susceptible de varier et influe sur la perception des risques afférents à l'accueil de populations étrangères. **Il faut voir dans cette ambivalence à la fois un risque – le rejet de l'autre pouvant s'accroître et conduire à des actions délétères – et une opportunité car il y a donc un espace pour promouvoir des sociétés plus ouvertes et plus tolérantes.** L'enjeu est de mieux connaître ce qui préoccupe ce groupe des « inquiets médians » et des les inclure dans un nouveau projet commun par des actions de mobilisations d'un genre nouveau.
- 4) Cette enquête explore aussi les messages recevables incitant à l'ouverture et à l'hospitalité. **Les messages testés font apparaître le rejet des arguments jugés moralisateurs et inhibant la liberté de parole, fondés sur l'invocation des valeurs humanistes françaises ou d'exemples historiques jugés trop lointains. En revanche, les messages visant à expliciter le « contrat social » français, à mettre en avant le « creuset républicain », fait aussi bien de droits que de devoirs, sont perçus positivement. Ils sont probablement susceptibles de répondre à l'inquiétude largement partagée concernant la perte des valeurs et des repères de la société française.**
- 5) **Les perceptions et attitudes concernant l'immigration sont souvent contredites par l'analyse et les faits**, comme par exemple, sur la perception d'une forte accélération de l'immigration ou

encore sur la grande proportion de « faux réfugiés » en France. Il convient à la fois de lutter contre ces idées reçues en rappelant les faits disponibles tout en entendant les inquiétudes qui sont à la source de ces idées reçues. **Plus inquiétant encore, ce rejet des faits semble marquer une défiance de l'autorité de l'État** – entretenue par les partis d'extrême droite – qui serait incapable de contrôler les flux migratoires, voire même de donner des chiffres fiables.

- 6) Notre étude confirme le constat fait par ailleurs sur l'existence d'une perception de **concurrence entre les plus faibles**. « Et nos SDF ? » est une phrase entretenue par les partis et médias d'extrême droite et qui revient souvent parmi les groupes du milieu ambivalent. **Toute stratégie qui viserait à combattre la peur de l'autre doit inclure la lutte contre la précarité, la pauvreté, la hausse des inégalités et le mal-logement si elle veut être efficace**. Il faut prendre au sérieux ce thème de « la concurrence des pauvres » et y répondre.
- 7) **Les trois segments du « milieu ambivalent » sont majoritairement féminins et les extrêmes sont en majorité composé d'hommes**. Les femmes sont donc moins susceptibles que les hommes de céder aux positions des Nationalistes Identitaires mais expriment des inquiétudes comme l'atteste leur surreprésentation chez les Laissés Pour Compte. Il faut donc répondre à cette inquiétude en sécurisant leur parcours, plus difficile économiquement et socialement, et en faisant preuve d'un fort volontarisme en matière d'égalité hommes-femmes. Si les femmes venaient à rejoindre de façon proportionnée les rangs des Nationalistes Identitaires de notre étude, le paysage électoral français en serait profondément altéré et la possibilité d'une accession au pouvoir de l'extrême droite deviendrait plus réelle encore qu'aujourd'hui.
- 8) **Notre enquête montre aussi clairement que la question du droit et de la place des femmes joue un rôle important dans le rejet de l'Islam en France**. Une réponse aux crispations françaises sur l'altérité devra apporter des réponses sur ce point qui cristallise l'opinion.

Cette enquête révèle l'entendue des doutes qui agitent la population française sur les questions d'identité et sur la place de la France dans le monde. Loin d'être confinées aux seules populations marginalisées, ces inquiétudes touchent un grand nombre de personnes dans tous les segments identifiés dans notre étude. La France a su se rassembler dans les moments clés de son histoire. Elle est aujourd'hui à un tournant décisif. Sur les épaules de son nouveau président repose une responsabilité importante de faire que ce qui unit les Français retrouve le goût de l'évidence. Mais la capacité des gouvernants à reconstruire le lien social qui semble faire défaut est limitée. La population française dans son ensemble et dans toute sa diversité doit être associée à ce projet. Elle en exprime en tous cas clairement le besoin si l'on en croit cette étude. Sans un débat national sur ces questions, la thématique de l'identité sera laissée aux seuls identitaires et le risque d'écclatement de la société française sera alors réel.



**More in
Common**